



2023

Rapport Annuel

Fonds fiduciaire
d'urgence de l'UE
pour l'Afrique



Commission Européenne

Fonds fiduciaire de l'Union Européenne pour l'Afrique

Adresse: Rue de la Loi 41, B-1049 Brussels

Téléphone: +32 (0) 2 299 11 11

Courriel: intpa-eutf-africa@ec.europa.eu

Website: ec.europa.eu/trustfundforafrica

Credits

© Union Européenne, 2024

Conception et mise en page: Pomilio Blumm srl

Photo de couverture: © hadynyah

Reproduction autorisée, moyennant mention de la source.

Une fiche bibliographique figure à la fin de l'ouvrage.

Ni la Commission Européenne ni aucune autre personne agissant en son nom ne saurait être tenue responsable de l'utilisation qui pourrait être fait des informations contenues dans la présente publication.

Office des publications de l'Union Européenne, 2024

2024 – 76 p. – 21x29.7 cm

Numéro de catalogue: MN-BE-24-001-FR-N

ISBN: 978-92-68-13607-2

doi: 10.2841/039434

ISSN: 2599-6193

Imprimé en Italie, Mars 2024



Publications Office
of the European Union

Table des matières

Liste des abréviations	4
Résumé exécutif	6

CHAPITRE 1

Aperçu	9
1.1 2023 en un coup d'œil	10
1.2 Aperçu financier	17
1.3 État d'avancement	18
1.4 Activités de recherche, suivi et évaluation	20
1.4.1 Les Systèmes de Suivi et d'Apprentissage	20
1.4.2 Système de suivi axé sur les résultat	21
1.4.3 Facilités de Recherche	21
1.4.4 Evaluations	22
1.5 Communication	27
1.6 Prochaines étapes	29

CHAPITRE 2

Orientations stratégiques, mise en œuvre et résultats	31
2.1 Sahel et Lac Tchad	32
2.1.1 Principaux résultats obtenus dans la région en 2023	34
2.2 Corne de l'Afrique	38
2.2.1 Principaux résultats obtenus dans la région en 2023	40
2.3 Afrique du Nord	44
2.3.1 Principaux résultats obtenus dans la région en 2023	46

CHAPITRE 3

Rapport financier	51
3.1 Montants annoncés et reçus	52
3.2 Montants du FFUE pour l'Afrique versés pendant la période considérée	57
3.3 Administration du FFUE pour l'Afrique	58

CHAPITRE 4

Gestion et contrôle interne	59
4.1 Résultats du contrôle	61
4.2 Observations et recommandations du Service d'Audit Interne/Cour des Comptes Européenne	61
4.3 Évaluation de l'efficacité des systèmesde contrôle interne	62

CHAPITRE 5

Annexes	63
----------------------	-----------

Liste des abréviations

AECID	Agence espagnole pour la coopération internationale au développement
AGR	Activités génératrices de revenus
AICS	Agence italienne pour la coopération au développement
BMZ	Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement
CCE	Cour des comptes européenne
DG ECHO	Direction générale pour la Protection civile et des opérations d'aide humanitaire européennes
DG HOME	Direction générale pour la Migration et les Affaires intérieures
DG INTPA	Direction générale pour les Partenariats Internationaux
DG NEAR	Direction générale pour la Politique européenne de Voisinage et les négociations d'élargissement
EFTP	Enseignement et la formation techniques et professionnels
ENI	Instrument européen de voisinage
FAMI	Fonds pour l'asile, la migration et l'intégration
FED	Fonds européen de développement
FFUE	Le Fonds fiduciaire d'urgence de l'UE pour l'Afrique
GIZ	GmbH Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit GmbH
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
HoAI	Initiative pour la Corne de l'Afrique
IAS	Service d'audit interne
IC	Initiative Conjointe
ICD	Instrument de Coopération au Développement

IGAD	Autorité intergouvernementale pour le développement
MPME	Micro, petites et moyennes entreprises
MTU	Mécanisme de transit d'urgence
NDICI	Instrument de voisinage, de développement et de coopération internationale
ONG	Organisations non gouvernementales
OEACP	Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique
OIM	Organisation internationale pour les migrations
ONU	Organisation des Nations Unies
OLAF	Office européen de lutte antifraude
OMS	Organisation mondiale de la Santé
PAM	Programme alimentaire mondial
PIP	Programme indicatif pluriannuel
REF	Facilité de recherche
ROM	Results-Oriented Monitoring
Sommet UA-UE	Sommet Union africaine - Union européenne
TEI	Team Europe Initiative (Initiative Equipe Europe)
TOT	Training the trainer (formation de formateurs)
UA	Union africaine
UA-UE-ONU	Groupe de travail Union africaine - Union européenne - Nations unies
VHR	Voluntary Humanitarian Return (retour humanitaire volontaire)

Résumé exécutif

Le Fonds fiduciaire d'urgence de l'UE pour l'Afrique (FFUE pour l'Afrique) a été créé pour aider les personnes les plus vulnérables et les plus marginalisées, parmi celles-ci les réfugiés, les personnes déplacées à l'intérieur du pays, les migrants et les membres de communautés d'accueil. Au cours de ces huit dernières années, il a apporté une réponse coordonnée de la part de l'Union européenne, de ses États membres et d'autres donateurs pour multiplier les défis à travers les régions du Sahel et du Lac Tchad, de la Corne de l'Afrique et de l'Afrique du Nord.

En 2023, les trois régions du FFUE pour l'Afrique ont été marquée par des crises politiques – avec des changements de régime dans la région du Sahel- et des conflits armés, comme dans le cas du Soudan où, en avril, des violences ont éclaté entre les forces armées soudanaises et les forces paramilitaires de soutien rapide. Les effets de la guerre d'agression de la Russie en Ukraine, les difficultés économiques aggravées par une forte inflation et l'impact de plus en plus dévastateur du changement climatique sont autant de facteurs qui ont contribué à détériorer les moyens de subsistance des populations les plus vulnérables en Afrique.

Dans ce contexte, et malgré la clôture de nombreux projets, le FFUE a continué à démontrer sa capacité à soutenir les personnes les plus vulnérables et marginalisées à travers ses quatre objectifs stratégiques: multiplier les opportunités économiques et d'emploi ; renforcer la résilience des communautés ; améliorer la gestion des migrations ; améliorer la gouvernance et la prévention des conflits. Grâce à la coopération étroite avec les États membres de l'UE et les pays partenaires africains, le FFUE pour l'Afrique a continué à favoriser le dialogue et la coordination sur les migrations et les déplacements forcés dans le but de s'attaquer à leurs causes profondes et de promouvoir la stabilité.

Comme cela a été rappelé lors de la dixième réunion du conseil d'administration du Fonds Fiduciaire de l'Union Européenne pour l'Afrique en décembre 2023, depuis janvier 2022, il n'est plus possible d'approuver de nouveaux engagements financiers ou de nouveaux compléments budgétaires. Jusqu'à la fin de la période de mise en œuvre opérationnelle du FFUE pour l'Afrique, fixée au 31 décembre 2025, seuls les engagements financiers liés aux activités

administratives telles que les audits, les évaluations, le suivi et la communication sont possibles. Par conséquent, le montant total des programmes opérationnels approuvés est resté le même qu'en 2022 (4 935,1 millions d'euros). De même, parallèlement à la fin de la phase de contractualisation, en 2023, le FFUE pour l'Afrique n'a pas reçu de financement supplémentaire. Au 31 décembre 2023, le montant total des ressources allouées au FFUE pour l'Afrique, y compris les coûts administratifs, s'élevait à 5 061,7 millions d'euros. Depuis le lancement du Fonds Fiduciaire de l'Union Européenne pour l'Afrique, 248 programmes ont été approuvés dans les trois régions, tandis que les paiements opérationnels cumulés s'élevaient à 4 508,6 millions d'euros.

En 2023, comme les années précédentes, les programmes du FFUE pour l'Afrique ont continué à être exécutés par un large éventail de partenaires de mise en œuvre, comme les agences des Nations unies et des organisations internationales, des États membres de l'UE et autres bailleurs de fonds, des ONG locales et internationales. Dans certains cas, le FFUE pour l'Afrique a soutenu des pays partenaires via un soutien budgétaire.

Alors que de nombreux programmes du FFUE pour l'Afrique touchent à leur fin, les évaluations sectorielles et programmatiques génèrent un corpus de résultats de plus en plus riche. Ces études contribuent à comprendre l'impact du Fonds de l'Union Européenne pour l'Afrique et éclairent déjà les nouveaux programmes financés dans le cadre de l'instrument NDICI-Global Europe. En outre, les systèmes de suivi et d'apprentissage (MLS) désormais bien établis ont continué à documenter les résultats des programmes du FFUE pour l'Afrique par la publication de deux rapports chacun pour la Corne de l'Afrique et les régions du Sahel et du Lac Tchad (un rapport annuel pour 2022 et un pour le premier semestre 2023) et d'un rapport annuel jusqu'à fin mai 2023 pour la région du Nord de l'Afrique.

En avril 2023, la Cour des Comptes Européenne (CCE) a entamé un audit de performance du FFUE pour l'Afrique. L'objectif de l'audit est d'assurer le suivi du précédent audit de performance de la CCE sur le FFUE pour l'Afrique (2018), mais aussi d'analyser la mise en œuvre et les résultats des programmes financés par le FFUE pour l'Afrique, y compris sous la perspective des droits de l'homme. Le rapport

d'audit final de l'audit de la CCE devrait être disponible en 2024. La commission Européenne a également planifié une évaluation finale du FFUE pour l'Afrique pour 2025.

En termes d'activités de communication, un développement important en 2023 a été le lancement d'un nouveau site web pour le FFUE pour l'Afrique. Comme annoncé en 2022, pour des raisons techniques, le site web a dû être transféré sur une nouvelle plateforme, qui est en ligne depuis avril 2023. Le site web remanié a conservé toutes les caractéristiques majeures du précédent, avec l'ajout d'une section "Bibliothèque" qui permet aux utilisateurs de rechercher des documents du FFUE pour l'Afrique de manière accessible. La bibliothèque accueillera les études, évaluations et rapports qui sont de plus en plus nombreux à mesure que nous approchons de la fin de la mise en œuvre des programmes du FFUE pour l'Afrique. Le site web continue d'accueillir des nouvelles et des histoires recueillies sur le terrain, avec des mises à jour régulières

sur les programmes. La visibilité du FFUE pour l'Afrique est également assurée par les diverses initiatives menées par les délégations de l'UE dans les pays partenaires.

Alors qu'il ne reste que deux ans avant la fin de la mise en œuvre des programmes du FFUE pour l'Afrique, l'accent a été mis tout au long de l'année sur la production de résultats et d'enseignements susceptibles d'éclairer les décisions relatives aux nouveaux programmes financés au titre de l'instrument NDICI-Global Europe, qui continueront à s'attaquer aux causes profondes des migrations et des déplacements forcés. Dans de nombreux cas, ces programmes poursuivent des initiatives fructueuses du FFUE pour l'Afrique, garantissant ainsi leur impact durable. La section 1.6 "Prochaines étapes" présente une vue d'ensemble des programmes financés dans le cadre du programme NDICI-Europe Globale qui contribueront à traiter les questions liées à la migration et aux déplacements forcés.



Sahel et Lac Tchad

La région du Sahel et du Lac Tchad reste en proie à des crises politiques en 2023. Dans le Sahel central, le coup d'État au Niger a ajouté ce pays au groupe des régimes dirigés par des militaires. Le Niger, le Mali et le Burkina Faso ont décidé de se retirer de l'*Alliance du G5 Sahel* et ont créé leur propre ligue - l'*Alliance des États du Sahel* - en septembre 2023. Le vide sécuritaire qui en résulte a permis la résurgence de groupes armés et a accru le risque de propagation de l'instabilité aux pays voisins. En conséquence, la région a connu une augmentation des déplacements forcés - avec plus de 10 millions de réfugiés et de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays à la fin de 2023 - ainsi que des mouvements transfrontaliers et des migrations vers l'Europe. Investir dans le capital humain a été une approche primordiale du FFUE pour l'Afrique en soutenant la création d'emplois et en renforçant l'EFTP et le développement des compétences dans la région. Les activités financées par le FFUE pour l'Afrique se sont également concentrées sur la sensibilisation aux risques associés à la migration irrégulière ainsi que sur la gouvernance, la prévention des conflits et les droits de l'homme dans la région.

Le financement total approuvé dans la région du Sahel et du Lac Tchad depuis le début du FFUE pour l'Afrique s'élève à 2 217,8 millions d'euros.

Corne de l'Afrique

En 2023, la région de la Corne de l'Afrique continue de souffrir des effets dévastateurs du changement climatique. Des sécheresses récurrentes ont profondément affecté les moyens de subsistance des populations locales, exacerbant une situation socio-économique déjà désastreuse et aggravant la crise de l'insécurité alimentaire dans toute la région - la Somalie a signalé les niveaux de faim les plus élevés de la décennie. De graves inondations ont détruit des villages entiers en Somalie, au Kenya, en Éthiopie et au Sud-Soudan, entraînant le déplacement de plus de 2 millions de personnes. Alors que les problèmes de sécurité persistent dans toute la région et notamment au Soudan, où un nouveau conflit a éclaté en avril, la situation s'est améliorée en Somalie et des pays comme le Kenya et Djibouti ont confirmé leur stabilité. Malgré le retrait progressif du Fonds Fiduciaire de l'union Européenne pour l'Afrique et la diminution logique des actions à moyen et long terme, il a continué à investir dans des domaines prioritaires tels que la migration et le développement humain pour répondre aux situations les plus fragiles.

Au Soudan, par exemple, cela s'est fait par la distribution de multiples poudres de micronutriments aux enfants de moins de cinq ans et par l'alimentation scolaire sur place. Le FFUE pour l'Afrique a également enregistré le plus grand nombre de migrants, de réfugiés, de rapatriés et de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays assistés ou protégés dans cette région.

Le financement approuvé dans la région de la Corne de l'Afrique depuis le début du FFUE pour l'Afrique est de 1 810 millions d'euros.

Afrique du Nord

La crise politique au Niger et les conflits au Soudan et en Palestine¹ ont également été ressentis dans les pays voisins de la région d'Afrique du Nord, où 2023 a été une année de défis socio-économiques croissants. Cela a conduit à une augmentation des mouvements migratoires le long des routes méditerranéennes, et en particulier le long de la route de la Méditerranée centrale, en hausse de 50 % par rapport à 2022. La Tunisie a été le premier pays de départ vers l'Italie, avec environ 97 000 arrivées en 2023. En juillet, la Tunisie et l'UE ont signé un protocole d'accord visant à relever des défis communs, notamment en matière de migration. La migration le long des routes de la Méditerranée occidentale et de l'Atlantique a également connu une forte augmentation, avec un total de 56 039 arrivées, soit une hausse de 95 % par rapport à 2022. Si de nombreux projets du FFUE pour l'Afrique sont arrivés à leur terme, notamment dans le domaine de la protection des migrants vulnérables, des demandeurs d'asile et des réfugiés, d'autres, tels que le soutien à la gouvernance des migrations et à la gestion des frontières ainsi qu'à la migration légale et à la mobilité de la main-d'œuvre, continuent de produire des résultats concrets. Il s'agit notamment de fournir des équipements et des formations aux institutions frontalières, ainsi que d'améliorer la gouvernance de la migration de la main-d'œuvre et les programmes de mobilité de celle-ci vers l'Europe et de retour dans les pays d'origine.

Le montant global du financement approuvé dans la région de l'Afrique du Nord depuis le début du FFUE pour l'Afrique s'élève à 907,3 millions d'euros.

Les résultats pour chaque région sont détaillés au Chapitre 2 du rapport annuel. Les chapitres 3 et 4 du rapport présentent le rapport financier pour 2023 et donnent un aperçu des systèmes de gestion et de contrôle interne en place.

1 Cette désignation ne doit pas être interprétée comme une reconnaissance d'un État de Palestine et est sans préjudice des positions individuelles des États membres sur cette question

CHAPITRE 1

Aperçu



1.1 2023 en un coup d'œil

L'année 2023 a été marquée par des changements politiques importants et de nouveaux événements, qui ont eu une incidence sur les migrations et les déplacements forcés en Afrique, dans un contexte de tensions géopolitiques. La guerre d'agression de la Russie en Ukraine a continué d'avoir un impact négatif sur la stabilité du continent, marqué par une présence croissante de groupes rebelles et un environnement plus difficile pour Team Europe d'opérer dans certains des pays les plus fragiles.

Dans plusieurs régions d'Afrique, les conflits armés et le changement climatique sont restés des facteurs importants de migration et de déplacement forcé. Au Soudan, une guerre qui a commencé dans la capitale Khartoum en avril s'est rapidement intensifiée au niveau national et a eu des répercussions au niveau régional. Selon l'OIM, en décembre, outre les presque 6 millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays (environ 1,2 million de ménages), le conflit au Soudan avait provoqué des mouvements transfrontaliers mixtes de 1,5 million de personnes vers les pays voisins, principalement vers l'Égypte, la Libye, le Tchad, la République centrafricaine, le Sud-Soudan et l'Éthiopie.

Le coup d'État au Niger en juillet s'est produit dans une région du Sahel toujours plus instable, caractérisée par des changements politiques tels que l'abrogation de la loi 2015-36 sur le trafic de migrants en novembre. Il a compliqué la gestion des situations migratoires complexes, telles que la réinstallation des réfugiés évacués de Libye dans le cadre du Mécanisme de transit d'urgence (MTU), ou le retour volontaire des migrants bloqués dans le nord du Niger. En septembre, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a appelé à la mise en place d'un corridor humanitaire pour aider les 4 800 ressortissants étrangers (principalement originaires du Mali, de la Guinée, du Sénégal et du Nigéria) dans les centres d'accueil à travers le pays et pour soutenir leur retour volontaire.

L'environnement inhospitalier auquel les réfugiés, les migrants et les demandeurs d'asile ont été confrontés en Libye et, de plus en plus, en Tunisie, a en partie contribué à l'augmentation des flux migratoires d'Africains subsahariens d'Afrique du Nord vers l'Europe au cours de l'année, en particulier le long de la route de la Méditerranée centrale vers l'Italie. Cela a conduit à la

présentation par la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, du plan en 10 points pour Lampedusa en septembre 2023. Ce plan comprend des mesures telles que des campagnes de sensibilisation et de communication visant à décourager les traversées de la Méditerranée, tout en continuant à offrir d'autres voies d'accès à l'UE, ainsi que des partenariats opérationnels de lutte contre le trafic de migrants avec les pays d'origine et de transit. La présentation du plan a été suivie d'une visite du vice-président de la Commission européenne, Margaritis Schinas, en Côte d'Ivoire, en Guinée, au Sénégal, en Mauritanie et en Gambie, entre septembre et octobre.

Ces développements géopolitiques ont montré une fois de plus l'importance de renforcer le partenariat entre les pays africains et l'Union européenne sur les migrations et les déplacements forcés. Outre la "Vision commune pour 2030" présentée par les dirigeants européens et africains lors du sixième sommet Union européenne-Union africaine (UA) en 2022, qui contient des engagements clairs en matière de migration et de mobilité et offre une plateforme de dialogue politique, l'UE et ses États membres ont signé en novembre 2023 un nouvel accord de partenariat avec les membres de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP). Cet accord, connu sous le nom d'"Accord de Samoa", sert de cadre juridique général à leurs relations pour les vingt prochaines années et entrera en vigueur en 2024. L'accord couvre des sujets tels que le développement durable et la croissance, les droits de l'homme, la paix et la sécurité, mais il comprend également un titre important sur la migration et la mobilité.

Les dialogues sur les migrations entre l'UE et l'Afrique sont restés une composante importante du partenariat entre les deux continents et ont été très actifs en 2023.

Le processus de Rabat, sous la présidence du Maroc, a organisé des réunions thématiques de haut niveau sur le retour volontaire et la réintégration (Yaoundé, avril 2023), sur la gestion humanisée des frontières (Marrakech, mai 2023), sur la séparation familiale et les personnes disparues dans le contexte de la migration (Genève, août 2023), sur le potentiel de la mobilité dans le contexte du changement climatique, conjointement avec le processus

de Khartoum (Berlin, octobre 2023) et sur la migration, la jeunesse et le développement (La Haye, octobre 2023). Le processus de Khartoum a continué d'organiser des réunions thématiques sur les données et la mobilité humaine dans le contexte du changement climatique: Désagrégation et interopérabilité (Kampala, mai 2023), Garantir une approche pangouvernementale des migrations (Suède, novembre 2023), sur Renforcer la résilience et assurer la protection ainsi que des solutions durables pour les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (Nairobi, juillet 2023), ainsi qu'une réunion de hauts fonctionnaires (Berlin, mars 2023).

Dans le cadre du suivi du sixième sommet UE-UA, les membres de la taskforce tripartite UA-UE-ONU sur la situation des migrants et des réfugiés en Libye se sont réunis à Bruxelles en mars, pour discuter et faire avancer ses priorités. Ils ont réaffirmé leur engagement à soutenir les efforts des autorités libyennes pour répondre aux besoins urgents sur le terrain et à intensifier leurs efforts pour continuer à soutenir l'élaboration de cadres juridiques et politiques non discriminatoires pour les migrants et les réfugiés, sur la base des normes internationales et de l'UA et des droits de l'homme, dans le but de protéger et de sauver des vies le long des itinéraires migratoires et en particulier en Libye. Ils se sont engagés à intensifier les retours humanitaires volontaires depuis la Libye, notamment en facilitant le programme de retour humanitaire volontaire (VHR) et de réintégration pour les personnes en Libye qui souhaitent rentrer chez elles volontairement et dont on estime qu'elles n'ont pas besoin d'une protection internationale.

En ce qui concerne les tendances migratoires, la migration irrégulière a augmenté le long des principales routes, enregistrant les chiffres les plus élevés depuis 2017. La route de la Méditerranée centrale est restée l'itinéraire le plus actif pour la migration irrégulière vers l'Europe. La Tunisie est restée de loin le principal pays de départ en 2023, avec une augmentation de 280 % par rapport à la même période en 2022 - tandis que la Libye est restée le deuxième pays de départ le long de l'itinéraire en 2023. La route combinée Méditerranée occidentale et Atlantique a enregistré une augmentation de 45 % par rapport à la même période en 2022. La plus forte augmentation a été enregistrée sur la route atlantique vers les îles Canaries, où le chiffre de 2023 a dépassé les arrivées signalées en 2021, 2020 et 2006. Cette augmentation des arrivées est due à une instabilité accrue, à une récession socio-économique et à des tendances démographiques.

En ce qui concerne la politique migratoire, la Commission européenne a proposé en novembre un train de mesures sur la mobilité des compétences et des talents comprenant une série d'initiatives visant à rendre l'UE plus attrayante pour les talents provenant de l'extérieur de l'UE, à savoir la mise en place du réservoir de talents européen, et à faciliter la mobilité à l'intérieur de celle-ci. Les mesures décrites dans ce train de mesures comprennent le réservoir de talents européen, les partenariats de talents, des mesures visant à faciliter et à accélérer la reconnaissance des qualifications acquises dans des pays tiers et des mesures visant à rendre la mobilité à des fins d'apprentissage plus accessible.

Le 20 décembre, après trois ans d'intenses négociations, le Parlement européen et le Conseil de l'Union européenne sont parvenus à un accord politique sur le Pacte sur l'immigration et l'asile. L'accord aborde des questions allant du contrôle des migrants irréguliers à leur arrivée dans l'UE aux données biométriques, en passant par les procédures de dépôt et de traitement des demandes d'asile, les règles permettant de déterminer quel État membre est responsable du traitement d'une demande d'asile, la coopération et la solidarité entre les États membres et la manière de gérer les situations de crise, et notamment les cas d'instrumentalisation des migrants.

Lors du Forum mondial sur les réfugiés qui s'est tenu à Genève en décembre, l'UE a réaffirmé son soutien à la résolution des crises majeures de déplacement, offrant la protection des réfugiés dans un espace d'asile de qualité, aide aux personnes déplacées par la guerre en Ukraine et contribution aux efforts mondiaux en matière de rétablissement et de développement des voies d'accès. L'UE a annoncé ses engagements en matière de réinstallation pour 2024-2025, soit 61 000 places pour la réinstallation et l'admission humanitaire de personnes ayant besoin d'une protection internationale. Les mesures annoncées comprennent également l'engagement de l'UE à promouvoir davantage les voies d'accès complémentaires à l'UE et les programmes de parrainage communautaire, ainsi que la poursuite du financement des mécanismes de transit d'urgence (MTU).

Huit ans après sa création, Le Fonds fiduciaire d'urgence de l'UE pour l'Afrique (FFUE pour l'Afrique) a continué à soutenir la stabilité et à relever les défis liés aux migrations et aux déplacements forcés (y compris leurs causes profondes) ainsi qu'aux opportunités, en étroite coopération avec les partenaires africains. Les projets en cours du FFUE pour l'Afrique concernés contribuent aux deux Ini-

tiatives de l'Equipe Europe (TEI) relatives aux migrations en Afrique et à leurs plans d'action respectifs : le plan d'action de l'UE pour la Méditerranée occidentale et les routes de l'Atlantique, adopté cette année en juin 2023, et le plan d'action de l'UE pour la Méditerranée centrale, adopté en novembre 2022.

L'instrument NDICI- Global Europe identifie les migrations et les déplacements forcés comme un domaine clé de la

coopération avec les pays partenaires. Les programmes indicatifs pluriannuels (PIP) nationaux et régionaux adoptés depuis décembre 2021 constituent la base de l'assistance financière globale de l'UE aux pays africains pour la période 2021-2027. Un certain nombre de nouveaux programmes au titre de l'instrument NDICI-Europe globale, s'appuyant sur le travail réalisé dans le cadre du FFUE, ont été adoptés en 2023, dont certains sont présentés dans le présent rapport annuel.



Sahel et Lac Tchad

La région du Sahel subit de profondes transformations, accentuées par d'importants défis géopolitiques, sécuritaires, socio-économiques et humanitaires. L'instabilité politique de la région et les récents changements anti-constitutionnels de gouvernement au Mali (2020 et 2021), au Tchad (2021), en Guinée (2021), au Burkina Faso (deux fois en 2022) et plus récemment au Niger (juillet 2023) constituent une source importante de préoccupation. Ces changements sont le reflet d'une situation critique plus large dans la région. Des facteurs tels que le terrorisme, la stagnation socio-économique, le manque d'opportunités pour les jeunes, le changement climatique et les problèmes de gouvernance ont alimenté le mécontentement et les troubles civils. Les sentiments anti-français et

anti-occidentaux se sont multipliés et un repli sur d'autres partenaires, y compris la Russie, s'est opéré. Ces positions sont partagées par le Mali, le Burkina Faso et le Niger et ont conduit à une solidarité renforcée entre ces trois pays du Sahel central jusqu'à la création d'une *Alliance des États du Sahel* en septembre 2023.

Les défis en matière de sécurité restent redoutables. Un vide sécuritaire majeur a été créé dans la région par le retrait successif des forces de sécurité françaises du Mali et du Niger, le retrait de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali le retrait imminent des missions européennes du Niger et le retrait du Mali, du Burkina Faso et du Niger du G5 Sahel. Cela a permis aux groupes armés et djihadistes de ressurgir, entraînant une augmentation du nombre de

personnes déplacées. Le risque de débordement vers les pays voisins a augmenté, avec le potentiel de déstabiliser une zone géographique plus large.

Ces développements ont eu un impact direct sur le partenariat et la coopération au développement de l'UE avec ces pays et avec la région du Sahel. La Commission a dû limiter sa coopération aux programmes qui bénéficient directement à la population et qui n'impliquent pas de travailler avec les structures étatiques du Sahel central. Des défis opérationnels concrets se sont également posés en termes d'accès, de capacité de suivi et d'interaction.

La propagation de l'extrémisme du Sahel central vers les pays côtiers, en premier lieu le Togo, le Bénin, la Côte d'Ivoire et le Ghana, a aggravé la situation en matière de sécurité. Cette situation a entraîné une augmentation des mouvements transfrontaliers, principalement dans les zones septentrionales, et est encore aggravée par l'insuffisance des contrôles aux frontières et la faible présence des forces de sécurité. Ces pays, confrontés à la criminalité transnationale et à des vulnérabilités socio-économiques, sont en train d'ajuster leurs stratégies. En réponse, l'UE renforce son soutien pour faire face à ces retombées régionales et pour promouvoir la stabilité, en associant des mesures de sécurité à des efforts socio-économiques et de développement.

Le nombre de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (Déplacés internes) a considérablement augmenté en Afrique de l'Ouest, augmentant la pression sur les services publics et les terres, et facilitant ainsi leur recrutement par les groupes armés. Leur nombre a doublé au Burkina Faso au cours des deux dernières années. En outre, l'Afrique de l'Ouest reste une région d'origine et de transit essentielle pour les migrants qui se rendent irrégulièrement dans l'UE par la route de la Méditerranée centrale ou par celle de l'Atlantique et de la Méditerranée occidentale. Bien que les arrivées irrégulières dans l'UE aient diminué depuis le pic de la crise migratoire en 2015, la migration irrégulière fait néanmoins l'objet d'une attention particulière en raison de la récente vague d'arrivées de migrants irréguliers sur les côtes de l'UE² et du nombre croissant de morts. L'instabilité persistante au Sahel laisse présager une continuité, voire une escalade, des flux de migrants irréguliers, ce qui nécessite un renforcement du partenariat de l'UE sur les migrations avec les pays prioritaires.

En ce qui concerne la situation macroéconomique, le double choc de la pandémie de Covid-19 et de la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine a eu un impact durable sur la région, compte tenu des vulnérabilités de l'économie locale. Les taux d'inflation restent élevés dans la région, en particulier en Mauritanie et au Tchad, qui ne sont pas membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine. Pour ces deux pays, les fortes fluctuations des taux de change par rapport aux principales monnaies mondiales représentent également un sérieux défi économique, contribuant à l'inflation compte tenu de leur déséquilibre commercial et de leur dépendance à l'égard des importations. Le Tchad a également connu une grave crise d'inflation alimentaire, principalement due à la guerre au Soudan.

Après un fort rebond économique après la pandémie en 2022, les pays de la région ont connu un léger ralentissement de la croissance en 2023 en raison des défis susmentionnés. D'autre part, les niveaux de la dette publique restent élevés, avec des risques correspondants de surendettement extérieur allant de "modéré" à "élevé" (ce dernier dans le cas du Tchad). Elles sont dues en grande partie à la souscription par ces pays d'emprunts publics auprès de créanciers privés libellée en devises étrangères (par exemple, les euro-obligations) pour couvrir des besoins de financement urgents dans un contexte macro-économique difficile.

Corne de l'Afrique

La région de la Corne de l'Afrique a connu une année difficile en 2023, notamment en raison des conséquences persistantes du changement climatique et des problèmes économiques, sociaux et sécuritaires persistants dans toute la région, en particulier en Éthiopie et au Soudan du Sud, mais aussi en raison de l'éclatement d'un nouveau conflit au Soudan. Néanmoins, la situation sécuritaire en Somalie semble s'améliorer prudemment, tandis que le Kenya et Djibouti poursuivent leur chemin vers la stabilité malgré les défis actuels. La récurrence des années de sécheresse réduit la capacité de production des sols. Les graves inondations survenues à la fin de l'année en Somalie, au Kenya, en Éthiopie et au Sud-Soudan ont emporté des villages entiers et fait des dizaines de victimes. En conséquence, plus de 2 millions de personnes ont été déplacées à cause de graves inondations et la crise de l'insécurité alimentaire a continué à empirer dans toute la région. En Somalie, le Programme Alimentaire Mondial

2 De Janvier 2023 jusqu'à Octobre 2023, 194 269 arrivées irrégulières ont été enregistrées.

(PAM) a signalé que les niveaux de famine figuraient parmi les pires de la décennie.

Le conflit qui a éclaté en avril entre les forces armées soudanaises et les forces paramilitaires de soutien rapide a plongé le Soudan dans une catastrophe, avec de graves conséquences politiques, économiques et sociales. Le conflit armé a fait plus de 10 000 morts parmi les civils, 5 500 blessés, des pillages généralisés, des violences sexuelles et une escalade des tensions ethniques au Darfour et ailleurs. Le Soudan est devenu la plus grande crise de déplacement au monde. La matrice de suivi des déplacements (DTM) de l'OIM pour le Soudan estime qu'à la fin de 2023, près de 6 millions de personnes (environ 1,2 million de ménages) auront été déplacées à l'intérieur du pays. En outre, des mouvements transfrontaliers mixtes vers les pays voisins ont été enregistrés pour plus de 1,5 million de personnes. La majorité des arrivées ont été signalées au Tchad (39 %), au Sud-Soudan (31 %) et en Égypte (22 %).

Depuis le début du conflit au Soudan, plus de 400 000 personnes ont cherché refuge au Sud-Soudan, ce qui a aggravé la situation déjà désastreuse du pays, où plus de 9 millions de personnes ont besoin d'aide. En outre, le pays a également souffert de la lenteur des progrès dans les réformes politiques, la violence infranationale et intercommunautaire et l'impunité, la détérioration de la situation de la sécurité alimentaire et la forte vulnérabilité climatique.

En Éthiopie, la cessation des hostilités signée en novembre 2022 à Pretoria a tenu, et le gouvernement travaille prudemment à la mise en place d'un mécanisme de justice transitionnelle. Cependant, des tensions majeures ont éclaté en juillet dans la région d'Amhara, provoquées par la décision de dissoudre les forces spéciales régionales. Les autorités fédérales ont déclaré, début août, l'état d'urgence dans la région d'Amhara et se sont engagées dans une lutte contre les milices Fano - avec des violations des droits de l'homme signalées. Ces tensions se sont produites dans une situation macroéconomique difficile, où la Banque nationale a resserré sa politique monétaire pour lutter contre l'inflation. Avec un déficit budgétaire estimé à 12 milliards d'USD, une économie plus stable soutenue par un programme du FMI est primordiale pour que l'Éthiopie bénéficie d'investissements étrangers, de prêts et de toute la gamme

d'outils de l'UE, dont le programme ESFD+, la Global Gateway et l'aide budgétaire.

La Somalie a réalisé des progrès importants dans la lutte contre le groupe terroriste al-Shabaab en 2023, mais le conflit est loin d'être terminé et des progrès supplémentaires sont nécessaires pour assurer la gouvernance et les services publics dans les zones libérées. Le gouvernement renforce son architecture de sécurité, tandis que la mission de transition de l'Union africaine en Somalie devrait se retirer d'ici à la fin de 2024. La Somalie a atteint le point d'achèvement de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés³ en décembre 2023 et s'efforce de faire avancer le programme de construction de l'État et de réforme, la priorité absolue étant d'achever le processus de révision constitutionnelle. Trouver un consensus sur le fédéralisme fiscal et régler le partage des pouvoirs et des ressources sera essentielle pour améliorer la situation socio-économique, qui est soutenue par l'aide budgétaire de l'UE dans des domaines clés tels que la réforme constitutionnelle, la sécurité et la gestion des finances publiques.

Le Kenya reste l'économie la plus importante et la plus diversifiée d'Afrique de l'Est et une plaque tournante régionale pour les transports, la finance et le commerce. Le gouvernement a pris une initiative continentale décisive en matière d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets. Le pays a les moyens de renforcer la stabilité régionale et de jouer un rôle constructif dans le domaine de la paix et de la sécurité. Sur le plan intérieur, le Kenya est confronté à des problèmes budgétaires et à une crise de liquidités qui, s'ils ne sont pas résolus rapidement, risquent de compromettre la croissance et l'influence internationale du pays.

Djibouti a maintenu sa trajectoire positive en tant que plaque tournante régionale pour le transport et le numérique dans la région, mais est confronté à des difficultés pour gérer les flux migratoires croissants de la route de l'Est. Cette route, qui relie la Corne de l'Afrique au Yémen, est l'un des couloirs migratoires les plus fréquentés et les plus dangereux au monde. Parallèlement, le soutien international dans cette région a diminué en 2023, ce qui a entraîné une situation dramatique pour les migrants et les communautés le long de la route, avec des risques accrus en matière de sécurité.

3 IMF communiqué de presse n° 23/438 : https://www.imf.org/en/News/Articles/2023/12/13/pr23438-imf-and-world-bank-announce-us-4-5-billion-in-debt-relief-for-somalia#_ftnref2

L'UE reste convaincue que les solutions africaines sont le meilleur moyen de relever les défis africains. C'est pourquoi son engagement en faveur de l'Initiative pour la Corne de l'Afrique (HoAI) est resté constant tout au long de l'année 2023, avec l'adoption d'une nouvelle alliance de l'UE pour l'HoAI (83 millions d'euros) et la tenue de la dix-neuvième réunion ministérielle à Bruxelles. Cette initiative soutient la vision de la Commission selon laquelle l'intégration économique et sociale régionale est une étape clé vers une paix et un développement durable.

Afrique du Nord

Bien que toujours affectée par les conséquences de la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine, a été marquée par plusieurs crises imprévues affectant des pays en Afrique du Nord et leurs voisins, notamment le Soudan, le Niger et la guerre Israël-Gaza. Cette situation a contribué à une récession politique et économique continue dans la région, ainsi qu'à des mouvements migratoires supplémentaires. Malgré une baisse depuis 2015, le nombre d'arrivées en Europe a considérablement augmenté sur la plupart des routes migratoires en 2023. Les franchissements irréguliers des frontières sur la route de la Méditerranée centrale, notamment vers l'Italie et Malte, ont augmenté de 50 % en 2023 par rapport à 2022, avec un total de 157 951 arrivées en 2023 avec la Tunisie et la Libye qui sont restées les premiers pays

de départ vers l'Italie et l'UE. Cette année, la Guinée et la Tunisie sont restées les deux principales nationalités d'arrivée (plus de 17 000 arrivées chacune) suivies par la Côte d'Ivoire et le Bangladesh. Pareillement, la pression sur les routes de la Méditerranée occidentale et de l'Atlantique a considérablement augmenté par rapport à la même période l'année dernière, avec un total de 56 039 arrivées (+95 % par rapport à 2022).

En 2023, la migration vers et depuis la Tunisie a atteint des niveaux sans précédent, en faisant le premier pays de départ vers l'Italie via la route de la Méditerranée centrale (environ 97 000 arrivées en 2023). L'interaction complexe des facteurs économiques et sociaux figure parmi les raisons pour lesquelles les Tunisiens migrent vers l'UE. Les Tunisiens étaient la deuxième nationalité la plus récurrente parmi ceux qui sont arrivés en Italie en 2023 (11 % de toutes les arrivées). Il reste essentiel de soutenir la Tunisie dans la résolution de ses défis complexes en matière de migration mixte. En juillet 2023, lors d'une visite conjointe de la présidente de la Commission européenne von der Leyen, du Premier ministre italien Meloni et du Premier ministre néerlandais Rutte, l'UE et la Tunisie ont convenu d'un Mémorandum d'Entente (MoU) sur un partenariat stratégique et global entre la Tunisie et l'Union européenne. Le MoU vise à relever des défis communs dans cinq domaines prioritaires, y compris sur la migration.



© I&P Accélération au Sahel - Investisseurs et partenaires

En 2023, les départs de Libye via la route de la Méditerranée centrale vers l'Italie ont connu une forte augmentation (50 % de plus qu'en 2022), avec 54 000 demandeurs d'asile et réfugiés vivant en Libye dans une situation précaire. La Libye était le deuxième pays de départ principal vers l'Italie après la Tunisie en première place. Les efforts pour répondre aux principaux défis migratoires en Libye se poursuivent dans le cadre financier pluriannuel actuel (MFF 2021-2027).

L'Égypte continue également d'être un pays de destination et de transit pour la migration régionale, accueillant près de 490 000 réfugiés et demandeurs d'asile originaires de 62 pays, selon le HCR. C'est une forte augmentation par rapport à 2022, notamment après l'éclatement de la crise soudanaise en avril 2023. Reconnaisant le rôle de l'Égypte dans la région, la Commission européenne a commencé à développer en 2023 un partenariat stratégique et global avec l'Égypte, qui soutiendra davantage le développement socio-économique du pays.

Le Maroc est le premier pays de départ et d'origine des arrivées aux îles Canaries et reste le deuxième principal pays de départ et d'origine des arrivées en Espagne continentale. Un pic dramatique des arrivées a été enregistré en octobre 2023, avec plus de 15 000 arrivées aux Canaries, contribuant à une augmentation de 146 % par rapport à 2022. Lors de sa visite au Maroc en mars 2023, le commissaire Várhelyi a annoncé des programmes de coopération d'une valeur de 624 millions d'euros pour soutenir la transition du Maroc, notamment un programme de soutien budgétaire de 152 millions d'euros sur la migration, pour renforcer les actions de gestion des frontières du Maroc dans la lutte contre les réseaux de trafic, la Stratégie nationale du Maroc sur l'immigration et l'asile, ainsi que le retour volontaire et la réintégration des migrants dans leurs pays d'origine, conformément aux normes internationales.

La dimension extérieure de la migration a été un sujet abordé à plusieurs reprises au niveau du Conseil européen en 2023, l'accent étant mis sur le renforcement des capacités des pays partenaires en matière de gestion des frontières, sur la lutte contre les réseaux de passeurs de

migrants et sur l'augmentation des retours volontaires assistés vers les pays d'origine. La signature du Mémoire d'entente entre l'UE et la Tunisie est un exemple de coopération renforcée avec les partenaires d'Afrique du Nord, dans un esprit d'intérêt mutuel, conformément aux priorités fixées par le Conseil européen.

Pour compléter les efforts déployés dans le cadre des cinq piliers stratégiques du Mémoire d'entente (la stabilité macroéconomique, le commerce et les investissements, la transition énergétique verte, le rapprochement entre les peuples, la migration et la mobilité), la Commission a également lancé un plan en dix points pour Lampedusa⁴ en septembre 2023.

Avec l'élimination progressive des programmes du FFUE pour l'Afrique, les actions en matière de migration sont désormais programmées, conçues et lancées dans le cadre de l'Instrument de voisinage, de développement et de coopération internationale (NDICI-Europe globale) selon les priorités décrites dans le programme indicatif pluriannuel (PIP) régional en matière de migration pour le voisinage méridional 2021-2027 : i) la protection des personnes déplacées de force et celles dans le besoin; ii) le soutien à la gouvernance et à la gestion des migrations; III) l'encouragement de la coopération en matière de retour, de réadmission et de réintégration; et IV) la migration légale et la mobilité. En s'appuyant sur les actions mises en œuvre dans le cadre du FFUE pour l'Afrique et en ligne avec ces priorités, quatre actions ont déjà été adoptées en 2021 pour un total de 165 millions d'euros, sept actions supplémentaires ont été approuvées en 2022 pour un montant total de 208 millions d'euro et une seule action en 2023 (279 millions d'euros). L'action de 2023 vise à soutenir trois des quatre priorités du PIP Migration, notamment, une gouvernance des migrations fondée sur les droits de l'homme, y compris la lutte contre le trafic de migrants et la traite des êtres humains (objectif 1), l'augmentation des retours volontaires assistés depuis l'Afrique du Nord et la réintégration durable dans les pays d'origine (objectif 2), ainsi que la protection et la résilience des personnes les plus exposées et la cohésion sociale avec les communautés d'accueil (objectif 3).

⁴ [Migration: Commission 10-point plan for Lampedusa \(europa.eu\)](https://european-council.europa.eu/media/en/press-communications/infographic/infographic-10-point-plan-for-lampedusa-2023-09-14)

1.2 Aperçu financier

Au 31 décembre 2023, le montant total des ressources allouées au FFUE pour l'Afrique, comprenant les coûts administratifs, s'élevaient à **5 061.7 millions d'euros**. Ce montant comprend:

- **EUR 3 385.8 millions d'euros** du Fonds Européen de Développement (FED);
- **EUR 1 052.7 millions d'euros** provenant du budget de l'UE, incluant l'instrument de coopération au développement (ICD), l'instrument européen de voisinage (ENI), le Fonds d'asile, de migration et d'intégration (FAMI) et le financement de la direction générale de la protection civile européenne et des opérations d'aide humanitaire (DG ECHO);
- **EUR 623.2 millions d'euros** provenant des États membres de l'UE et d'autres donateurs (Royaume-Uni, Suisse et Norvège).

En 2023, les ressources globales du FFUE pour l'Afrique sont restées inchangées par rapport à 2022.

Fig. 1 Ressources financières du FFUE pour l'Afrique au 31 décembre 2022 (en millions d'euros)

États membres et autres donateurs

623.2

FED

3 385.8

BUDGET DE L'UE

1 052.7



Bateau surchargé transportant des migrants de Gambie © peeterv - istockphoto.com

1.3 État d'avancement

En lien avec la fin de la période contractuelle le 31 décembre 2021, le FFUE pour l'Afrique n'a pas approuvé de nouvelles actions opérationnelles en 2023.

Le nombre total de programmes approuvés à la fin de 2023 reste 248, pour un montant de **4 935.1 millions d'euros**, répartis comme suit:

- **114** dans le **Sahel et Lac Tchad**, pour une valeur de **2 217.8 millions d'euros**
- **94** dans la **Corne de l'Afrique**, pour une valeur de **1 810 millions d'euros**
- **40** en **Afrique du Nord**, pour une valeur de **907.3 millions d'euros**.

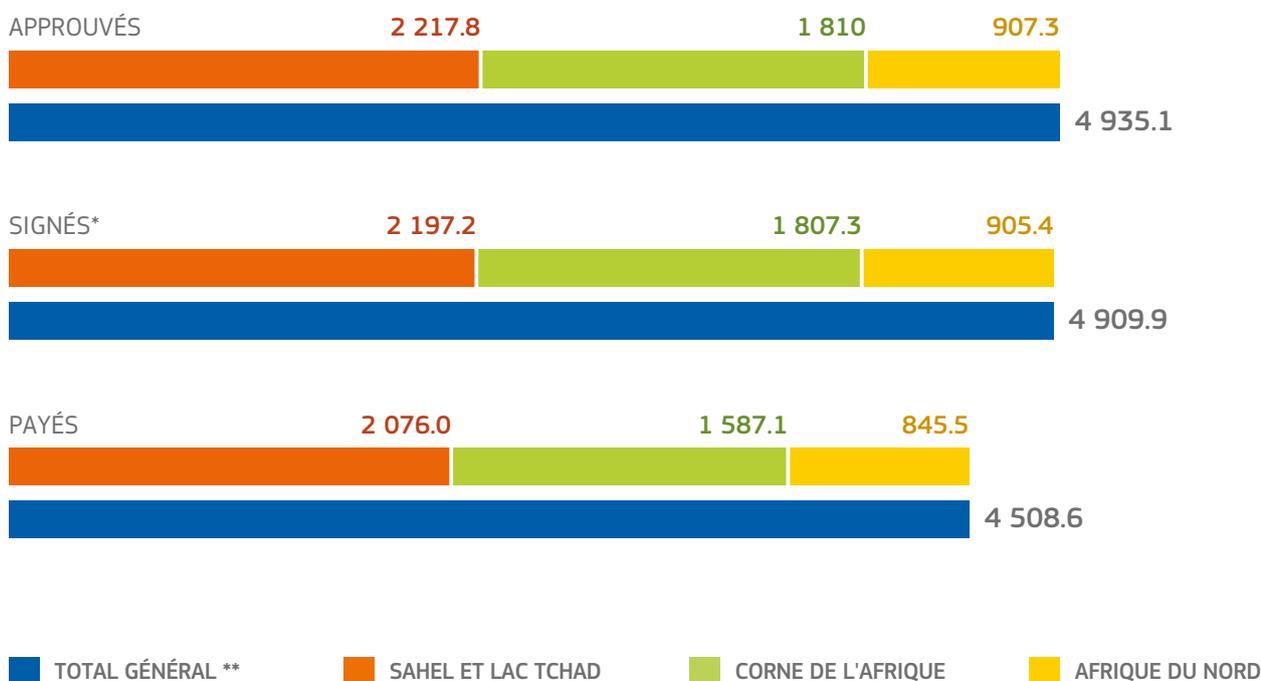
L'Annexe I de ce rapport contient une liste des programmes répartis par région ainsi que leur état d'engagement et de paiement.

A la fin de Décembre 2023, le montant des contrats signés s'élevait à **4 909,9 millions d'euros**.

En 2023, 28 nouveaux contrats pour un montant de 5,08 millions d'euros ont été conclus. Ces contrats étaient uniquement liés à des activités administratives (audit, évaluation, communication, suivi) car les programmes ou activités opérationnels ne peuvent plus être financés depuis janvier 2022.

A la fin de l'année 2023, les paiements opérationnels cumulés s'élevaient à **4 508.6 millions d'euros**.

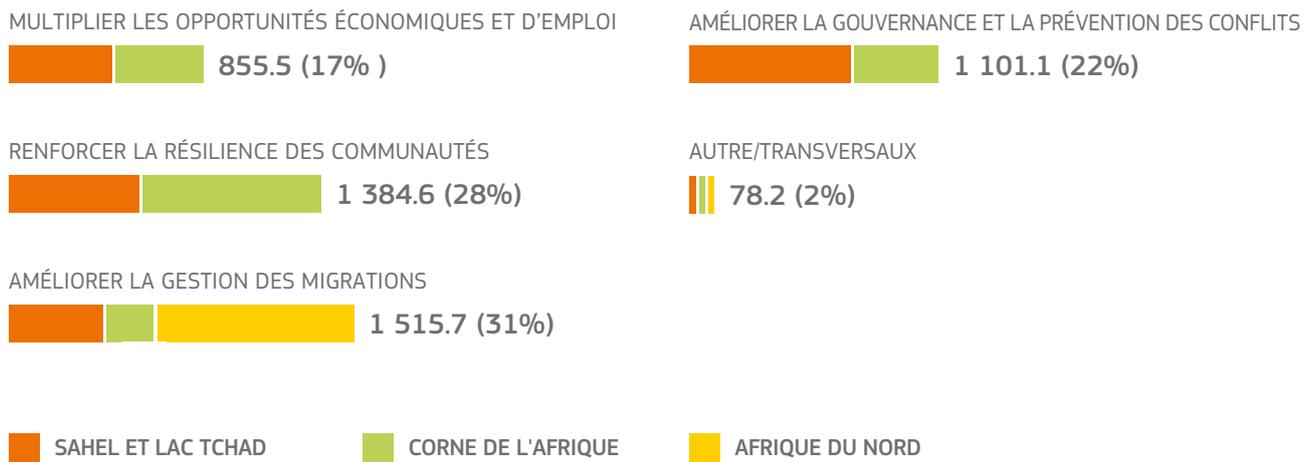
Fig. 2 État d'avancement au 31 décembre 2023 (en millions d'euros)



* Ce montant inclut des fonds recouvrés qui ont été contractés (voir section 2.2 pour plus de détails)

** Les chiffres ont été arrondis à l'excès et comprennent les contrats de multifenêtres

Fig. 3. Financement total approuvé par objectifs stratégiques dans les trois régions (millions d'euros)

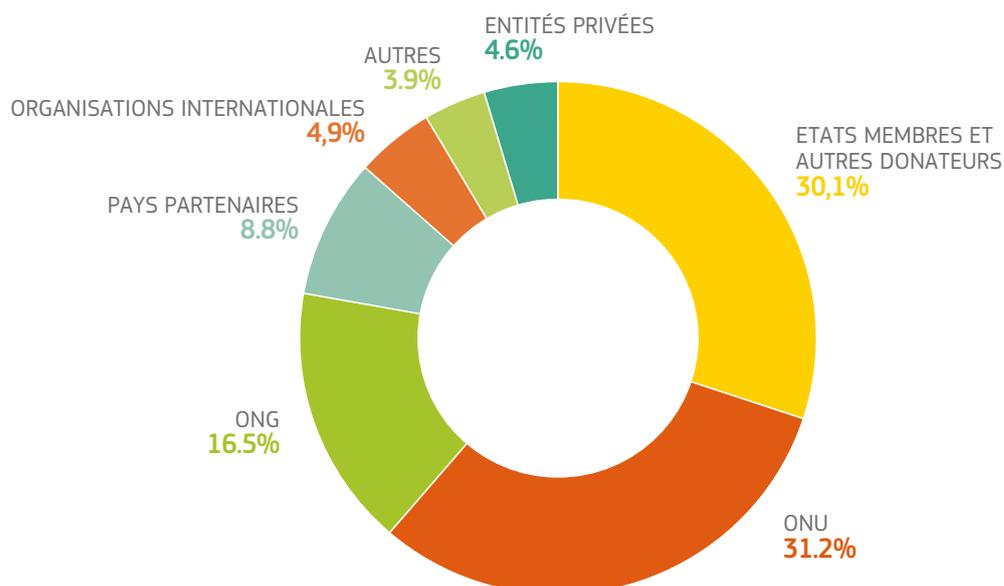


La répartition des financements approuvés par objectif stratégique à la fin de 2023 est la même que celle de 2022 :

- **45 %** sont alloués à des actions visant à renforcer la résilience des communautés touchées et à promouvoir les opportunités économiques et d'emploi;
- **31 %** sont alloués à l'amélioration de la gestion des migrations;
- **22 %** pour des actions visant à améliorer la gouvernance et la prévention des conflits.

Comme lors des années précédentes, en 2023, les programmes ont été mis en œuvre par un large éventail de partenaires d'exécution. Parmi lesquels il y a des agences des États membres de l'UE et d'autres donateurs, des agences des Nations unies et des organisations internationales ayant des compétences et de l'expérience dans des domaines spécifiques, ainsi que par des organisations internationales et locales de la société civile et des organisations non gouvernementales (NGOs). Des financements contractés, 8,8 % sont directement utilisés par les pays partenaires notamment dans le cadre d'opérations d'appui budgétaire.

Fig. 4. Répartition des financements contractés par exécutant (en million d'euros)



1.4 Activités de recherche, suivi et évaluation

La programmation et la mise en œuvre du FFUE pour l'Afrique sont régulièrement informées par le suivi et l'évaluation périodiques de ses programmes qui sont réalisés à travers différents canaux/outils comme expliqué ci-dessous.

1.4.1 Les Systèmes de Suivi et d'Apprentissage

En 2023, le système de suivi et d'apprentissage (MLS) pour les régions de la Corne de l'Afrique et du Sahel Lac Tchad a continué son travail de collecte de données et deux rapports pour chaque région ont été publiés: un rapport annuel couvrant l'année 2022 et un rapport couvrant le premier semestre de 2023. Ces rapports se sont principalement concentrés sur les réalisations cumulées, mais ont également fourni des informations sur les résultats en s'appuyant sur les données du programme et les éléments provenant des rapports d'évaluation indépendants. Toutes les données produites, regroupées par pays ou par objectif spécifique, sont disponibles dans les rapports MLS sur le site web du FFUE pour l'Afrique⁵.

En outre, une série de quatre infographies par région, présentant les indicateurs de résultats cumulés et non cumulés par objectif stratégique, a commencé à être produite en 2023. Les infographies seront publiées deux fois par an et couvriront les mêmes périodes que les rapports MLS⁶.

En ce qui concerne la composante d'apprentissage du MLS, une étude plus importante axée sur la réintégration économique a été finalisée en 2023. L'étude, intitulée *"Returning Migrants' Economic Reintegration: Mapping of Key Stakeholders and Potential Partnerships Across West Africa & Ethiopia"*, a pour objectif de formuler des recommandations opérationnelles pour les futurs programmes financés par l'UE liés à la réintégration des migrants de retour.

Les produits d'apprentissage comprenaient: (i) une série

de 12 études de cas nationales présentant des possibilités d'amélioration des orientations vers l'emploi, des partenariats et des activités de renforcement des capacités ; et ii) une synthèse des meilleures pratiques axée sur des modèles intéressants de développement des compétences et de création d'emplois dans la région. Ces études ont été publiées sur le site WEB du FFUE pour l'Afrique en juin 2023 et une diffusion de celles-ci a eu lieu à Bruxelles en Juillet.

Enfin, comme les projets du FFUE pour l'Afrique arrivent à leur terme, les Systèmes de Suivi et d'Apprentissage ont travaillé sur la continuité des projets financés dans le cadre de l'instrument NDICI-Europe mondiale et sur les raisons qui ont motivé la prolongation ou la fin de l'aide. Cet exercice permet une analyse préliminaire de la durabilité des interventions financées sur la base des domaines de réussite. Cette recherche, en collaboration avec les responsables opérationnels des délégations de l'UE, servira de point de départ à l'élaboration d'une série de fiches d'information présentant les réussites et les enseignements du FFUE pour l'Afrique, qui seront publiées en 2024.

Depuis 2022, le système de suivi et d'apprentissage rend compte des résultats de tous les programmes financés par le FFUE pour l'Afrique en Afrique du Nord par rapport à l'ensemble d'indicateurs de résultats communs en place dans les trois fenêtres du FFUE pour l'Afrique, à l'aide d'un cadre révisé de communication des résultats aligné sur les quatre priorités stratégiques du FFUE pour l'Afrique dans la région.

En 2023, le MLS a publié son deuxième rapport annuel⁷ présentant les résultats cumulés des programmes du FFUE pour l'Afrique dans la région au 31 mai 2023. Le rapport MLS fournit une vue d'ensemble des résultats de sortie agrégés des programmes du FFUE pour l'Afrique pour chacune des priorités dans la région, avec des exemples d'analyse des résultats extraits d'évaluations externes et d'examen de suivi axés sur les résultats.

⁵ https://trust-fund-for-africa.europa.eu/library_en

⁶ https://trust-fund-for-africa.europa.eu/index_en

⁷ Rapport complet disponible sur: https://trust-fund-for-africa.europa.eu/results/monitoring-and-evaluation_en

Dans le but de fournir une analyse plus complète des résultats du FFUE pour l'Afrique, le MLS a lancé en 2023 un exercice de récolte des résultats qui sera complété par des études de cas sur chaque priorité du FFUE pour l'Afrique en 2024 et 2025. Les recommandations et les meilleures pratiques identifiées au cours de ces exercices d'apprentissage seront utilisées pour illustrer l'héritage du FFUE pour l'Afrique et identifier les leçons apprises afin d'alimenter l'élaboration de politiques fondées sur des preuves et la programmation des futures migrations dans la région.

En Libye, compte tenu de la complexité et de l'instabilité de l'environnement opérationnel, deux mécanismes complémentaires de suivi par des tiers (TPM) ont continué à rendre compte régulièrement des divers résultats obtenus par les programmes du FFUE pour l'Afrique et à fournir une analyse contextuelle des droits de l'homme et de la sensibilité au conflit. Le mécanisme de suivi par des tiers procédera à un examen spécifique des programmes mis en œuvre en Libye depuis la création du FFUE pour l'Afrique afin d'identifier les meilleures pratiques et les enseignements tirés, comme première étape dans l'identification des effets durables du FFUE pour l'Afrique.

1.4.2 Système de suivi axé sur les résultats

En 2023, les analyses du suivi axé sur les résultats (ROM) ont continué à fournir une évaluation indépendante de la performance des programmes du FFUE pour l'Afrique. Au total, 21 examens ROM ont été effectués dans les trois régions du FFUE pour l'Afrique: 10 examens ROM dans le nord de l'Afrique, 10 examens ROM dans la Corne de l'Afrique et 1 dans la région du Sahel et du Lac Tchad.

À ce jour, 217 revues ROM (couvrant 208 interventions) ont été réalisées depuis le lancement du FFUE pour l'Afrique, dont 99 dans la Corne de l'Afrique, 58 dans la région du Sahel et du Lac Tchad et 60 dans la région de l'Afrique du Nord.

1.4.3 Facilités de Recherche

En 2023, la Facilité de recherche (REF) pour la région de la Corne de l'Afrique a lancé la plateforme "REF legacy" pour une meilleure sensibilisation publique concernant les défis liés à la mobilité humaine dans cette région. La plateforme vise à informer la programmation du post-FFUE pour l'Afrique, notamment les décideurs politiques, les bailleurs de fonds, les organisations internationales, les ONG, la société civile, les universitaires et les chercheurs.



Visitez la plateforme multi-contenu: publications, blogs, vidéos, animations et infographies [Research and Evidence Facility: Migration in the Horn of Africa - Research on the drivers of migration in the Horn of Africa](#)

Cette plateforme regroupe les résultats de 7 années de recherche collaborative, enregistrés dans plus de 60 publications de recherche. La campagne de collecte a été officiellement lancée en juillet 2023 lors d'une conférence⁸ hybride InfoPoint. Cette plateforme "REF legacy" sera accueillie par l'Université SOAS de Londres.

En 2023, la REF a publié 6 études approfondies pour la région de la Corne de l'Afrique, contribuant au dialogue politique et à l'orientation des actions futures:

Deux études se sont concentrées sur les déplacements liés aux conflits. Une étude majeure a analysé les déplacements, le retour et la réintégration des réfugiés du Sud-Soudan⁹ en interrogeant plus de 1000 personnes au Sud-Soudan, en Éthiopie, au Kenya et en Ouganda, recommandant l'adoption d'une approche Nexus basée sur les besoins, à moyen et à long terme, pour soutenir une réintégration durable. Une deuxième étude a analysé le conflit et les déplacements en Éthiopie à travers des cas régionaux¹⁰, recommandant un ciblage des interventions multisectorielles axées sur l'impact des déplacements à la fois dans les zones d'accueil des personnes déplacées et dans les lieux d'origine des personnes. Cela implique la réconciliation, le soutien aux moyens de subsistance, la reconstruction des abris et des infrastructures publiques, la réhabilitation, le soutien psychosocial, le dialogue continu, l'éducation à la paix ainsi que des cadres juridiques et institutionnels clairs pour des solutions durables.

8 [InfoPoint conference: What have we learned? Seven years of research on migration and displacement in the Horn of Africa](#)

9 [South Sudan's decades of displacement: Understanding return and questioning reintegration – Research and Evidence Facility: Migration in the Horn of Africa](#)

10 [Conflict and displacement in Ethiopia: the case of Benishangul-Gumuz Regional State and Konso Zone, Southern Nations, Nationalities and Peoples Region – Research and Evidence Facility: Migration in the Horn of Africa](#)

Deux études ont exploré les liens entre le changement climatique et la mobilité. L'une d'entre elles, réalisée dans la région Somali de l'Éthiopie et au Somaliland¹¹, préconise une meilleure prise en compte des comportements d'adaptation des populations touchées par le changement climatique, notamment en matière de mobilité. Une étude sur la réduction de l'écart entre l'environnement et la migration dans la politique et les programmes climatiques au Kenya¹² a identifié plusieurs réponses politiques, allant de l'amélioration de l'action de développement local au budget pour le climat, pour répondre à l'impact de l'augmentation de l'aridité associée au changement climatique.

Une étude a examiné les capacités de trouver des solutions durables à Kismayo et Afgoye en Somalie¹³, en fournissant des conseils aux gouvernements locaux (financement, coordination, planification), aux ONG (approches, soutien et équipement) et au secteur privé (accès aux services et au financement). En outre, un examen rapide a analysé l'opérationnalisation de l'approche "globale de la société"¹⁴ suggérant des critères pour mieux la définir et fournissant des recommandations pour renforcer et évaluer systématiquement son impact.

Dans les régions du Sahel et du Lac Tchad et de l'Afrique du Nord, la Facilité de recherche a continué à produire des rapports fournissant des suivis et des analyses sur les modèles de migration existant et sur la traite des êtres humains et les dynamiques de contrebande en Libye, en Tunisie, au Maroc et dans le centre du Sahel (Niger, Tchad et Mali).

1.4.4 Evaluations

Dans un contexte de coopération en évolution rapide, l'évaluation systématique et ponctuelle de ses programmes est une priorité établie de la Commission européenne. L'objectif des évaluations est de fournir une analyse indépendante de la performance des interventions du FFUE pour l'Afrique, en accordant une attention particulière aux différents niveaux de résultats obtenus et en identifiant les principaux enseignements tirés pour renforcer la programmation future liée aux migrations dans la région.

Cette section présente une mise à jour des évaluations sélectionnées finalisées en 2023 et les conclusions des principales évaluations dans chaque fenêtre du FFUE pour l'Afrique. Des liens sont fournis pour une lecture et une analyse plus approfondies.

Corne de l'Afrique

En 2023, la région de la Corne de l'Afrique a vu l'achèvement d'importants travaux d'évaluation, dont:

- L'évaluation finale du programme d'initiative conjointe UE-OIM et la finalisation de l'étude IMPACT ;
- L'évaluation finale du programme "*Collaboration dans les zones transfrontalières de la Corne de l'Afrique*" (Éthiopie, Kenya, Soudan, Somalie) ;
- L'évaluation finale du programme "*Building Opportunities for Resilience in the Horn of Africa*" (BORESHA) ;
- L'évaluation finale du programme "*Meilleure gestion des migrations II*".



Atelier de restitution de l'étude Impact tenu à Nairobi, Avril 2023 ©IOM

11 [Bridging the gap: environmental change, mobility and policy in Ethiopia's Somali Region and Somaliland – Research and Evidence Facility: Migration in the Horn of Africa](#)

12 [Closing the environment-migration gap in climate policy and programmes in Kenya – Research and Evidence Facility: Migration in the Horn of Africa](#)

13 [Examining the durable solutions capacities in Kismayo and Afgoye – Research and Evidence Facility: Migration in the Horn of Africa](#)

14 [Operationalising a whole-of-society approach – Research and Evidence Facility: Migration in the Horn of Africa](#)

Officiellement lancée en 2017 et finalisée en septembre 2022, l'Initiative Conjointe UE-OIM (IC) pour la protection et la réintégration¹⁵ des migrants est le premier programme global visant à sauver des vies, à protéger et à aider les migrants le long des principales routes migratoires en Afrique.

Grâce à des partenariats avec 26 pays africains, l'IC a permis aux migrants qui décident de retourner dans leur pays d'origine de le faire en toute sécurité et dans la dignité, en les aidant à recommencer leur vie dans leur pays d'origine. Elle l'a fait grâce à un soutien à la réintégration pour les migrants et leurs communautés, en atténuant certains des facteurs de la migration irrégulière. À ce titre, l'IC est également considérée comme le premier grand programme qui applique systématiquement une approche intégrée de la réintégration.

séminaires de restitution à Nairobi et à Bruxelles, destinés respectivement aux parties prenantes régionales et au personnel de la DG INTPA.

En tant qu'évaluation phare pour l'OIM et le FFUE pour l'Afrique, ce travail visait à obtenir des estimations solides de l'impact de l'aide à la réintégration et à améliorer la compréhension des paramètres de la réintégration durable. L'évaluation a répondu aux attentes en remportant un prix de la Société d'évaluation du Royaume-Uni¹⁶ dans la catégorie Innovation dans les méthodologies. Elle a produit des stratégies novatrices pour obtenir une méthodologie robuste de mise en correspondance des processus de retour et de réintégration qui peut devenir une norme pour les évaluations d'impact futures.

Principaux conclusions

En ce qui concerne les résultats des programmes, les conclusions montrent un impact positif global de l'Initiative Conjointe UE-OIM sur la réintégration durable en Éthiopie et en Somalie, mais aucun effet statistiquement significatif de l'assistance IC-HoA à la réintégration des rapatriés n'a pu être trouvé au Soudan. Les données sont particulièrement importantes en Éthiopie, où les scores des rapatriés convergent avec ceux des non-migrants à la fin de la période de suivi, ce qui montre que les rapatriés se sont largement rapprochés de ceux qui n'ont pas migré. En Somalie, les scores des rapatriés étaient également nettement meilleurs à la fin de l'enquête que ceux des non-migrants.

En ce qui concerne les modalités de mise en œuvre, les modalités basées sur l'argent liquide ont généralement été plus efficaces pour l'atténuation à court terme (des chocs) que l'assistance en nature, mais elles n'ont pas modifié la trajectoire de rétablissement - sans preuve d'un impact sur la réintégration. En effet, aucune modalité (en espèces ou en nature) ne s'est avérée intrinsèquement plus efficace pour améliorer les résultats de la réintégration durable à long terme. Il est donc impératif que l'assistance à la réintégration continue à s'adapter et à répondre aux besoins exprimés et évolutifs des rapatriés.

Sur le plan méthodologique, l'étude a montré que les données rétrospectives peuvent constituer une solution pratique et rentable pour étudier les rapatriés ; et elle a démontré que l'utilisation d'un groupe d'étalonnage de non-migrants appariés peut constituer une cohorte de référence utile, fournissant un nouveau point de référence pour l'évaluation de l'impact dans le domaine de la réintégration dans des contextes de fragilité similaires.

Tous les détails sur les nombreuses initiatives de recherche menées parallèlement à l'étude IMPACT pour ajouter des perspectives différentes sur les expériences des rapatriés et les défis rencontrés lors de la réintégration sont disponibles sur le site web de l'étude IMPACT¹⁷.

¹⁵ <https://www.migrationjointinitiative.org/>

¹⁶ <https://www.itad.com/article/ioms-impact-study-wins-innovation-in-methodologies-prize/>

¹⁷ <https://eastandhornofafrica.iom.int/impact-study>

En 2023, plusieurs évaluations à la fois au niveau thématique et au niveau du programme ont été menées avec succès:

- Une recherche sur l'évaluation de l'impact des projets économiques du FFUE pour l'Afrique (l'évaluation est toujours en cours et couvre l'ensemble du portefeuille du SLC et de la HoA dans le cadre de l'Objectif Stratégique 1 du FFUE pour l'Afrique : De plus grandes opportunités économiques et d'emploi).
- Une évaluation finale de l'approche de la résilience dans le cadre du FFUE pour l'Afrique (couvrant 12 programmes substantiels dans le cadre de l'Objectif Stratégique 2 du FFUE pour l'Afrique : Renforcer la résilience des communautés).
- L'évaluation finale du contrat du programme Archipel (couvrant neuf pays et lié à l'Objectif Stratégique 1 : plus d'opportunités économiques et d'emploi).
- L'évaluation finale du programme PROMISA - PROTEJEM (couvrant sept pays et lié à l'Objectif Stratégique 3 : Amélioration de la gestion des migrations).

L'ÉVALUATION THÉMATIQUE DE L'APPROCHE DE LA RÉSILIENCE

L'évaluation thématique de l'approche de la résilience du FFUE pour l'Afrique du Sahel et du bassin du Lac Tchad s'est déroulée d'avril 2022 à décembre 2023. Elle a examiné dans quelle mesure les spécificités des programmes financés par le Fonds fiduciaire d'urgence de l'UE pour l'Afrique ont contribué à la résilience des populations de la région Sahel-Lac Tchad. 10 programmes à travers huit pays (Burkina Faso, Cameroun, Mali, Mauritanie, Nigéria, Niger, Sénégal, Tchad) ont été analysés à travers une revue de la documentation et des missions de terrain menées en mars-mai 2023. Au cours de ces missions, l'équipe d'évaluation a mené 426 entretiens collectifs ou individuels avec des parties prenantes et des bénéficiaires.

Principaux résultats

L'évaluation a conclu que les programmes de résilience du FFUE pour l'Afrique ont démontré leur pertinence en opérant dans des zones frontalières éloignées, loin des capitales et des centres de pouvoir politique. Ils ont mis en œuvre une approche adaptée pour gérer les conséquences et les besoins locaux découlant des mouvements de population dans la région du SLC, tout en ciblant simultanément les personnes déplacées, les réfugiés, les rapatriés et les communautés d'accueil en fonction de leurs vulnérabilités.

En outre, l'évaluation a révélé que les caractéristiques spécifiques de l'approche de résilience du FFUE pour l'Afrique (réponse multisectorielle et multipartite, ciblage sur les zones fragiles en fonction de la vulnérabilité, implication des autorités locales, flexibilité, etc.) ont contribué de manière positive à l'opérationnalisation du Nexus

humanitaire-développement-paix dans les pays concernés. Toutefois, les programmes n'ont pas suffisamment intégré l'adaptation au changement climatique dans les analyses de vulnérabilité et la conception des projets.

En termes de résultats, les programmes de résilience du FFUE pour l'Afrique ont permis d'améliorer la sécurité nutritionnelle des populations ciblées au cours de la période de soutien. Les programmes ont également amélioré l'accès à l'eau, à l'assainissement et aux services d'hygiène, tout en promouvant l'autonomisation des communautés en créant des structures de gestion communautaires pour les services et en formant des artisans locaux pour l'entretien. Il semble également que les programmes aient souvent contribué à renforcer la cohésion sociale dans les zones d'intervention.

Les projets ont démontré que plusieurs éléments de l'approche du FFUE pour l'Afrique ont contribué à rendre ses effets plus durables au niveau local. L'implication des organisations nationales de la société civile a fait la différence en termes de possibilité de suivi par les organisations de base nécessitant un soutien continu. L'approche participative du ciblage basée sur l'analyse de la vulnérabilité a également renforcé l'appropriation locale. Cependant, l'approche localisée et la durée à moyen terme des projets ont montré des limites dans la préservation de la durabilité des résultats obtenus. Bien qu'il y ait des signes positifs de la durabilité des effets, en particulier dans la permanence des organisations communautaires, dans l'ensemble, on ne peut pas affirmer qu'une véritable résilience est atteinte.

Afrique du Nord

En 2023, trois évaluations ont été lancées sur des domaines clés du FFUE pour l'Afrique dans la région du nord de l'Afrique :

- L'évaluation thématique des interventions de protection du FFUE pour l'Afrique en Libye.
- L'évaluation finale des interventions de protection régionales du FFUE pour l'Afrique avec le HCR.
- L'évaluation finale de la réaction du FFUE pour l'Afrique à la COVID-19 en Libye

ÉVALUATION DE L'INTERVENTION DE PROTECTION RÉGIONALE DU FFUE POUR L'AFRIQUE AVEC LE HCR-ÉGYPTE

A la fin de l'année 2023, le rapport final d'évaluation a été remis pour trois projets gérés par l'Agence des Nations unies pour les réfugiés (HCR). Les projets, mis en œuvre en Égypte, en Tunisie et au Maroc visaient à " Renforcer l'autonomie et l'accès aux droits des réfugiés et des demandeurs d'asile en Afrique du Nord ".

Le projet mis en œuvre en Égypte s'est concentré sur l'assistance juridique, l'accès aux services sociaux, la protection, le bien-être et la résilience des migrants et des personnes déplacées de force, et des communautés d'accueil à la lumière de la pandémie de la COVID-19, ainsi que sur le renforcement des capacités fourni aux gouvernements en matière d'efforts d'intégration.

Principaux résultats

Appropriation : Le projet était pertinent et fondé sur une bonne compréhension de la situation des réfugiés en Égypte. Il a bénéficié d'un engagement régulier et constructif avec les autorités nationales sur les activités du programme et les questions générales de protection. L'évaluation a suggéré qu'il serait utile de renforcer la consultation avec les parties prenantes et les bénéficiaires finaux lors de la conception d'un projet afin d'assurer une complémentarité structurée avec les actions existantes et futures en Égypte.

Modalités de gestion et de mise en œuvre : L'évaluation reconnaît que le projet a réussi à réduire les vulnérabilités existantes et les risques de protection en Égypte. Il a réalisé toutes les activités prévues et a même dépassé les objectifs fixés en matière d'aide au logement. Il a été noté que l'aide au logement était très efficace, car la recherche d'un logement décent et la prise en charge des coûts associés continuent d'être un défi majeur pour les réfugiés et les demandeurs d'asile en Égypte. Le manque d'opportunités en matière d'éducation est également apparu comme un problème persistant qui nécessite d'adopter une approche intégrée pour améliorer l'accès à l'éducation et aborder les questions de protection pertinentes dans les écoles.

Durabilité : Le projet a été conçu pour fournir une assistance à court terme aux plus vulnérables. Comme pour la plupart des actions humanitaires, certains résultats positifs en matière de protection à court terme ont été observés, notamment dans les domaines de la santé, du logement, de l'éducation et de la prévention et de l'assistance en matière de violence sexuelle et sexiste. Pour tirer parti de ces résultats, les évaluateurs ont recommandé d'établir des partenariats dans le domaine de la santé afin de mieux identifier et de mieux soutenir les personnes concernées ayant besoin d'opérations chirurgicales non urgentes.



1.5 Communication

Le FFUE pour l'Afrique a continué à communiquer sur ses programmes et ses réalisations également en 2023, avec le but de démontrer ses répercussions de la façon la plus transparentes et accessibles que possible. Le site web du FFUE, qui a toujours été la principale source d'informations sur le financement et les activités, a été remanié en mai. Le site web est continuellement mis à jour avec de nouveaux résultats, des rapports et des nouvelles ou des récits et reste la première source d'information sur les activités de la FFUE. Le site web remodelé présente une nouvelle "Bibliothèque", une section qui permet à tout utilisateur de rechercher des documents du FFUE pour l'Afrique de manière intuitive et accessible. La "Bibliothèque" a été conçue pour faciliter la diffusion des études de cas, des évaluations et des enseignements tirés. Depuis mai 2023, le site web a enregistré 150 000 pages vues et 30 000 visiteurs uniques.

Le FFUE pour l'Afrique continue à être visible Le FFUE pour l'Afrique continue de rester visible également sur les médias sociaux, avec des publications régulières et un hashtag à succès (plus de 1.059 visites du #AfricaTrustFund sur Twitter/X en 2023). Le hashtag a été le plus utilisé dans les discussions au Ghana, suivi par la Gambie, le Tchad, l'Éthiopie et la Guinée, et il a généré un échange de 1 988 réactions (commentaires, j'aime, partages, clics) touchant environ 4,5 millions de personnes.

La visibilité du Fonds fiduciaire de l'Union Européenne pour l'Afrique est avant tout assurée par les délégations de l'UE, grâce à un certain nombre d'initiatives qui mettent en valeur le large éventail d'activités financées dans le cadre des quatre objectifs stratégiques. La section ci-dessous présente certaines de ces initiatives.

Corne de l'Afrique

En Ouganda, 682 jeunes âgés de 8 à 21 ans, issus des camps de réfugiés de Rhino Camp, Imvepi et Bidi Bidi, ont participé à un concours artistique organisé par Faces Up Uganda, une organisation à but non lucratif qui se consacre à l'autonomisation des jeunes par le biais de l'art. La campagne a été lancée lors des célébrations de la Journée mondiale des réfugiés, soulignant son importance pour relever les défis auxquels sont confrontés les jeunes réfugiés

La phase finale du concours s'est déroulée sous la forme d'une exposition artistique organisée par l'Union européenne à l'Alliance française de Kampala, où les œuvres des 46 jeunes finalistes étaient exposées de façon bien visible. Les œuvres avaient pour thème l'autonomisation et l'autosuffisance, la protection de l'environnement, la gouvernance et le leadership, ainsi que l'accès à la justice et à la protection pour des communautés pacifiques et prospères.

Cet événement n'a pas seulement reconnu leur participation, mais a également servi de plateforme pour honorer leurs talents. En outre, les trois premiers lauréats ont bénéficié d'opportunités de mentorat entièrement financées avec le célèbre artiste visuel Kwizera dans son atelier artistique à Kampala. De plus, l'initiative s'est étendue au-delà des expositions physiques. Le lancement d'une [exposition virtuelle en ligne](#) permet à un public plus large de s'engager et de soutenir les œuvres d'art créées par ces jeunes artistes. Cela permet non seulement d'amplifier la portée de l'initiative, mais aussi de contribuer à la communication et à la sensibilisation aux défis auxquels sont confrontés les jeunes réfugiés.

La délégation de l'UE en Éthiopie a lancé une campagne sur les médias sociaux à l'occasion de la Journée internationale de la migration, avec des vidéos qui mettent en lumière les histoires de résilience des migrants. Les résultats des projets "Renforcement du développement socio-économique et amélioration des opportunités d'emploi" (STEDE) dans la région de Jijiga (région Somali) et « Soutien à la réintégration durable aux rapatriés éthiopiens en provenance d'Europe et soutien aux populations vulnérables déplacées touchées par la COVID-19 » ont été mis en avant. Par exemple, dans une [vidéo](#), la directrice d'une coopérative partage son expérience, soulignant l'engagement de l'UE à soutenir l'autonomisation des réfugiés et des communautés d'accueil. Une autre [vidéo](#) aborde l'obstacle majeur que constitue l'accès aux services financiers pour les réfugiés et les communautés d'accueil, illustrant la manière dont l'UE a activement soutenu ces communautés en facilitant la mise en place de services financiers personnalisés.

Sahel et Lac Tchad

À l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre la traite des êtres humains le 30 juillet 2023, Expertise France et ses partenaires gouvernementaux et de la société civile en Côte d'Ivoire et au Ghana ont lancé des campagnes de communication et de sensibilisation de grande ampleur sur la traite des êtres humains et le trafic de migrants.

Ces activités ont été organisées dans le cadre du projet *Appui à la lutte contre la traite des êtres humains dans les États du golfe de Guinée* (Bénin, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Nigeria et Togo) financé par le FFUE pour l'Afrique. Ils ont mis l'accent sur la responsabilité des différents acteurs et les mesures à prendre pour endiguer le phénomène de la traite des êtres humains, tout en assurant la visibilité de l'Union européenne.

En Côte d'Ivoire, des spots et des messages ont été diffusés sur les radios locales, les chaînes de télévision publiques et les médias sociaux ; un panel de haut niveau a été organisé pour expliquer le rôle des différents acteurs dans la lutte contre la traite des êtres humains ; des séances de sensibilisation communautaire (avec projection de films) ont été organisées dans les quartiers de Bouaké (deuxième ville du pays) ; le renforcement des capacités des travailleurs sociaux, des acteurs de la société civile et des ONG a été assuré ; et des transporteurs ont été formés.

Au Ghana, la campagne a été marquée par des campagnes de sensibilisation auprès des opérateurs de l'industrie du tourisme et une communication sur les médias sociaux. Au total, ces activités ont touché 13 710 personnes, dont 8 299 femmes.

Afrique du Nord

La cérémonie de clôture du *Programme d'appui à l'autonomisation et à l'inclusion des populations* (PAAIP) a réuni des centaines de participants à Tunis en décembre 2023. L'objectif de ce projet mis en œuvre par CEFA et Tunisie Terre d'Asile, était de contribuer à l'inclusion et à la résilience des communautés, en assurant la protection et la fourniture de services aux populations vulnérables, y compris les migrants, les réfugiés et les communautés d'accueil. La cérémonie de clôture a été inaugurée par les discours inspirants des directeurs de CEFA et de France Terre d'Asile, et s'est poursuivie par la présentation des résultats des différentes composantes du projet et des

témoignages des bénéficiaires. La séance de débat et la réception de clôture ont permis de poursuivre le travail en réseau et discussions informelles entre les participants, qui provenaient des autorités locales et nationales, de la société civile et des organisations de migrants, ainsi que des communautés locales. Ensemble, les participants ont célébré avec succès les réalisations du PAAIP et ont réfléchi aux précieux enseignements tirés qui seront utilisés pour les futurs programmes en Tunisie et dans la région.

Dans le cadre du projet *Coopération sur la gouvernance des migrations* (CONMIGO), l'Agence espagnole de coopération internationale pour le développement (AECID) et le Comité national de coordination pour la lutte et la prévention de la migration illégale et de la traite des personnes ont organisé un atelier de formation pour les procureurs égyptiens sur la lutte contre la migration irrégulière et la traite des êtres humains. L'atelier a abordé divers sujets, notamment le cadre international régissant ces crimes, les procédures d'enquête et le blanchiment d'argent. L'atelier a également été l'occasion pour les procureurs espagnols et égyptiens d'échanger leurs connaissances en matière de gestion d'affaires transnationales complexes, enrichies par des études de cas pratiques. La formation s'est achevée par une cérémonie publique au cours de laquelle les participants se sont vus remettre leurs diplômes par l'ambassadeur d'Espagne en Égypte, Alvaro Iranzo Gutiérrez, et le président du comité national de coordination, Nael Gabr.

1.6 Prochaines étapes

Malgré les succès du FFUE pour l'Afrique au cours des dernières années, des défis majeurs persistent dans les trois régions, aggravés par un certain nombre d'éléments, notamment les crises politiques successives, les effets de la guerre d'agression de la Russie en Ukraine et l'impact toujours plus visible du changement climatique. Par conséquent, l'UE et ses États membres continueront à s'attaquer aux causes profondes des migrations et des déplacements forcés dans ces trois régions, à répondre aux nouveaux développements et à garantir l'impact positif durable des programmes du FFUE pour l'Afrique.

La coopération avec les États membres de l'UE et les pays partenaires se poursuivra dans le cadre de l'instrument NDICI-Europe globale, par le biais de programmes nationaux et régionaux. La poursuite des programmes du FFUE pour l'Afrique, ou la mise en place de nouveaux programmes, bénéficiera grandement de l'ensemble considérable de preuves générées par le FFUE pour l'Afrique au cours des dernières années. Dans les mois à venir, et jusqu'à la fin de la mise en œuvre en 2025, le FFUE pour l'Afrique aura pour priorité de générer des résultats et des leçons apprises, ainsi que de documenter les résultats et l'impact obtenus. Cet exercice contribuera à informer les programmes actuels et futurs et les réponses politiques aux migrations et aux déplacements forcés.

Corne de l'Afrique, Sahel et Lac Tchad

En 2023, plusieurs actions ont été approuvées dans le cadre du programme indicatif pluriannuel régional pour l'Afrique subsaharienne. Elles comprennent :

- La lutte contre les flux financiers illicites, le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme en Afrique subsaharienne (40 millions d'EUR) ;
- L'intégration urbaine durable des communautés touchées par le déplacement" (SUIDAC) dans les villes d'Afrique subsaharienne (30 millions d'euros) ;
- Le soutien à la libre circulation des personnes et à la transhumance dans la région de l'IGAD Phase II (15 millions d'euros) ;
- Des données et recherche sur les migrations et les déplacements forcés en Afrique subsaharienne (15 millions d'euros) ;

- Mécanisme flexible: Aider le Tchad, le Sud-Soudan et l'Éthiopie à faire face à la situation des déplacés soudanais (30 millions d'euros)

La plupart de ces programmes s'appuient sur l'expérience du FFUE pour l'Afrique, en conservant des approches similaires et en élargissant le champ d'application (lutte contre le blanchiment d'argent, traitement des conflits dans les zones frontalières ou soutien à la libre circulation). Par exemple, le programme SUIDAC en Afrique subsaharienne s'appuiera sur le programme "Développement urbain et mobilité" du FFUE pour l'Afrique et sur les résultats d'un projet innovant, une initiative pilote avec le conseil municipal de Koboko en Ouganda qui s'est achevée en 2023.

Le programme SUIDAC développera les succès obtenus à Koboko en visant à (i) améliorer l'autonomie et la cohésion sociale des communautés affectées par les déplacements vivant dans des zones urbaines et périurbaines ciblées en Éthiopie, en RDC, en Somalie, au Soudan et en Ouganda ; (ii) renforcer les capacités de réponse intégrée aux déplacements forcés, de planification urbaine et de développement des administrations municipales locales, en accordant une attention particulière aux communautés affectées par les déplacements et aux groupes vulnérables. L'intervention visera à fournir un soutien pour alléger les pressions sur les pays et leurs villes d'accueil respectives des communautés affectées par les déplacements et à améliorer les possibilités d'intégration durable pour les réfugiés et les hôtes.

Un autre exemple est le projet *Programme de développement inclusif dans les zones d'accueil Est (DIZA)* qui visait à améliorer les conditions de vie et la résilience des populations locales, des réfugiés et des rapatriés dans l'est du Tchad, où un grand nombre de réfugiés soudanais sont accueillis. Lorsque le projet s'est achevé en janvier 2023, l'UE a mobilisé des fonds supplémentaires d'un montant de 10 millions d'euros dans le cadre du programme "*Solutions durables pour les populations déplacées de force en Afrique subsaharienne*" financé par NDICI-Global Europe, afin de répondre aux besoins persistants des réfugiés et des communautés d'accueil dans la région. La deuxième phase du projet est cofinancée par l'Agence Française de Développement et devrait durer jusqu'en 2026.

Depuis la nouvelle flambée de violence au Soudan en avril 2023, près d'un demi-million de réfugiés ont fui vers l'est du Tchad¹⁸ multipliant les besoins humanitaires dans les régions situées le long de la frontière. Le projet pourrait s'appuyer sur les structures et les expériences existantes pour fournir un soutien immédiat aux populations qui fuient, qui reviennent et qui sont hébergées. Pour répondre aux besoins accrus, l'UE a fourni des fonds supplémentaires de 10 millions d'euros par le biais du mécanisme flexible NDICI-Global Europe pour les migrations et les déplacements forcés, augmentant ainsi le budget global du projet à 28 millions d'euros ("Regional programme supporting Chad, Ethiopia and South Sudan to respond to the Sudan crisis").

Afrique du Nord

Le programme indicatif pluriannuel pour les migrations régionales dans le cadre de la politique de voisinage Sud (2021-2027) définit les priorités suivantes : la protection des personnes déplacées de force et celles dans le besoin; le soutien à la gouvernance et à la gestion des migrations; l'encouragement de la coopération en matière de retour, de réadmission et de réintégration; et la migration légale et la mobilité.

En ligne avec ces priorités, quatre actions ont déjà été adoptées en 2021 pour un total de 165 millions d'euros¹⁹ et sept actions supplémentaires ont été approuvées en 2022 pour un montant total de 208 millions d'euro²⁰.

En 2023, une seule action a été adoptée pour soutenir trois des quatre priorités du PIP Migration, avec un montant total de 279 millions d'euros. Cette action vise notamment à soutenir une gouvernance des migrations fondée sur les droits de l'homme, y compris la lutte contre le trafic de migrants et la traite des êtres humains (objectif 1), l'augmentation des retours volontaires assistés depuis l'Afrique du Nord et la réintégration durable dans les pays d'origine (objectif 2), ainsi que la protection et la résilience des personnes les plus exposées et la cohésion sociale avec les communautés d'accueil (objectif 3).

Le financement au titre de cette action comprend, sans s'y limiter, un soutien supplémentaire aux Soudanais dans le besoin en Égypte, une aide à la protection et à la cohésion sociale en Tunisie, un complément substantiel au programme régional sur les retours volontaires et la réintégration, ainsi qu'un soutien accru aux opérations de recherche et de sauvetage des pays partenaires.

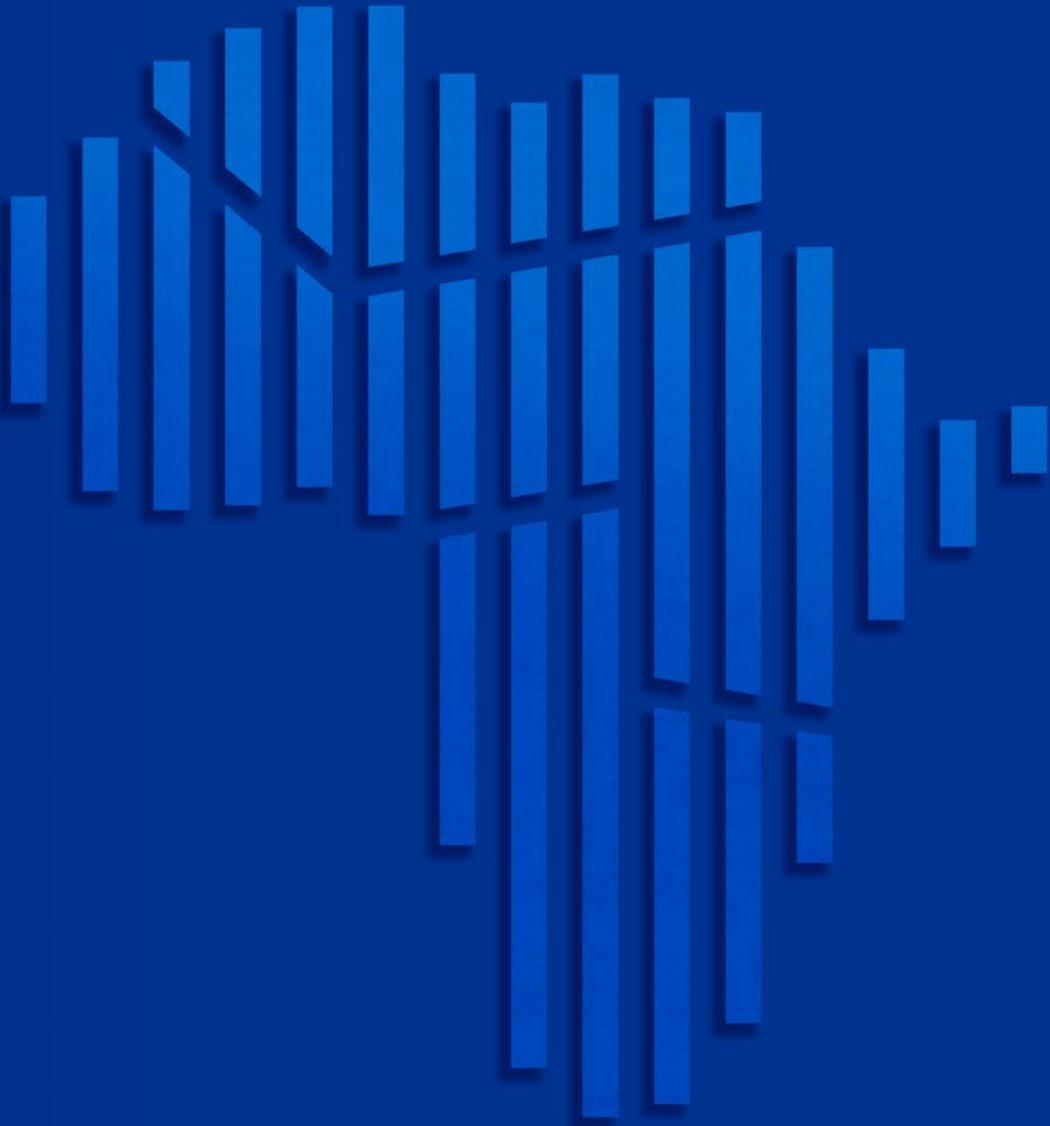
18 UNHCR, 'Chad: Influx of Refugees from Sudan (as of 08 december 2023)', 11 December 2023. Retrieved [here](#).

19 55 millions d'euros pour la protection et l'aide à la résilience des migrants, des personnes déplacées de force et des communautés d'accueil en Libye, 60 millions d'euros pour organiser les retours volontaires régionaux et la réintégration, 45 millions d'euros pour soutenir les institutions de gestion des frontières en Libye et en Tunisie et 5 millions d'euros pour encourager la migration légale en Afrique du Nord.

20 23 millions d'euros pour la protection et la résilience des réfugiés, des demandeurs d'asile et des migrants vulnérables en Égypte ; 14 millions d'euros pour la protection et l'intégration des rapatriés, des personnes déplacées et des communautés d'accueil en Tunisie (13 millions d'euros) et au Maroc (1 million d'euros) ; 152 millions d'euros de soutien budgétaire pour une meilleure gestion des flux migratoires pour le Maroc (39 millions d'euros inclus dans le budget 2023) ; 10 millions d'euros pour renforcer la coopération policière internationale contre le trafic de migrants en Afrique du Nord ; 6 millions d'euros pour le soutien à la coopération transfrontalière et à la gestion intégrée des frontières en Afrique du Nord ; 23 millions d'euros pour renforcer la capacité opérationnelle de la marine égyptienne et des gardes-frontières à gérer les flux migratoires et à assurer la recherche et le sauvetage en mer; et 18 millions d'euros pour le soutien de l'UE à la migration légale, à la mobilité et aux partenariats en matière de compétences avec les pays d'Afrique du Nord.

CHAPITRE 2

Orientations stratégiques,
mise en œuvre et résultats





2.1 Sahel et Lac Tchad



1 055 956

Personnes ayant accès à des services de base améliorés

BURKINA FASO

4 022 971

Personnes participant à des activités de prévention des conflits et de défense des droits de l'homme

241 891

Personnes recevant une assistance liée à la sécurité alimentaire

TCHAD

489 364

Personnes participant à des activités de prévention des conflits et de défense des droits de l'homme

162 083

Personnes touchées par des campagnes de sensibilisation sur les pratiques de renforcement de la résilience et les droits fondamentaux

GHANA

210 307

Personnes ayant accès à des services de base améliorés

30 012

Personnes bénéficiant d'une formation professionnelle (EFTP) et/ou d'un développement des compétences

GUINÉE

17 996

Personnes recevant une assistanceliée à la sécurité alimentaire

133 995

Personnes aidées à développer des activités génératrices de revenus

MALI

2 733 933

Personnes ayant accès à des services de base améliorés

406 645

Personnes touchées par des campagnes de sensibilisation sur les pratiques de renforcement de la résilience et les droits fondamentaux

MAURITANIE

28 364

Personnes aidées à développer des activités génératrices de revenus

1 088 367

Personnes ayant accès à des services de base améliorés

NIGER

55 207

Retours volontaires soutenus

31 320

Personnes aidées à développer des activités génératrices de revenus

NIGERIA

618 390

Services sociaux de base fournis

34 077

Personnes bénéficiant d'une formation professionnelle (EFTP) et/ou d'un développement des compétences

SÉNÉGAL

17 798 726

Migrants potentiels touchés par des campagnes d'information sur la migration

514 684

Personnes touchées par les campagnes de sensibilisation sur les pratiques de renforcement de la résilience et les droits fondamentaux

GAMBIE

14 797

Personnes aidées à développer des activités génératrices de revenus

AU NIVEAU RÉGIONAL

Résultats cumulés sélectionnés au 30 Juin 2023*



2 436 063

Personnes recevant une assistance liée à la sécurité alimentaire



6 656 549

Personnes ayant accès à des services de base améliorés



6 362 970

Personnes participant à des activités de prévention des conflits et de défense des droits de l'homme

*Plus de détails concernant la méthode suivie pour obtenir ces résultats peuvent être trouvés sur le site web de la FFUE pour l'Afrique https://trust-fund-for-africa.europa.eu/results/monitoring-and-evaluation_en

2.1.1 Principaux résultats obtenus dans la région en 2023

Multiplier les opportunités économiques et d'emploi

La région du Sahel et du Lac Tchad était confrontée à de nombreux défis économiques en 2023, tels que l'inflation, le ralentissement de la croissance économique et le surendettement.

L'investissement dans le capital humain a été une approche importante du FFUE pour l'Afrique dans le soutien à la création d'emplois. Au premier semestre 2023, les programmes financés par le FFUE pour l'Afrique ont créé ou soutenu 11 087 emplois, la plupart au Niger, en Guinée et au Sénégal. L'EFTP et le développement des compétences sont essentiels pour améliorer la productivité du travail, et 23 266 personnes ont bénéficié de l'EFTP et du développement des compétences dans la région, allant des apprentissages techniques formels aux formations ad hoc à la maîtrise des finances numériques.

Renforcer la résilience

En 2023, la violence a continué à s'intensifier dans la région du Sahel et du Lac Tchad et l'aide humanitaire était nécessaire de façon urgente. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), en 2023, plus de 37,7 millions de personnes au Burkina Faso, dans le nord du Cameroun, au Tchad, au Mali, au Niger et dans le nord-est du Nigeria ont eu besoin d'une aide humanitaire vitale. En outre, la région du Sahel et du Lac Tchad était aux prises avec une crise alimentaire sans précédent.

Le nombre de projets du FFUE pour l'Afrique contribuant à l'objectif 2 (SO2) diminue, puisque 69 % des projets relevant de cet objectif ont été achevés en juin 2023. Néanmoins, le FFUE pour l'Afrique a fourni des résultats significatifs liés à la résilience, en offrant un meilleur accès aux services sociaux de base à 279 725 personnes, une assistance à la sécurité alimentaire à 117 942 personnes et une assistance nutritionnelle à 151 211 personnes, cette dernière étant principalement destinée aux enfants de moins de cinq ans (77 %). Ces résultats ont été obtenus dans 11 pays, mais la majeure partie de l'assistance a été fournie au Burkina Faso, au Mali, au Ghana, au Niger et au Sénégal.

Améliorer la gestion des migrations

Au cours du premier semestre 2023, l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale ont connu une forte augmentation

des déplacements internes et transfrontaliers. Le HCR a recensé 8,3 millions de déplacés internes et 1,9 million de réfugiés et de demandeurs d'asile dans la région au 30 juin 2023. Le Burkina Faso et le Nigeria ont connu une augmentation significative des personnes déplacées à l'intérieur de leur pays entre décembre 2022 et juin 2023, avec respectivement 180 163 et 411 415 personnes supplémentaires, tandis que le nombre de réfugiés au Tchad a augmenté de 169 960. Outre les déplacements forcés, la région est restée au premier semestre 2023 un point de départ important pour les migrants se rendant en Europe, avec 30 805 personnes originaires de la région qui ont franchi irrégulièrement les frontières de l'Europe en empruntant les principales routes de migration irrégulière, la Méditerranée centrale (25 447) et l'Ouest/Atlantique (3 938).

Au cours du premier semestre 2023, le FFUE pour l'Afrique a financé des activités axées sur la sensibilisation aux risques liés à la migration irrégulière, touchant 2 943 412 personnes. Il a soutenu 420 retours volontaires ainsi que la réintégration de 509 migrants de retour. Depuis le lancement du FFUE pour l'Afrique, 73 215 migrants de retour ont bénéficié d'une aide au retour volontaire et 91 642 d'une aide à la réintégration.

Améliorer la gouvernance et la prévention des conflits

La crise sécuritaire dans la région du Sahel et du Lac Tchad s'est intensifiée, le Burkina Faso et l'État de Borno au Nigeria ont été les plus touchés par la violence au cours du premier semestre 2023. Les conflits ont également commencé à s'étendre aux régions septentrionales du Bénin, de la Côte d'Ivoire, du Ghana et du Togo. Au premier semestre 2023, le Tchad, le Mali, le Burkina Faso et la Guinée sont gouvernés par des juntes militaires et les élections présidentielles nigérianes de janvier 2023 ont été entachées de controverses, entraînant un mécontentement généralisé de la population. En outre, le coup d'État au Niger en juillet n'a fait qu'aggraver cette tendance à l'instabilité dans la région.

Dans cette situation tendue, au cours du premier semestre 2023, les programmes financés par le FFUE pour l'Afrique ont formé 11 520 personnes à la gouvernance, à la prévention des conflits et aux droits de l'homme dans toute la région du Sahel et du Lac Tchad. Une réalisation remarquable du semestre a été la formation de 8 823 personnes au Mali pour soutenir le processus référendaire qui a conduit à l'adoption d'une nouvelle Constitution en juin. En outre, 1 397 417 personnes ont participé à des activités de prévention des conflits et de défense des droits de l'homme.



HISTOIRE

Améliorer les moyens de subsistance grâce à l'aide financière et à la formation au Burkina Faso



Le projet RECOSA visant à promouvoir la résilience et la cohésion sociale ©RECOSA

C'est l'histoire d'A. D., qui a bénéficié de l'assistance du programme du FFUE pour l'Afrique RECOSA (*Renforcement de la résilience et de la cohésion sociale des populations vulnérables des régions transfrontalières du Burkina Faso et du Niger*) mis en œuvre par Handicap International à Gangaol, au Burkina Faso :

"J'ai reçu beaucoup de choses de RECOSA, je les remercie vraiment. J'ai reçu de l'argent liquide, deux moutons, et j'ai aussi bénéficié d'une formation sur l'élevage. Maintenant j'ai six moutons, avec l'argent que j'ai reçu j'ai payé un mouton de plus. Ce dont j'ai bénéficié m'a été très utile, car cela a radicalement changé ma vie. Je vivais difficilement avant de bénéficier du soutien du projet RECOSA, je suis responsable de ma famille et je vis avec une maladie

depuis 27 ans. Je suis le malade sur lequel toute la famille compte pour avoir quelque chose à manger. Mais avec l'aide du projet, je peux subvenir aux besoins de ma petite famille. Les mots me manquent pour remercier le projet de ce qu'il a fait pour moi. J'espère que d'autres personnes pourront également bénéficier de l'aide du projet pour développer leurs activités."

L'objectif principal du projet RECOSA (2019-2023) était l'amélioration de la résilience et des mécanismes endogènes de cohésion sociale et la promotion de la paix auprès des populations vulnérables dans les zones frontalières du Burkina Faso (région du Sahel) et du Niger (région de Tillabéry).

HISTOIRE

Soutenir le transfert de savoir-faire de l'Italie vers le Sénégal grâce à la diaspora

C'est l'histoire de Malick Cheikh Touré, de l'entreprise "Casa Mia - Keur Gui" au Sénégal, projet PASPED (" *Programme de contraste à la migration illégale à travers l'appui au secteur privé et à la création d'emplois au Sénégal* ") :

"J'ai cherché un emploi dans l'une des nombreuses usines et j'ai commencé comme ouvrier en Italie. Mon désir d'apprendre et de me perfectionner m'a permis de gravir les échelons jusqu'à la direction de l'entreprise où j'étais auparavant simple ouvrier. J'ai alors commencé à investir en achetant des machines dans le but de les envoyer au Sénégal et, grâce au savoir-faire acquis en Italie, j'ai décidé d'ouvrir un atelier de menuiserie au Sénégal.

Depuis 2014, mon entreprise s'est développée et s'est fait un nom. J'ai une quinzaine d'ouvriers et j'essaie de plus en plus de former de jeunes sénégalais à ce métier, en leur transmettant les compétences que j'ai acquises en Italie. Mon objectif est qu'elle soit connue comme l'entreprise pour laquelle j'ai fait mes premiers pas en Italie".

Malick Cheikh Touré, chef de l'entreprise "Casa Mia - Keur Gui" est certainement l'une des expériences les plus intéressantes à avoir bénéficié d'un financement de "Investo in Senegal", l'opportunité mise en place dans le cadre du PASPED pour soutenir les investissements productifs de la diaspora. Au fil du temps, M. Touré a réussi à transférer son savoir-faire, ses machines achetées en Italie et « *Made in Italy* » au secteur de la menuiserie à Dakar, au Sénégal.

Grâce au financement du PASPED et à l'appui technique du projet, M. Touré a pu rénover et moderniser certaines des machines qui lui permettent aujourd'hui de concevoir le design de ses produits en bois à l'aide de la technologie numérique.



Malick Cheikh Touré dans son atelier de menuiserie à Dakar @PASPED/AICS

Le programme PASPED (2019-2023) visait à réduire la migration irrégulière à travers l'appui au secteur privé et la création d'emplois au Sénégal et à créer une plateforme fournissant une assistance financière et technique pour contribuer au développement des micro, petites et moyennes entreprises (MPME) sénégalaises. Il a obtenu ces résultats en renforçant le potentiel économique local et celui de la diaspora en Italie.



2.2 Corne de l'Afrique



20 081

Migrants en transit, réfugiés/demandeurs d'asile et déplacés internes protégés et/ou assistés

DJIBOUTI

3 401

Personnes bénéficiant de l'EFTP et du développement des compétences

2 293 341

Personnes recevant une assistanceliée à la sécurité alimentaire

ETHIOPIE

5 398

Personnel formé à la gouvernance, à la prévention des conflits et aux droits de l'homme

105 044

Personnes ayant reçu une assistance alimentaire

KENYA

267 707

Personnes ayant un meilleur accès aux prestations sociales de base

33 791

Personnes recevant une assistance liée à la sécurité alimentaire

SOMALIE

1 306

Infrastructures sociales construites ou remises en état

2 349 115

Personnes ayant reçu une assistance alimentaire

SOUDAN

9 259 273

Personnes ayant un meilleur accès aux prestations sociales de base

49 743

Emplois directs créés ou soutenus

SOUDAN DU SUD

166 320

Personnes ayant participé à des activités de prévention des conflits et aux droits de l'homme

133 591

Personnes aidées à développer des activités génératrices de revenus

OUGANDA

119 352

Personnes touchées par des campagnes de sensibilisation sur les pratiques de renforcement de la résilience et les droits fondamentaux

AU NIVEAU RÉGIONAL

Résultats cumulés sélectionnés au 30 Juin 2023*



281 072

Personnes ayant participé à des activités de prévention des conflits et aux droits de l'homme



29 458

Personnes formées sur la gestion des migrations



719 107

Migrants (potentiels) touchés par des campagnes d'information sur la migration

*Plus de détails concernant la méthode suivie pour obtenir ces résultats peuvent être trouvés sur le site web de la FFUE pour l'Afrique https://trust-fund-for-africa.europa.eu/results/monitoring-and-evaluation_en

2.2.1 Principaux résultats obtenus dans la région en 2023

Multiplier les opportunités économiques et d'emploi

Le soutien financé par le FFUE pour l'Afrique aux opportunités économiques et d'emploi dans la région a ralenti en 2023 en raison de plusieurs interventions clés se terminant en 2022. Néanmoins, 2023 a vu d'importants résultats, notamment 59 673 bénéficiaires recevant un soutien pour développer des activités génératrices de revenus (AGR), 11 678 bénéficiaires de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels (EFTP) et 61 infrastructures commerciales construites ou améliorées. À ce jour, 648 500 bénéficiaires d'activités génératrices de revenus (AGR), 158 953 bénéficiaires de l'EFTP et 397 infrastructures commerciales améliorées ont été recensés.

De nombreux projets du FFUE pour l'Afrique ont continué à mettre l'accent sur les interventions économiques et d'emploi pour les réfugiés. Par exemple, en juin 2023, 30 989 réfugiés (61 % de femmes) ont bénéficié d'interventions de l'EFTP/de développement des compétences, ce qui représente 20 % de l'ensemble des bénéficiaires à ce jour. 2 465 réfugiés ont été signalés au cours du seul premier semestre 2023. Malgré une baisse significative du nombre total de personnes bénéficiant collectivement des interventions en matière d'AGR en 2023 par rapport aux périodes récentes, le nombre de réfugiés bénéficiaires est resté stable en 2023 : 8 141 réfugiés ont été aidés à développer des AGR, ce qui porte le nombre total de ces réfugiés bénéficiaires à 74 211 jusqu'à présent.

Renforcer la résilience

À ce jour, 2 833 594 personnes ont bénéficié d'un soutien nutritionnel, dont 433 728 personnes en 2023. Grâce à des projets tels que "Improving Nutrition" mené par le PAM ou "Building Resilient Communities in West Kordofan" mis en œuvre par Concern Worldwide, le FFUE pour l'Afrique a fourni le plus grand nombre d'aides nutritionnelles semestrielles jamais rapporté.

Les projets financés par le FFUE pour l'Afrique ont atteint 52 275 personnes avec des campagnes de sensibilisation concernant spécifiquement les pratiques de renforcement de la résilience liées à l'énergie et sur les droits fondamentaux à ce jour, dont 30 600 en 2023. Ce résultat en 2023 est attribuable au projet Reducing Environmental Degradation (RED) mené par Save the Children dans le nord et l'ouest de l'Ouganda.



Jeunes femmes réfugiées sud-soudanaises en Ouganda @Save the Children

Améliorer la gestion des migrations

Au 30 juin 2023, 198,826 migrants en transit, réfugiés et demandeurs d'asile, victimes de la traite et des mineurs non accompagnés ont bénéficié de mesures de protection à court terme ou d'une assistance directe telle que des traitements médicaux ou des articles non alimentaires dans la Corne de l'Afrique. Cette année, le nombre de bénéficiaires a fortement augmenté avec le résultat semestriel le plus important à ce jour, grâce au projet PROTECT mené par la Croix-Rouge danoise, qui a élargi son mandat initial en mai 2023 afin d'aider les personnes déplacées à répondre à la crise soudanaise. PROTECT a touché 103 436 personnes au cours du premier semestre 2023 et leur a fourni un soutien humanitaire et psychosocial ainsi que des articles non alimentaires.

Au-delà de l'assistance immédiate, les initiatives du FFUE pour l'Afrique qui soutenaient les efforts de réintégration à plus long terme, les campagnes de sensibilisation liées aux migrations ou le renforcement des capacités se sont arrêtées. Le nombre de nouveaux accomplissements pour l'objectif stratégique 3 a par conséquent ralenti, étant donné que seuls sept projets ont fourni des données pertinentes pour 2023 et que des projets clés (BMM I et II, Disrupting Criminal Networks et EU-IOM JI) se sont terminés avant 2023.

Améliorer la gouvernance et la prévention des conflits

Le FFUE pour l'Afrique a soutenu en 2023 une gamme variée de projets contribuant à la paix et à la stabilité politique. 1 261 522 personnes ont participé à des acti-

vités de consolidation de la paix et de défense des droits de l'homme, dont 47 798 personnes au cours du premier semestre 2023. Le principal contributeur à ce résultat de sensibilisation (23 677 personnes) est le projet d'autonomisation des femmes mené par ZOA17 au Soudan du Sud, afin de promouvoir la mise en œuvre de la loi sur les droits des femmes dans l'État du Grand Jonglei.

Au total, 65 369 membres du personnel issus d'acteurs étatiques et non étatiques ont bénéficié d'un renforcement de leurs capacités en matière de paix, de sécurité et de gouvernance, dont 2 392 nouveaux bénéficiaires au cours du premier semestre 2023. Cette année, les participants proviennent en majorité de la région de Gambella en Éthiopie et du Soudan du Sud.

HISTOIRE

Renforcer les compétences, construire l'avenir : les réussites de l'EFTP au Rwanda

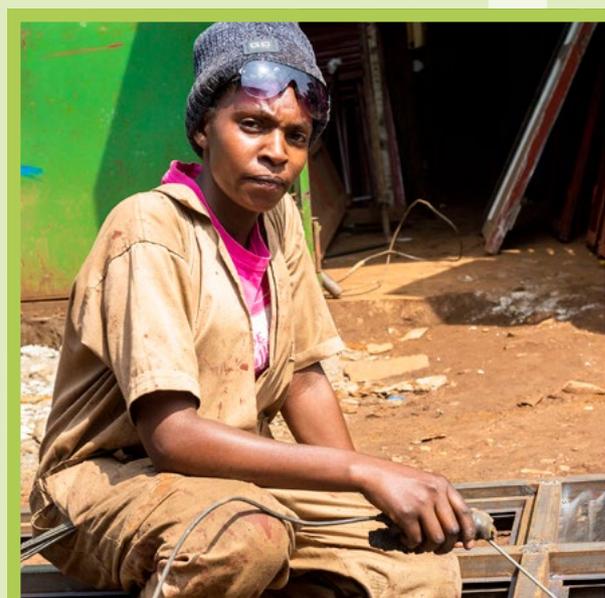
Le projet Dukorane Umurava, cofinancé depuis 2021 par le FFUE pour l'Afrique et le BMZ, a permis aux réfugiés et aux membres des communautés d'accueil au Rwanda d'acquérir des compétences précieuses, en créant des opportunités d'emploi, en favorisant la croissance des entreprises.

Cette initiative, mise en œuvre par la GIZ, se concentre sur l'EFTP et la promotion de l'emploi, par la création et l'expansion d'entreprises, le soutien psychosocial, l'auto-emploi et l'amélioration des conditions-cadres pour l'inclusion économique des réfugiés et des jeunes vulnérables.

Rencontre avec Diane Nyirarukundo, une jeune femme qui a défié les stéréotypes de genre pour poursuivre sa passion pour la soudure. Malgré le découragement initial de ses pairs, elle a rejoint le programme de l'EFTP en juin 2022 et a rapidement prouvé ses compétences en tant que soudeuse professionnelle.

Avant de rejoindre le programme, Diane avait du mal à subvenir à ses besoins fondamentaux. Mais aujourd'hui, elle est fière de subvenir à ses besoins.

Selon Diane, le changement le plus important dans sa vie est qu'elle travaille désormais comme soudeuse et qu'elle n'est plus sans emploi. " *Je me procure tout ce dont j'ai be-*



Diane, diplômée EFTP qui travaille dans la soudure © GIZ

soin sans dépendre du soutien de quelqu'un d'autre comme avant, et je fais maintenant partie d'un groupe d'épargne", déclare Diane. Son objectif à long terme est d'ouvrir son propre atelier de soudure et d'offrir des opportunités d'emploi à d'autres personnes. "J'appelle mes concitoyennes à ne pas avoir peur et à rejoindre le métier de soudeur, car il n'est pas réservé aux garçons et aux hommes comme certains le pensent, mais nous (les filles) en sommes également capables !", ajoute Diane avec confiance.

HISTOIRE

Tout comme Diane, Dieu Merci Ngarukiye, un réfugié congolais, a saisi l'occasion d'acquérir des compétences précieuses et de trouver des emplois occasionnels dans le domaine de la coiffure grâce au projet Dukorane Umu-rava. Il vit aujourd'hui avec sa mère et ses quatre frères et sœurs. Grâce à ses nouvelles compétences, il a ouvert un petit salon de coiffure avec des collègues en février 2023 et subvient aux besoins de sa famille avec l'argent qu'il gagne.



Ngarukiye Dieu Merci a ouvert un petit salon de coiffure © GIZ

D'une manière similaire, Dionyse Mukayisinga, entrepreneure et mère de famille vivant dans le secteur de Kagyeo du district de Gicumbi, a participé à des formations à l'entrepreneuriat organisées par le projet et a rejoint le groupe de conseil et d'échange d'entreprises (BCE).

Après avoir participé à cette formation, et grâce au soutien et aux encouragements des conseillers en développement des entreprises (qui conseillent les start-ups et les MPME pour renforcer leurs plans d'entreprise), Dionyse a contracté un emprunt auprès d'une institution de micro-financement et a repris son activité d'élevage de poulets, qui avait été affectée par la pandémie de Covid-19. Elle rembourse désormais le prêt dans les délais prévus et elle envisage d'en solliciter un autre pour renforcer son activité. *"Mon projet d'élevage de poules pondeuses me permet de subvenir aux besoins de ma famille de cinq personnes, dont certains enfants qui vont encore à l'école"*, explique Dionyse.

Ces histoires et beaucoup d'autres semblables démontrent l'impact remarquable des programmes de l'EF-TP sur l'autonomisation des individus grâce à l'acquisition de compétences et à l'aide à la création d'entreprise.



Dionyse a pu développer son projet d'élevage de poules pondeuses © GIZ

Lutte contre la violence sexiste et promotion de communautés inclusives au Soudan

Le projet WE-RISE! financé par le FFUE pour l'Afrique, mis en œuvre par AICS et ONU Femmes, se concentre sur l'autonomisation économique des groupes vulnérables au Soudan à travers l'inclusion financière, le renforcement des capacités entrepreneuriales et la promotion de normes sociales positives. Le projet, financé à hauteur de 12,7 millions par le FFUE pour l'Afrique vise à créer un environnement propice à l'autonomisation des femmes et se déroulera jusqu'en mars 2024.

En avril 2023, des violences ont éclaté au Soudan, faisant des milliers de morts et des millions de personnes déplacées. La ville de Gedaref, située dans l'est du Soudan, n'a pas été directement touchée, mais elle a dû faire face à un afflux de personnes déplacées, ce qui a entraîné une surpopulation des marchés et une augmentation de la violence, en particulier à l'encontre des femmes. Pour y remédier, Hadiya, Mubashar et Rogia, qui ont participé à la formation "Développer et établir des champions du genre" dans le cadre du projet WE-RISE! ont pris des mesures pour enrayer l'augmentation de la violence fondée sur le genre.

HISTOIRE

Avant le conflit, plus de 3 millions de femmes et de filles étaient exposées au risque de violence liée au genre, et ce nombre a augmenté de 1,2 million pour atteindre 4,2 millions en juin 2023. Pour répondre à ce problème urgent, le projet a organisé des sessions de formation abordant la question de la violence liée au sexe, des normes sociales néfastes et de la promotion du consentement et des relations saines. Les participants étaient des étudiants, des travailleurs indépendants et journaliers, des femmes au foyer, des jeunes bénévoles et des membres du comité de service communautaire.



Hadiya, responsable d'une organisation de la société civile locale ©AICS

Ils ont été formés pour pouvoir identifier les signes d'abus et soutenir les survivants de manière compatissante. La formation a également souligné le rôle essentiel des jeunes dans l'exploitation des réseaux sociaux en tant qu'outils puissants pour remettre en question et contrecarrer les stéréotypes sexistes préjudiciables qui prévalent dans la société. *"Nous devons appliquer les connaissances acquises lors de la formation pour trouver des solutions aux problèmes qui touchent les femmes. Il ne s'agit pas seulement de lutter contre la violence physique, mais aussi d'aborder des sujets sensibles tels que les mutilations génitales féminines, l'exclusion des filles de l'école à certains âges et les mariages d'enfants. Grâce à nos nouvelles connaissances, nous pouvons éduquer et sensibiliser activement notre communauté afin d'apporter des changements positifs"*, affirme Hadiya, responsable d'une organisation locale de la société civile.

Mubashar, étudiant en comptabilité, a été nommé "champion du genre" pour son engagement sans faille pour sa contribution active à l'égalité des sexes dans sa communauté et sa volonté d'aborder des sujets "inconfortables"

dans sa communauté. Grâce à cette formation, ses connaissances et ses outils pour mobiliser sa communauté se sont considérablement améliorés, ce qui lui permet de jouer un rôle plus proactif au sein de sa communauté, de sa famille et de son université en vue d'éradiquer les normes sociales néfastes.



Mubashar, étudiant en comptabilité et champion de l'égalité des genres @ AICS

"J'ai appris des concepts importants, comme la différence entre le sexe et le genre, la justice, l'égalité, le pouvoir et ses différences entre les sexes", explique Mubashar.

De même, Rogia, étudiante en informatique, souhaite sensibiliser le public à la violence fondée sur le genre (VFG) par le biais de campagnes de sensibilisation et des médias sociaux. Elle envisage également d'aborder le sujet lors de réunions de femmes, en privilégiant l'écoute active des différents points de vue. Selon Rogia, une étape cruciale pour aborder le problème consiste à le comprendre et à reconnaître son existence, en citant comme exemple les cas de violence conjugale au sein de sa communauté.

La formation sur la violence sexiste s'est terminée par une session de planification d'actions, qui a encouragé les participants à développer des initiatives pour leurs communautés, dans le but de créer une société plus sûre et plus inclusive.



2.3 Afrique du Nord





479 470

Personnes ayant un meilleur accès aux prestations sociales de base

ÉGYPTE

14 853

Emplois directs créés ou soutenus

56 710

Migrants potentiels touchés par des campagnes d'information sur la migration

7 367

Personnes recevant des formations professionnelles et/ou de développement de compétences

38 297

Personnes touchées par des campagnes sur les pratiques de renforcement de la résilience et les droits fondamentaux

MAROC

31 883

Personnes ayant un meilleur accès aux prestations sociales de base

12 810

Migrants en transit, réfugiés, demandeurs d'asile et déplacés internes protégés ou assistés

2 647

Membres du personnel des autorités locales et des prestataires de services de base formés à la prestation de services

9 847

Personnes ayant un meilleur accès aux prestations sociales de base

TUNISIE

1 355

Personnes recevant des formations professionnelles et/ou de développement de compétences

1 689

Personnes formées sur la gestion et la protection des migrations

1 512

Migrants de retour recevant des aides à la réintégration

4 404 596

Personnes ayant un meilleur accès aux prestations sociales de base

LIBYE

239 838

Migrants en transit, réfugiés, demandeurs d'asile et déplacés internes protégés ou assistés

3 125 287

Personnes touchées par des campagnes sur le développement de la résilience et les droits fondamentaux

48 890

Retours volontaires soutenus

AU NIVEAU RÉGIONAL

Résultats cumulés sélectionnés au 30 Juin 2023*



5 327

Personnes dans le besoin ayant reçu une aide à l'évacuation et à la réinstallation



3 627

Personnes aidées à développer des activités génératrices de revenus



3 098

Personnes ont bénéficié de programmes de migration légale et de mobilité

*Plus de détails concernant la méthode suivie pour obtenir ces résultats peuvent être trouvés sur le site web de la FFUE pour l'Afrique https://trust-fund-for-africa.europa.eu/results/monitoring-and-evaluation_en

2.3.1 Principaux résultats obtenus dans la région en 2023

Dans la région de l'Afrique du Nord, toutes les activités contribuent à l'Objectif Stratégique 3 à travers les quatre priorités suivantes :

Protection des vulnérables, parmi les migrants, les demandeurs d'asile et les réfugiés et stabilisation des communautés.

Cette priorité est la plus soutenue dans la région, avec un budget total de 523 millions d'euros, dont 393 millions d'euros pour la Libye. Les résultats agrégés des programmes du FFUE pour l'Afrique mis en œuvre depuis 2017, montrent que 191 399 personnes en déplacement ont bénéficié d'une assistance à la protection (y compris un soutien psychosocial, une protection contre les violences basées sur le genre, un logement temporaire, un soutien à la subsistance, un traitement médical) et 110 480 personnes ont reçu une assistance nutritionnelle. En outre, 48 890 migrants bloqués en Libye ont bénéficié de retours humanitaires volontaires et 5 327

personnes relevant de la compétence du HCR ont reçu une aide à l'évacuation d'urgence.

À ce jour, 2,6 millions de services sociaux et de base ont été fournis, 4,9 millions de personnes, notamment des communautés d'accueil, ont amélioré leur accès aux services sociaux de base grâce à 1 364 infrastructures sociales construites ou réhabilitées et à plus de 20 000 personnes formées. En outre, 3,3 millions de personnes ont bénéficié de campagnes de sensibilisation aux pratiques de renforcement de la résilience et aux droits fondamentaux, tandis que 17 550 personnes ont participé à des activités de prévention des conflits et de défense des droits de l'homme. Au total, 378 institutions et acteurs non étatiques ont bénéficié d'un soutien au renforcement des capacités pour améliorer la prestation de leurs services et 185 stratégies, lois et politiques ont été élaborées. En termes d'opportunités économiques et d'emploi, 14 883 personnes ont bénéficié de formations professionnelles, 3 627 personnes ont développé des activités génératrices de revenus, 17 833 emplois ont été créés et 894 MPMEs ont été soutenues.



© National council for Women

HISTOIRE

Femme ingénieure : former les jeunes générations pour un avenir meilleur en Égypte

L'histoire de Sahar illustre bien la capacité des femmes égyptiennes à inspirer les jeunes générations à rêver d'un avenir meilleur lorsqu'elles sont confrontées à des situations difficiles. L'ingénieure Sahar est un exemple de résilience et de détermination. Son parcours a commencé à l'âge de cinq ans, avec le rêve de devenir ingénieur. Ce rêve a commencé à se concrétiser lorsqu'elle s'est inscrite à la faculté d'ingénierie, dans le département de mécanique. *"Dans ma communauté, il n'est pas courant qu'une femme étudie l'ingénierie mécanique. Les gens me regardaient bizarrement et se demandaient comment une fille pouvait travailler dans ce domaine"*, explique Sahar. *"Cela m'a encore plus motivée pour devenir une excellente étudiante et obtenir une licence en génie mécanique"*.

Aujourd'hui, Sahar est enseignante au 10th of Ramadan Training Centre - un centre de formation professionnelle créé dans le cadre du projet "Multi-Educational Programme from Employment Promotion in Migration-Affected Areas (MEPEP)", mis en œuvre par l'Agence italienne de coopération au développement (AICS), et financé par le FFUE pour l'Afrique.

Mais les ambitions de Sahar ne s'arrêtent pas là : à force de travail, de patience et d'autodidaxie, elle est aujourd'hui responsable de la formation d'étudiants dans deux ateliers différents. *« Tous mes élèves sont des garçons et je suis la seule femme dans l'atelier de génie mécanique. C'est un vrai défi, mais c'est aussi très amusant »*. Lorsque Sahar a appris que le centre de formation proposait une formation de formateurs (ToT) sur la commande numérique par ordinateur, c'est-à-dire la commande automatisée de machines-outils au moyen d'ordinateurs, elle s'est immédiatement inscrite. Malgré un emploi du temps chargé, Sahar s'est consacrée au programme de formation. *"La ToT de l'AICS et de l'UE a changé ma vie. L'instructeur m'a aidée à comprendre tous les codes de la machine CNC et j'ai acquis une quantité énorme de nouvelles connaissances techniques"*.

Aujourd'hui, forte de ces nouvelles connaissances, Sahar peut les transmettre à ses élèves grâce à la formation reçue par ses formateurs. *"J'ai déjà des élèves de 17 et 18 ans qui ont lancé un projet avec une machine CNC, ouvert un petit atelier et commencé leur propre production"*. Sahar a indiqué que la plupart de ses élèves voulaient émigrer en Europe, à la recherche d'un emploi et pour fonder une famille, mais qu'avec de telles opportunités dans leur propre pays, ils ne ressentent plus le besoin de quitter leur communauté.



Sahar est enseignante dans un centre de formation professionnelle en Égypte @AICS

Le dévouement et la réussite de Sahar sont un exemple de l'impact que peut avoir le FFUE pour l'Afrique sur la vie des gens au niveau académique, technique et personnel. Son histoire n'est pas unique, mais plutôt l'une des nombreuses histoires de triomphe, de patience et d'espoir. Des initiatives telles que le MEPEP permettent d'envisager un avenir en Égypte où les jeunes sont formés et responsabilisés et où la migration irrégulière n'est plus une nécessité.

Gestion intégrée des frontières

La gestion intégrée des frontières et la lutte contre la contrebande de migrants et le trafic d'êtres humains est la deuxième priorité la plus soutenue par le FFUE pour l'Afrique dans la région avec un budget total de 282 millions d'euros, dont 177 millions d'euros dédiés à un programme d'aide au Maroc.

Dans la région, les programmes du FFUE pour l'Afrique ont soutenu la mise en place et/ou la réhabilitation de 29 infrastructures publiques et civiles et ont fourni 55 483 biens d'équipement tels que des véhicules terrestres et maritimes, des équipements informatiques et techniques, des équipements de protection individuelle et des kits d'investigation ou de criminalistique. En outre, 3 202 membres du personnel de neuf institutions gouvernementales, des forces de sécurité intérieure et des acteurs non étatiques concernés ont bénéficié de formations de développement des capacités en matière de gouvernance, de prévention des conflits et de droits de l'homme. 121 événements de sensibilisation (touchant 75 366 personnes et communautés d'accueil) ont été organisés sur des thèmes liés à la prévention de la migration irrégulière, au trafic de migrants et à la protection des victimes de la traite des êtres humains. De même, 76 064 migrants, réfugiés, demandeurs d'asile et personnes déplacées à l'intérieur du pays ont bénéficié de mesures de protection à court terme ou d'une assistance directe lors d'opérations de recherche et de sauvetage, aux points de débarquement et dans les centres de détention.

Migration et mobilité des travailleurs

La troisième priorité, "Soutien à la migration de la main-d'œuvre", se concentre sur le soutien aux cadres institutionnels liés à la migration légale et aux programmes de mobilité vers et depuis l'Europe. Dans le cadre de cette priorité, le FFUE pour l'Afrique a contribué à mettre en place et à promouvoir des projets facilitant les partenariats entre les pays d'Afrique du Nord et les États membres de l'UE participants. Ceci afin d'améliorer la gouvernance de la migration de la main-d'œuvre, de développer des approches innovantes et d'encourager les programmes de mobilité de la main-d'œuvre vers l'Europe et de retour dans les pays d'origine. Simultanément, les programmes du FFUE pour l'Afrique pour cette priorité ont favorisé les voies de migration de main-d'œuvre intra-africaine et Sud-Sud dans la région de l'Afrique du Nord.

Cinq programmes du FFUE pour l'Afrique ont contribué principalement à cette priorité stratégique (un au Maroc et quatre initiatives régionales), avec un budget total de

35 millions d'euros. Ces initiatives ont permis de renforcer les capacités ou d'apporter un soutien opérationnel à 21 institutions sur des matières liées à la migration de la main-d'œuvre, et ont soutenu l'élaboration de 27 stratégies, lois, politiques et plans. Au total, 3 098 personnes ont bénéficié de programmes de migration légale et de mobilité et 22 initiatives de coopération régionale ont été soutenues pour faciliter la mobilité de la main-d'œuvre entre le Maroc et d'autres pays africains (Côte d'Ivoire, Mali, Sénégal). En outre, 31 études, enquêtes ou projet de recherche liés à la migration et à la mobilité de la main-d'œuvre ont été menés au Maroc, en Tunisie et en Égypte.

Améliorer la gouvernance des migrations

En 2023, cette priorité est restée au cœur des programmes du FFUE pour l'Afrique en cours dans la région. Des interventions ciblées ont été menées pour renforcer les capacités nationales et locales des pays partenaires et les soutenir dans la définition ou la mise en œuvre de leur stratégie migratoire.

Douze programmes du FFUE pour l'Afrique ont contribué principalement à cette priorité stratégique avec un budget total de 43 millions d'euros (six en Tunisie, un au Maroc, un en Égypte et quatre programmes ayant une portée régionale). En termes de développement des capacités, 6 285 membres du personnel d'entités publiques nationales et locales, ainsi que du personnel d'organisations de la société civile, ont été formés à la gestion et à la protection des migrations (au profit de 299 institutions et acteurs non étatiques). Le programme a développé ou mis en œuvre 37 stratégies, politiques et plans sur la gouvernance des migrations et 19 groupes multipartites et mécanismes d'apprentissage ont été formés pour soutenir les activités de gouvernance des migrations.

L'un des principaux domaines d'action dans le cadre de cette priorité a été la promotion de retours volontaires assistés sûrs et dignes depuis l'Afrique du Nord et la réintégration durable des rapatriés dans leur pays d'origine. Depuis la création du FFUE pour l'Afrique, 6 641 personnes ont bénéficié d'une aide au retour volontaire vers leur lieu d'origine, 857 migrants de retour ont bénéficié d'une assistance après leur arrivée et 3 586 personnes ont reçu une aide à la réintégration à leur arrivée. Le FFUE pour l'Afrique a soutenu six initiatives de coopération régionale visant à améliorer les mécanismes de coopération internationale et la collecte, la gestion et l'analyse des données. Un total de 22 systèmes de planification, de suivi, d'apprentissage, de collecte et d'analyse des données ont été mis au point, et 81 études de terrain, enquêtes et autres projets de recherche ont été menés.

HISTOIRE

De la formation professionnelle à l'emploi : comment le programme THAMM, financé par l'UE, a aidé la jeunesse tunisienne

Le programme *Towards a Holistic Approach to Labour Migration and Mobility* (THAMM) vise à faciliter les initiatives de mobilité et la migration de la main-d'œuvre entre les pays d'Afrique du Nord et trois États membres de l'UE (Allemagne, France et Belgique).

Farid, Sirine et Yassine sont trois Tunisiens qui ont réussi à obtenir des visas pour saisir des opportunités d'emploi en Allemagne dans le cadre du partenariat pour la mobilité établi avec la Tunisie. En Allemagne, ces trois étudiants motivés ont suivi des formations dans des écoles professionnelles, où ils ont pu perfectionner leurs compétences, tant en théorie qu'en pratique. Farid a choisi de travailler dans un hôtel, Sirine a opté pour un restaurant et Yassine a rejoint une entreprise d'électricité.

Le programme THAMM a permis à ces jeunes apprentis de poursuivre leur passion et d'acquérir des compétences au cours d'une formation de trois ans. Après avoir démontré leur expertise dans leur domaine respectif, les trois participants ont reçu des offres d'emploi alléchantes dans le pays d'accueil, ouvrant ainsi une voie de carrière prometteuse pour ces jeunes talents. L'histoire de Farid, Sirine



et Yassine illustre bien ce que le programme THAMM financé par le FFUE pour l'Afrique a fait pour aider les jeunes d'Afrique du Nord à poursuivre leurs aspirations et à atteindre leurs objectifs professionnels.

HISTOIRE

Renforcer les compétences - le parcours d'un formateur pour mieux soutenir les citoyens libyens à l'étranger en cas de besoin

En Libye, à la suite de la pandémie de COVID-19, de la guerre au Soudan et de la catastrophe de Derna, l'importance d'être en mesure de soutenir rapidement les citoyens en cas de besoin a de nouveau été mise en évidence. Le cours "Préparation et gestion des crises consulaires" organisée en 2023 dans le cadre du projet LIBMITAF financé par la FFUE pour l'Afrique, visait à renforcer les compétences des formateurs du ministère libyen des affaires étrangères et de la coopération internationale et du ministère de l'intérieur afin de mieux aider les citoyens à l'étranger en cas de crise.

Lotfi était l'un des formateurs du département de l'immigration et des affaires des expatriés du ministère des affaires étrangères. Favoriser les relations avec la diaspora libyenne est au cœur de son travail. Il se soucie du bien-être des citoyens vivant à l'étranger et se passionne pour la recherche de solutions innovantes pour les aider. Au cours du programme, Lotfi a non seulement appris les tenants et les aboutissants de la gestion de situations à haute pression, mais il a également acquis des outils pédagogiques et de communication pour transmettre ces compétences à ses pairs. Sa personnalité motivée et bienveillante a également contribué à créer une atmosphère de formation positive pour tout le monde. Il correspondait parfaitement au programme de formation.

Plusieurs mois après la formation finale, Lotfi affirme avec satisfaction que les formations ont eu un impact positif sur son travail. Il a pu utiliser les compétences qu'il a acquises, en effectuant des tâches telles que l'étude des profils des pays où vivent les Libyens et en innovant pour s'occuper de la diaspora libyenne. Cela montre



Lotfi a participé à la formation de formateurs sur la préparation aux crises @ICMPD

qu'une bonne formation peut avoir un impact positif et durable, car les compétences acquises sont utilisées dans les tâches quotidiennes des participants et le savoir-faire est transmis à de nouveaux collègues.

Le projet "Libya's Migration Technical Assistance Facility" (LIBMITAF) est cofinancé par l'Union européenne et la Confédération suisse.

CHAPITRE 3

Rapport financier



3.1 Montants annoncés et reçus

Ce rapport financier est établi conformément à l'article 7.2 (d) de l'Accord Constitutif du FFUE pour l'Afrique. Les tableaux ci-dessous présentent un résumé des contributions au FFUE pour l'Afrique au 31 décembre 2023. Les contributions sont réparties entre les trois fenêtres du FFUE pour l'Afrique en fonction des informations d'affectation contenues dans le Certificat de Contribution. Conformément à l'Accord Constitutif, l'affectation n'est possible que par fenêtre. Si aucune affectation n'a été demandée, la répartition suivante s'applique :

- Fenêtre SAH (A) Sahel et Lac Tchad : 40 %
- Fenêtre HOA (B) Corne de l'Afrique : 40 %
- Fenêtre NOA (C) Afrique du Nord : 20 %

Le tableau 4 fournit des informations sur les contributions des contributeurs extérieurs (c'est-à-dire les États Membres et autres donateurs extérieurs), comme suit :

- ▶ Contributions annoncées : financement total au FFUE pour l'Afrique tel qu'accordé par les donateurs (c'est-à-dire les contributions annoncées de manière formelle mais qui n'ont pas encore été officiellement confirmées par un Certificat de Contribution).
- ▶ Contributions certifiées : contributions soutenues par un Certificat du contributeur externe.
- ▶ Contributions reçues : contributions reçues sur le compte bancaire du FFUE pour l'Afrique. Sur cette base, le montant disponible pour engagement (c'est-à-dire le montant total des obligations légales qui peuvent être contractées) et le montant disponible pour paiement sont ensuite établis dans le système comptable de la Commission et rendus disponibles pour le FFUE pour l'Afrique. Au 31 décembre 2023, 623 millions d'euros avaient été reçus. Les contributions reçues dans des monnaies autres que l'euro sont enregistrées au taux de change officiel de la Commission européenne.

Tableau 5 fournit des informations sur les contributions des budgets de l'UE et du FED, comme suit :

- ▶ Contributions annoncées : financement total du FFUE pour l'Afrique comme convenu par les donateurs.
- ▶ Contributions certifiées : contributions soutenues par une décision de financement de la Commission. Sur cette base, le montant disponible pour engagement (c'est-à-dire le montant total des obligations légales qui peuvent être contractées) et le montant disponible pour paiement sont ensuite établis dans le système comptable de la Commission et rendus disponibles pour le FFUE pour l'Afrique. Au 31 décembre 2023, le montant total des contributions certifiées s'élevait à 4.438,5 millions d'euros.
- ▶ Contributions reçues : celles reçues sur le compte bancaire du FFUE pour l'Afrique. Sur cette base, le montant disponible pour engagement (c'est-à-dire le montant total des obligations légales qui peuvent être contractées) et le montant disponible pour paiement sont ensuite établis dans le système comptable de la Commission et rendus disponibles pour le FFUE pour l'Afrique. Au 31 décembre 2023, un montant de 4.129,9 millions d'euros avait été rendus disponibles pour le financement des budgets de l'UE et du FED.

Les intérêts produits par les liquidités reçues sur le compte bancaire du FFUE pour l'Afrique sont indiqués à la section III du Tableau 5.

Tableau 4 : Contributions au FFUE pour l'Afrique provenant des contributeurs extérieurs

I = Pays	Contributions promises (EUR)	Contributions certifiées (EUR)				Contributions reçues (EUR)
	Toutes les fenêtres	Toutes les fenêtres	Attribution par fenêtre			31/12/2023 Total
			SAH (A)	HOA (B)	NOA (C)	
Autriche	3.000.000	3.000.000		3.000.000		3.000.000
	3.000.000	3.000.000			3.000.000	3.000.000
	1.000.000	1.000.000			1.000.000	1.000.000
	1.000.000	1.000.000			1.000.000	1.000.000
	1.200.000	1.200.000	1.200.000			1.200.000
Belgique	10.000.000	10.000.000	5.500.000	500.000	4.000.000	10.000.000
	2.000.000	2.000.000	2.000.000			2.000.000
Bulgarie	50.000	50.000	20.000	20.000	10.000	50.000
	500.000	500.000	200.000	200.000	100.000	500.000
Croatie	200.000	200.000		100.000,00	100.000,00	200.000
	100.000	100.000	100.000,00			100.000
	300.000	300.000	200.000,00		100.000,00	300.000
Cyprus	100.000	100.000			100.000,00	100.000
République Tchèque	740.000	740.000		740.000		740.000
	8.750.000	8.750.000			8.750.000	8.750.000
	921.624	921.624			921.624	921.624
Danemark	6.001.920,61	6.001.920,61	2.400.768,24	2.400.768,24	1.200.384,12	6.001.921
	4.031.011,92	4.031.011,92			4.031.011,92	4.031.012
	10.076.311,26	10.076.311,26	2.720.604,04	3.325.182,72	4.030.524,50	10.076.311
	10.050.655,30	10.050.655,30	3.350.218,43	3.350.218,43	3.350.218,43	10.050.655
	13.393.528,71	13.393.528,71		13.393.528,71		13.393.529
	6.692.096,63	6.692.096,63	2.007.629,00	2.676.838,63	2.007.629,00	6.692.097
	3.085.964,23	3.085.964,23	3.085.964,23			3.085.964,23
	2.683.447,16	2.683.447,16	2.683.447,16			2.683.447,16
Estonie	150.000	150.000			150.000,00	150.000
	300.000	300.000			300.000	300.000
	1.000.000	1.000.000			1.000.000	1.000.000
	150.000	150.000			150.000	150.000
	150.000	150.000			150.000	150.000
Finlande	5.000.000	5.000.000	1.000.000	3.000.000	1.000.000	5.000.000
	2.500.000	2.500.000		2.500.000		2.500.000
	2.000.000	2.000.000		2.000.000		2.000.000
France	3.000.000	3.000.000	1.200.000	1.200.000	600.000	3.000.000
	6.000.000	6.000.000	6.000.000			6.000.000
Allemagne	3.000.000	3.000.000	1.200.000,00	1.200.000,00	600.000,00	3.000.000
	48.000.000	48.000.000	38.400.000,00		9.600.000,00	48.000.000
	3.000.000	3.000.000			3.000.000,00	3.000.000
	100.000.000	100.000.000			100.000.000,00	100.000.000
	3.500.000	3.500.000			3.500.000,00	3.500.000
	25.000.000	25.000.000	25.000.000,00			25.000.000
	42.500.000	42.500.000	30.500.000,00		12.000.000,00	42.500.000
	3.500.000	3.500.000	3.500.000,00			3.500.000
3.500.000	3.500.000	3.500.000,00			3.500.000	
Grèce	50.000	50.000			50.000,00	50.000
Hongrie	700.000	700.000		700.000		700.000
	8.750.000	8.750.000			8.750.000	8.750.000
Irlande	3.000.000	3.000.000		3.000.000		3.000.000
	3.000.000	3.000.000	1.200.000,00	1.200.000,00	600.000,00	3.000.000
	9.000.000	9.000.000	3.600.000,00	3.600.000,00	1.800.000,00	9.000.000
	755.000	755.000		755.000,00		755.000
Italie	10.000.000	10.000.000	4.000.000	5.000.000	1.000.000	10.000.000
	7.000.000	7.000.000	7.000.000			7.000.000
	15.000.000	15.000.000	15.000.000			15.000.000
	50.000.000	50.000.000	50.000.000			50.000.000
	10.000.000	10.000.000			10.000.000	10.000.000

Tableau 4 : Contributions au FFUE pour l'Afrique provenant des contributeurs extérieurs

I = Pays	Contributions promises (EUR)	Contributions certifiées (EUR)				Contributions reçues (EUR)
	Toutes les fenêtres	Toutes les fenêtres	Attribution par fenêtre			31/12/2023 Total
			SAH (A)	HOA (B)	NOA (C)	
Italie	10.000.000	10.000.000	10.000.000			10.000.000
	2.000.000	2.000.000	2.000.000,00			2.000.000
	2.000.000	2.000.000		2.000.000		2.000.000
	6.000.000	6.000.000	6.000.000,00			6.000.000
	11.000.000	11.000.000	8.000.000,00		3.000.000	11.000.000
Lettonie	50.000	50.000	20.000	20.000	10.000	50.000
	250.000	250.000			250.000	250.000
	300.000	300.000			300.000	300.000
Lituanie	50.000	50.000	20.000	20.000	10.000	50.000
	150.000	150.000			150.000	150.000
	200.000	200.000			200.000	200.000
Luxembourg	3.100.000	3.100.000	3.000.000	100.000		3.100.000
	1.000.000	1.000.000	800.000		200.000	1.000.000
Malte	250.000	250.000		125.000	125.000	250.000
	75.000	75.000			75.000	75.000
	150.000	150.000			150.000	150.000
Pays-Bas	15.000.000	15.000.000	3.000.000	12.000.000		15.000.000
	1.362.000	1.362.000		1.362.000		1.362.000
	10.000.000	10.000.000			10.000.000	10.000.000
	3.000.000	3.000.000	3.000.000			3.000.000
Norvège	3.593.344	3.593.344	1.113.936,65	2.479.407,37		3.593.344
	5.272.037	5.272.037	1.581.611,14	1.581.611,14	2.108.815	5.272.037
	6.287.002	6.287.002	2.095.667,21	2.095.667,21	2.095.667	6.287.002
	6.195.595	6.195.595	2.065.198,31	2.065.198,31	2.065.198	6.195.595
	5.503.931	5.503.931	1.834.643,57	1.834.643,57	1.834.643,57	5.503.931
Pologne	1.100.000	1.100.000		1.100.000		1.100.000
	7.070.136	7.070.136			7.070.136	7.070.136
	2.380.612	2.380.612			2.380.612	2.380.612
Portugal	250.000	250.000	100.000,00	100.000,00	50.000,00	250.000
	200.000	200.000	80.000,00	80.000,00	40.000,00	200.000
	1.350.000	1.350.000	675.000,00		675.000,00	1.350.000
	3.200.000	3.200.000	1.600.000,00		1.600.000,00	3.200.000
Roumanie	100.000	100.000	40.000,00	40.000,00	20.000,00	100.000
Slovaquie	500.000	500.000	200.000,00	200.000,00	100.000,00	500.000
	100.000	100.000		100.000		100.000
	1.000.000	1.000.000			1.000.000	1.000.000
	8.250.000	8.250.000			8.250.000	8.250.000
Slovénie	500.000	500.000	500.000			500.000
	50.000	50.000	20.000,00	20.000,00	10.000,00	50.000
	50.000	50.000	20.000,00	20.000,00	10.000,00	50.000
	30.000	30.000	30.000,00			30.000
Espagne	3.000.000	3.000.000	1.200.000,00	1.200.000,00	600.000,00	3.000.000
	6.000.000	6.000.000	6.000.000,00			6.000.000
Suède	3.000.000	3.000.000	1.200.000	1.200.000	600.000	3.000.000
	3.000.000	3.000.000		3.000.000		3.000.000
	92.584	92.584		92.584		92.584
	5.664.202	5.664.202		5.664.202		5.664.202
Suisse	4.100.000	4.100.000	1.640.000,00	1.640.000,00	820.000,00	4.100.000
Royaume-Uni	3.000.000	3.000.000		3.000.000		3.000.000
	3.000.000	3.000.000			3.000.000,00	3.000.000
	7.500.000	7.500.000	3.500.000	2.000.000	2.000.000,00	7.500.000
	7.500.000	7.500.000	3.500.000	2.000.000	2.000.000,00	7.500.000
TOTAL DES CONTRIBUTIONS EXTÉRIEURES	623.158.002	623.158.002	281.404.688	101.001.850	240.751.464	623.158.002

Tableau 5 : Contributions au FFUE pour l'Afrique provenant des budgets de l'UE et du FED

II = Programme	Contributions pledged (EUR)	Contributions certifiées (EUR)				Contributions reçues (EUR)
	Toutes les fenêtres	Toutes les fenêtres	Attribution par fenêtre			31/12/2023 Total
			SAH (A)	HOA (B)	NOA (C)	
Reserve of the 11th EDF (38-801)	1.000.000.000	1.000.000.000	666.666.667	333.333.333		1.000.000.000
RIP West Africa 11th EDF (38-801)	200.000.000	200.000.000	200.000.000			200.000.000
RIP Central Africa 11th EDF (38-811)	10.000.000	10.000.000	10.000.000			10.000.000
RIP EASAI0 11th EDF (38-807)	50.000.000	50.000.000		50.000.000		50.000.000
NIP ET 11th EDF (38-807)	30.000.000	30.000.000		30.000.000		30.000.000
DG NEAR (admin credits)	500.000	500.000			500.000	500.000
DG NEAR - C(2016)3505; C(2017)2453; C(2017)8287; C(2019)3480; C(2020)3368; (2020)4581	411.211.675	411.211.675			411.211.675	365.811.675
DG NEAR - C(2016)7277	25.000.000	25.000.000			25.000.000	25.000.000
DG ECHO (C(2015)8936; C(2016) 8795, C(2017)8863, C(2019)17, C(2020)13)	50.000.000	50.000.000	20.000.000	20.000.000	10.000.000	50.000.000
SSP SS EDF (38-815)	86.400.000	86.400.000		86.400.000		86.400.000
El Nino Horn of Africa - DCI FOOD (39-550)	23.000.000	23.000.000		23.000.000		23.000.000
El Nino Horn of Africa - Reserve of the 11th EDF (39-736; C(2016)6843)	43.500.000	43.500.000		43.500.000		43.500.000
El Nino SAHEL DCI FOOD (C(2016)5207;39-550; contract n°2017/383-433)	10.000.000	10.000.000	10.000.000			10.000.000
El Nino SAHEL EDF (C(2016)6843; 39-650; contract n°2017/383-426)	25.000.000	25.000.000	25.000.000			25.000.000
DCI DEVCO B - MIGR (38-974)	25.000.000	25.000.000	10.000.000	10.000.000	5.000.000	25.000.000
Sudan Special Measure EDF (39-789)	100.000.000	100.000.000		100.000.000		100.000.000
Reserve of the 11th EDF (39-883)	500.000.000	500.000.000	368.000.000	132.000.000		500.000.000
DCI PANAF (38-855)	25.000.000	25.000.000	10.000.000	10.000.000	5.000.000	25.000.000
RIP EASAI0 - IGAD Peace and Security envelope EDF (C(2017)2395;386-661)	45.000.000	45.000.000		45.000.000		45.000.000
NIP Somalia EDF C(2017)1721 (039-896)	200.000.000	200.000.000		200.000.000		200.000.000

Tableau 5 : Contributions au FFUE pour l'Afrique provenant des budgets de l'UE et du FED

II = Programme	Contributions promises (EUR)	Contributions certifiées (EUR)				Contributions reçues (EUR)
	Toutes les fenêtres	Toutes les fenêtres	Attribution par fenêtre			31/12/2023 Total
			SAH (A)	HOA (B)	NOA (C)	
DG HOME AMIF	135.000.000	135.000.000	10.000.000	10.000.000	115.000.000	135.000.000
DCI MIGRATION (C(2017)6275)	230.000.000	230.000.000	140.000.000	60.000.000	30.000.000	230.000.000
DCI MIGRATION (C(2018)7642)	29.500.000	29.500.000	20.500.000	9.000.000		
DCI Food (C(2017)8765) CRIS 040-160	10.000.000	10.000.000		10.000.000		10.000.000
EDF Sudan - Contribution to the European Union Emergency Trust Fund C(2020)872 -(42611)	100.000.000	100.000.000		100.000.000		100.000.000
EDF Special Support Programme for South Sudan (C(2017)8337)	24.533.858	24.533.858		24.533.858		24.533.858
EDF Special Support Programme for South Sudan (C(2017)8337) (2019 Rider)	4.906.772	4.906.772		4.906.772		4.906.772
Reserve of the 11th EDF C(2018)4437	500.000.000	500.000.000	375.000.000	125.000.000		500.000.000
RIP and NIP 11th EDF C (2018) 5491	150.000.000	150.000.000		150.000.000		150.000.000
NIP for Eritrea (EDF) C(2019)2960	180.000.000	180.000.000		180.000.000		40.000.000
DG NEAR - C(2018)8220	27.733.626	27.733.626			27.733.626	27.733.626
DG NEAR (2019) 8959	50.717.716	50.717.716			50.717.716	50.717.716
PIN 11ième FED Niger C(2020) 2551	38.425.000	38.425.000	38.425.000			38.425.000
PIN 11ième FED Burkina Faso (C(2020)2938)	18.670.000	18.670.000	18.670.000			
PIN 11ième FED Mali C(2020)2549	15.000.000	15.000.000	15.000.000			
PIN 11ième FED Chad C (2020) 2550	2.500.000	2.500.000	2.500.000			2.500.000
EDF South Sudan C(2020)8530 (CRIS 042-949)	1.903.529	1.903.529		1.903.529		1.903.529
EDF transfer in favour of Mali C(2020)9198	60.000.000	60.000.000	60.000.000			
TOTAL DES CONTRIBUTIONS DE L'UE	4.438.502.176	4.438.502.176	1.999.761.667	1.758.577.492	680.163.017	4.129.932.176
	Contributions promises (EUR)	Contributions certifiées (EUR)				Contributions reçues (EUR)
	Toutes les fenêtres	Toutes les fenêtres	SAH (A)	HOA (B)	NOA (C)	TOTAL
TOTAL I+II			5.061.660.178	5.061.660.178	2.281.166.355	

Tableau 5 : Contributions au FFUE pour l'Afrique provenant des budgets de l'UE et du FED

III = Intérêts générés par les liquidités reçues sur le compte bancaire du fonds fiduciaire	
2015	2.292
2016	52.135
2017	1.631
2018	1.884
2019	-6.796
2020	-467.117
2021	-515.962
2022	-36.211
2023	2.947.419
Intérêts cumulés générés par les liquidités reçues sur le compte bancaire du fonds fiduciaire	1.979.275
TOTAL I+II+III	4.755.069.453

3.2 Montants du FFUE pour l'Afrique versés pendant la période considérée

Le tableau ci-dessous indique les montants payés au cours de la période considérée par modalité d'exécution budgétaire.

Tableau 6 : Total des paiements en 2023

	Total
	Montants (Millions d'euros)
Subventions en gestion directe	118.63
Soutien budgétaire	20.5
Passation de marchés en gestion directe	29.27
Gestion indirecte avec des organisations internationales	97.50
Gestion indirecte avec des agences de développement	63.10
Autres Contrats/Paiements	0.06
Instruments financiers - Paiements aux comptes fiduciaires	3.34
Budget UE - Délégations transversales à d'autres DGs	0
Dépenses Administratives	0
TOTAL	332.41

3.3 Administration du FFUE pour l'Afrique

Pour couvrir les coûts administratifs du FFUE pour l'Afrique (salaires et les coûts liés à la rémunération, aux missions et autres frais), 15,6 millions d'euros avait été prévus pour 2023.

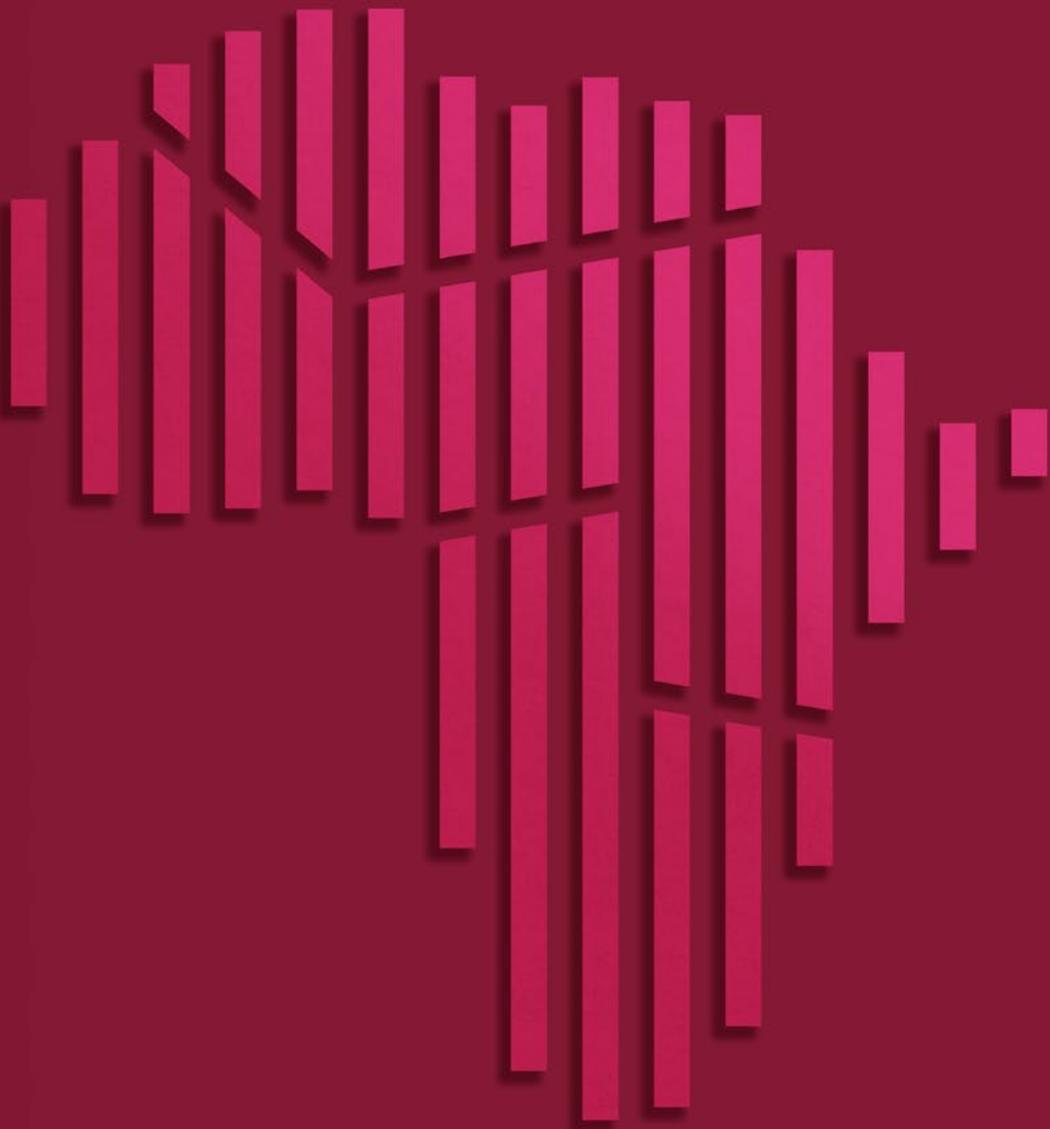
Tableau 7 : Estimation des coûts administratifs du FFUE pour l'Afrique en 2023* (euros)

Détail des coûts estimés*	
a) Salaires du personnel temporaire au siège de l'UE et dans les délégations de l'UE	10.248.315
b) Dépenses d'appui associées aux contrats du personnel (par ex. missions, formation, IT, infrastructure pour les délégations UE)	5.111.539
c) Autres coûts nécessaires pour la gestion globale du FFUE pour l'Afrique	202.407
TOTAL DES COÛTS ESTIMÉS	15.562.261

* Les montants finaux ne sont pas disponibles au moment de la publication

CHAPITRE 4

Gestion et contrôle interne



Le FFUE pour l'Afrique fonctionne avec le même système général de contrôle interne défini par la Commission.

Il a été décidé que le Règlement Financier de l'UE et les règles et procédures élaborées par la Direction Générale des Partenariats Internationaux (DG INTPA) de la Commission européenne pour la gestion et la mise en œuvre de ses opérations sont également applicables au FFUE pour l'Afrique.

Pour la fenêtre de l'Afrique du Nord, la Direction générale Voisinage et Négociations d'Elargissement (DG NEAR) bénéficie d'une sous-délégation de la DG INTPA afin que le Règlement Financier de l'UE et les règles et procédures développées par celle-ci pour la gestion et l'exécution de ses opérations soient applicables à cette fenêtre.

Une fois approuvées par le Comité Opérationnel, les actions sont mises en œuvre conformément aux procédures de mise en œuvre prévues par les règles et règlements applicables de la Commission, comprenant celles applicables au FED.

Conformément à l'Accord Constitutif du FFUE pour l'Afrique et compte tenu de son objectif d'opérer dans une situation de crise et d'après-crise, des procédures souples adaptées à l'environnement local sont utilisées pour garantir que le Fond soit efficace et réponde aux besoins identifiés. Ces procédures sont conformes aux dispositions du Règlement Financier et sont définies dans les guides financiers INTPA et NEAR. Leur utilisation doit être justifiée au cas par cas. Les deux directions générales tiennent un registre des exceptions, dérogations et autorisations préalables accordées au titre du FFUE pour l'Afrique comprenant aussi les cas de non-conformité détectés pendant l'année.

La mise en œuvre des projets est prévue en gestion directe lorsque le FFUE pour l'Afrique est l'autorité contractante et signe les contrats d'achat et de subvention ou en gestion indirecte lorsque la mise en œuvre du projet est déléguée à un tiers, notamment à une agence d'un État membre de l'UE ou à une organisation internationale. Les entités candidates auxquelles seront confiées des tâches d'exécution du budget doivent démontrer un niveau de gestion financière et de protection des intérêts financiers de l'UE équivalent à celui de la Commission. Les organisations internationales et les agences des États membres doivent fournir des déclarations de gestion sur l'utilisation des fonds qui leur sont confiés.

Des contrôles *ex-ante* sont effectués par le personnel du FFUE pour l'Afrique pour toutes les opérations/transactions effectuées dans le cadre du FFUE pour l'Afrique.

Conformément aux modèles contractuels et à la politique d'audit d'INTPA et de NEAR, des audits/vérifications des dépenses sont prévus dans les contrats ou peuvent être lancés par le FFUE pour l'Afrique de sa propre initiative sur la base d'une analyse des risques.

Le FFUE pour l'Afrique est inclus dans le plan d'audit annuel de la Direction Générale. Un total de 18 contrats/projets dans le cadre du FFUE pour l'Afrique ont été sélectionnés pour un audit et/ou une vérification financière lors du plan d'audit annuel de la DG INTPA 2023, dont 12 ont un audit en cours. Le FFUE pour l'Afrique est également inclus dans l'exercice "Taux d'erreur résiduel" (contrôles *ex-post*), tout comme d'autres programmes/instruments gérés par la DG INTPA et la DG NEAR.

Les comptes du FFUE pour l'Afrique font également l'objet d'un audit externe annuel.

Les managers du FFUE pour l'Afrique tiennent compte des rapports et recommandations des différents organes de contrôle, notamment du Service d'Audit Interne (IAS) et de la Cour des comptes, afin de fournir une évaluation de l'efficacité des processus de gestion des risques, de contrôle et de gouvernance, en plus des résultats des audits réalisés au niveau des contractants/bénéficiaires.

L'Office européen de Lutte Anti-Fraude (OLAF) exerce sur l'ensemble de l'EUTF pour l'Afrique, sur ses organes de gouvernance et sur les représentants des donateurs et sur les observateurs participant à ces organes compris, les mêmes pouvoirs que ceux qu'il exerce à l'égard des autres activités de la Commission.

4.1 Résultats du contrôle

Efficacité du contrôle en ce qui concerne la légalité et la régularité

Résultats des contrôles ex ante

A la fin de 2023, les contrôles ex ante avaient détecté un total de 9 488 683 euros de dépenses inéligibles, ce montant inéligible représente 1,85 % du total des décaissements de l'année.

Résultats des audits externes

Le taux d'exécution des plans d'audit annuels du FFUE pour l'Afrique est très bon avec le KPI 20 (Audit N) à 93,33 % et le KPI 21 (Audit N-1 et N-2) à 71,70 %.

Les audits externes et les vérifications des dépenses contractés par le FFUE pour l'Afrique ont identifié et signalé 0,33 % de dépenses inéligibles au cours de l'année 2023.

Les trois principales conclusions de l'audit sont l'absence ou l'insuffisance de pièces justificatives, les dépenses incluant la TVA ou d'autres taxes, ainsi que les dépenses dépassant le budget.

Prévention et détection de la fraude

Les fonds fiduciaires de l'UE sont inclus dans la stratégie antifraude de la DG de l'ordonnateur compétent. Par conséquent, le FFUE pour l'Afrique est soumis à la compétence de l'OLAF en matière de lutte antifraude et les règles de l'OLAF concernant la gestion des informations y afférentes s'appliquent.

4.2 Observations et recommandations du Service d'Audit Interne/Cour des Comptes Européenne

Un rapport sur un audit de performance du FFUE pour l'Afrique a été publié fin 2018. Le FFUE pour l'Afrique a accueilli favorablement les recommandations de la CCE et a pris les mesures appropriées pour les mettre en œuvre.

En avril 2023, la CCE a entamé un audit de performance du FFUE pour l'Afrique, qui devrait s'achever en 2024. Cet audit s'inscrit dans le prolongement de l'audit réalisé en 2018 et analysera également la mise en œuvre et les résultats des programmes financés par le FFUE pour l'Afrique, également sous une perspective des droits de l'homme.

Le service d'audit interne de la Commission n'a pas encore réalisé un rapport sur le FFUE pour l'Afrique.

4.3 Évaluation de l'efficacité des systèmes de contrôle interne

Le FFUE pour l'Afrique fonctionne dans le cadre du système général de contrôle interne établi par la Commission. Dans ce cadre, le FFUE pour l'Afrique a mis en place la structure organisationnelle et les systèmes de contrôle interne appropriés à la réalisation des objectifs de politique et de contrôle, conformément aux normes et compte tenu des risques liés à l'environnement dans lequel il opère.

Le suivi de la conformité et de l'efficacité des systèmes de contrôle interne a été assuré en permanence par les gestionnaires du FFUE pour l'Afrique et ajusté et complété si nécessaire.

Des exceptions et des dérogations sont appliquées si nécessaires et lorsqu'elles sont justifiées, comme permis par les procédures du FFUE. Elles comprennent les dérogations aux règles de nationalité et d'origine ainsi qu'une réduction du délai de présentation des offres. Des approbations pour les attributions directes de subventions ou les procédures négociées de marchés de services ont également été appliquées dans des cas justifiés. La majorité de ces procédures souples sont de préférence identifiées ab-initio et toutefois contenues dans le document d'action de chaque programme respectif soumis à l'approbation du Comité opérationnel compétent du FFUE pour l'Afrique.

Les exceptions, les dérogations, les autorisations préalables et les cas de non-conformité survenus au cours de la période considérée ont été enregistrés et documentés. Peu de cas d'événements non-conformes ont été détectés. Ils ont toutefois été identifiés, dûment corrigés et signalés.

Les gestionnaires du FFUE pour l'Afrique ont pris les mesures appropriées pour veiller à ce que les intérêts financiers de l'Union et des donateurs soient protégés par l'application de mesures préventives contre les irrégularités et la fraude, par des contrôles efficaces et, si des irrégularités ou une fraude sont détectées, par le recouvrement des montants indûment versés. Les contrats et accords signés avec des tiers autorisent la Commission à effectuer des contrôles sur place, à suspendre les paiements et la mise en œuvre des actions lorsque des irrégularités ou des fraudes graves sont constatées et à appliquer, le cas échéant, des sanctions contractuelles efficaces, proportionnelles et dissuasives.

CHAPITRE 5

Annexes



Annexe I – Liste des programmes, montants contractés et montants payés
(cumulés depuis le début du FFUE pour l'Afrique)

SAHEL ET LAC TCHAD					
Pays	Titre de l'action	Montant engagé (EUR)	Montant contracté (EUR)	Montant payé (EUR)	Montant à payer (EUR)
Burkina Faso	Retour de la confiance et renforcement des capacités sécuritaires au burkina faso (renforces burkina faso iii)	7.000.000	7.000.000	3.170.916	3.829.084
	Appui à la justice au burkina faso pour renforcer la lutte contre l'impunité au travers d'une justice plus accessible et efficace	10.000.000	9.800.000	8.228.975	1.571.025
	Tuuma - appui à la compétence professionnelle, l'entreprenariat et l'emploi des jeunes et des femmes dans les régions rurales du burkina faso	8.000.000	8.000.000	7.832.000	168.000
	Programme d'appui à l'emploi dans les zones frontalières et périphériques	7.000.000	6.964.130	6.964.130	0
	Renforcement de la gestion et de la gouvernance des migrations et le retour et la réintégration durable au burkina faso	8.300.000	8.297.285	8.297.285	0
	Programme lrrd de renforcement de la resilience des communautés vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans les zones frontalières septentrionales au burkina faso	30.000.000	29.908.389	29.879.610	28.779
	Insertion et stabilisation socio économique des jeunes et femmes dans la province du seno (région du sahel)	5.200.000	5.153.328	5.153.328	0
	Protection des jeunes dans les zones à risque au burkina faso à travers l'éducation et le dialogue.	9.000.000	9.000.000	8.528.668	471.332
	Prévention de l'extrémisme violent autochtone rebâtir une cohésion sociale au nord du burkina à travers un meilleur suivi de la radicalisation, la promotion du dialogue et la valorisation de l'économie pastorale	9.600.000	9.466.197	9.141.180	325.016
	Appui budgétaire pour la mise en œuvre du programme d'urgence sahel du burkina faso	75.000.000	74.497.567	74.497.567	0
	Programme d'appui à la gestion intégrée des frontières au burkina faso (pagif-bf)	30.000.000	29.944.070	29.944.070	0
TOTAL BURKINA FASO		199.100.000	198.030.965	191.637.729	6.393.236
Côte d'Ivoire	Appui à la mise en œuvre de la stratégie nationale de l'état civil et de l'identification de côte d'ivoire	5.000.000	4.949.740	4.388.932	560.808
	Programme de soutien et de relance à l'économie dans le contexte de la crise du covid 19 en côte d'ivoire	25.000.000	24.891.880	24.841.880	50.000
TOTAL CÔTE D'IVOIRE		30.000.000	29.841.620	29.230.812	610.808
Cameroun	Renforcement de la gestion et de la gouvernance des migrations et le retour et la réintégration durable au cameroun	3.300.000	3.300.000	3.300.000	0
	Resilience- programme de réponse à l'impact des mouvements de populations internes et externes dans les régions du septentrion du cameroun	20.000.000	19.841.744	19.841.744	0
	Projet d'investissement en appui au développement économique local dans l'extrême nord, favorisant l'emploi et l'insertion des jeunes (approche himo)	10.000.000	10.000.000	10.000.000	0
	Projet de promotion de l'emploi et renforcement de la résilience au nord cameroun (extrême-nord, nord et adamaoua)	7.000.000	7.000.000	7.000.000	0
TOTAL CAMEROUN		40.300.000	40.141.744	40.141.744	0

SAHEL ET LAC TCHAD					
Pays	Titre de l'action	Montant engagé (EUR)	Montant contracté (EUR)	Montant payé (EUR)	Montant à payer (EUR)
Ghana	Boosting green employment and enterprise opportunities in ghana	20.000.000	19.780.000	18.649.949	1.130.051
	Strengthening border security in ghana	5.000.000	4.840.000	3.244.121	1.595.879
TOTAL GHANA		25.000.000	24.620.000	21.894.070	2.725.930
Gambie	Digitalising the gambia - technical assistance to strengthen the ict sector	1.050.000	1.000.000	529.438	470.562
	Strengthening the management and governance of migration and the sustainable reintegration of returning migrants in the gambia	3.900.000	3.900.000	3.900.000	0
	Building a future - make it in the gambia	22.550.000	22.362.948	22.362.948	0
	The gambia youth empowerment scheme	11.000.000	11.000.000	11.000.000	0
TOTAL GAMBIE		38.500.000	38.262.948	37.792.386	470.562
Guinée	Améliorer la résilience des populations vulnérables de guinée	8.000.000	8.000.000	7.800.410	199.590
	Projet pilote d'amélioration du système d'état civil guinéen par l'effet catalyseur de la digitalisation	5.000.000	4.950.000	4.950.000	0
	Programme d'appui a l'integration socio-economique des jeunes (integra)	61.250.000	61.035.455	60.045.361	990.094
TOTAL GUINÉE		74.250.000	73.985.455	72.795.771	1.189.684
Mali	Common operational partnership (cop) mali	2.850.000	1.925.977	1.925.977	0
	Programme de soutien à la transition en république du mali (pst-ml) .	63.325.000	63.104.659	29.490.926	33.613.733
	Renforcement de la gestion et de la gouvernance des migrations et le retour et la réintégration durable au mali	15.000.000	14.680.000	14.680.000	0
	Programme d'appui au fonctionnement de l'état civil au mali: appui à la mise en place d'un système d'information sécurisé	25.000.000	25.000.000	24.921.816	78.184
	L'emploi des jeunes crée des opportunités, ici au mali.	20.000.000	19.393.059	19.393.059	0
	Programme de renforcement de la résilience des communautés, des ménages et des individus vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle au mali	25.000.000	24.341.049	24.341.049	0
	Renforcement des opportunités économiques et de la sécurité alimentaire des populations des régions de sikasso, kayes et koulikoro	13.576.233	12.763.185	12.763.185	0
	Relance de l'économie et appui aux collectivités ii	10.000.000	10.000.000	10.000.000	0
	Sécurité et développement au nord du mali-phase 2 (sdnm)	13.000.000	13.000.000	13.000.000	0
	Projet d'appui aux investissements de la diaspora malienne dans les régions d'origine	6.000.000	5.789.350	5.789.350	0
	Programme jeunesse et stabilisation (proj) régions du centre du mali	43.500.000	43.500.000	37.133.285	6.366.715
	Programme d'actions à impact rapide pour la stabilisation des régions du centre mali	8.100.000	7.978.552	7.841.787	136.764
	Programme d'appui au renforcement de la sécurité dans les régions de mopti et de gao et à la gestion des zones frontalières (parsec mopti-gao)	43.656.666	43.541.829	39.571.938	3.969.891
	Appui au développement économique local et à la prévention des conflits dans les régions de Tombouctou et Gao (adel)	13.000.000	13.000.000	13.000.000	0
TOTAL MALI		302.007.899	298.017.658	253.852.370	44.165.288

SAHEL ET LAC TCHAD					
Pays	Titre de l'action	Montant engagé (EUR)	Montant contracté (EUR)	Montant payé (EUR)	Montant à payer (EUR)
Mauritanie	Partenariat opérationnel conjoint pour la mauritanie (poc mauritanie)	4.550.000	4.500.000	2.230.441	2.269.559
	Contribuer au renforcement de la gouvernance et de la gestion des migrations et des frontières, et faciliter la protection, le retour et la réintégration durable de migrants en mauritanie	8.000.000	8.000.000	8.000.000	0
	Promotion de l'emploi et amélioration des conditions de vie des pêcheurs artisanaux côtiers, jeunes et femmes aux alentours des espaces naturels protégés du secteur nord de mauritanie	10.000.000	9.999.960	7.997.949	2.002.011
	Création d'emplois décents et consolidation de l'emploi existant pour les jeunes et potentiels migrants dans le secteur de la pêche artisanale	14.000.000	14.000.000	13.740.016	259.984
	Projet d'appui à la prévention de la radicalisation violente en république islamique de mauritanie	5.898.702	5.898.702	5.898.702	0
	Programme de renforcement de la résilience des communautés urbaines et rurales vulnérables en mauritanie	10.000.000	10.000.000	8.606.218	1.393.782
	Projet pecobat: amélioration de l'employabilité des jeunes et des capacités des pme par le développement du sous-secteur du btp en matériaux locaux et de la formation professionnalisante dans les chantiers écoles construction	3.200.000	3.183.427	3.183.427	0
	Renforcement des capacités pour une meilleure gestion de la migration afin de protéger l'enfance migrante contre l'exploitation et la traite	2.905.772	2.905.772	2.905.772	0
	L'ue pour le nexus sécurité-résilience-développement en mauritanie	25.000.000	24.853.582	24.756.146	97.437
TOTAL MAURITANIE		83.554.473	83.341.443	77.318.670	6.022.773
Niger	Création d'une équipe conjointe d'investigation (eci) pour la lutte contre les réseaux criminels liés au terrorisme	4.500.000	4.470.000	4.005.000	465.000
	Résilience agro-sylvo-pastorale, ouest niger	7.000.000	6.930.000	5.716.732	1.213.268
	Promoting employment to increase the economic resilience of the local communities in tillabery - west niger	8.000.000	7.860.000	7.859.999	1
	Soutien à la création d'un escadron polyvalent de la garde nationale du niger	4.500.000	4.450.000	4.445.350	4.650
	Renforcement de la gestion et de la gouvernance des Migrations et le retour durable au niger (sustainable return From niger -sureni)	15.000.000	15.000.000	15.000.000	0
	Plan d'actions à impact économique rapide à agadez (paiera)	7.780.067	7.780.067	7.780.067	0
	Soutien à la résilience institutionnelle et communautaire dans la région de diffa	12.000.000	12.000.000	12.000.000	0
	Migrant resource and response mechanism	6.999.893	6.999.893	6.999.893	0
	Renforcement de la gestion durable des conséquences des flux migratoires	32.000.000	31.950.000	31.950.000	0
	Projet d'appui aux filières agricoles dans les régions de tahoua et agadez	30.000.000	30.000.000	30.000.000	0
	Appuyer la formation et l'insertion professionnelle des jeunes filles et garçons des régions d'agadez et zinder en vue de contribuer au développement socioéconomique des deux régions	6.210.000	6.210.000	6.210.000	0
Projet intégré d'appui à la résilience des populations vulnérables réfugiées, déplacées, retournées et hôtes de la région de diffa, niger	10.000.000	10.000.000	9.830.986	169.014	

SAHEL ET LAC TCHAD					
Pays	Titre de l'action	Montant engagé (EUR)	Montant contracté (EUR)	Montant payé (EUR)	Montant à payer (EUR)
Niger	Creation d'emplois et d'opportunités économiques a travers une gestion durable de l'environnement dans les zones de transit et départ au niger	29.550.000	29.550.000	26.195.935	3.354.065
	Création d'une équipe conjointe d'investigation (eci) pour la lutte contre les réseaux criminels liés à l'immigration irrégulière, la traite des êtres humains et le trafic des migrants.	11.339.205	11.339.205	11.339.205	0
	Stabilisation et renforcement socio-économique des populations affectées par la migration irrégulière dans les zones de transit au niger	7.600.000	7.265.192	6.319.612	945.579
	Appui budgétaire à la justice, sécurité intérieure et gestion des frontières au niger	100.878.992	100.611.098	97.253.661	3.357.437
TOTAL NIGER		293.358.157	292.415.455	282.906.441	9.509.014
Nigeria	T05-eutf-sah-ng-09	50.000.000	49.845.801	49.632.001	213.800
	Strengthening migration governance in nigeria and sustainable reintegration of returning migrants	15.500.000	15.500.000	15.500.000	0
	Preventing violent extremism through alternative narratives (pve-tan)	2.400.000	2.400.000	2.160.000	240.000
	Trengthening psychosocial support, mental health, reintegration and protection services for children in borno, including children associated with boko haram.	4.500.000	4.500.000	4.500.000	0
	Eu support to response, recovery and resilience in borno state	20.000.000	20.000.000	19.000.000	1.000.000
	Linking relief, rehabilitation and development and promoting the stability and safety of communities in displacement in north east nigeria	11.223.880	11.223.880	11.223.880	0
	Investing in the safety and integrity of nigerian girls (i-sing)	3.326.027	3.326.027	3.326.027	0
	Enhancing state and community level conflict management capability in north eastern nigeria	21.000.000	21.000.000	20.756.145	243.855
TOTAL NIGERIA		127.949.907	127.795.708	126.098.053	1.697.655
Sénégal	T05-eutf-sah-sn-09 pasped: programme de contraste à la migration illégale à travers l'appui au secteur privé et à la création d'emplois au sénégal.	14.303.200	14.303.200	14.303.200	0
	Renforcement de la gestion et de la gouvernance des migrations, retour et réintégration durable au sénégal et accompagnement des investissements de la diaspora sénégalaise	27.900.000	27.900.000	26.837.462	1.062.538
	Projet de renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans la région de matam	1.100.000	1.015.391	1.015.391	0
	Programme d'appui au renforcement du système d'information de l'état civil et à la création d'un fichier national d'identité biométrique.	28.000.000	27.668.837	24.777.349	2.891.488
	Projet d'appui à la réduction de l'emigration rurale et à la réintégration dans le bassin arachidier par le développement d'une économie rurale sur base des périmètres irrigués.	18.000.000	18.000.000	17.924.869	75.131
	Amélioration de la réponse des communautés les plus vulnérables face aux crises nutritionnelles et alimentaires dans les départements de podor, ranérou, matam et kanel.	8.000.000	8.000.000	8.000.000	0
	Normalisation des conditions de vie des populations directement affectées par le conflit en casamance	4.500.000	4.500.000	4.500.000	0

SAHEL ET LAC TCHAD					
Pays	Titre de l'action	Montant engagé (EUR)	Montant contracté (EUR)	Montant payé (EUR)	Montant à payer (EUR)
Sénégal	Pacersen: projet d appui a la reduction de la migration a travers la creation d'emploi ruraux au senegal, par la mise en place de fermes agricoles villageoises et individuelles (fermes natangees) dans des regions a haute potentialite	18.732.871	18.732.871	18.732.871	0
	Développer l'emploi au sénégal: renforcement de la compétitivité des entreprises et de l'employabilité dans les zones de départ	40.108.734	39.410.661	39.410.661	0
	Partenariat opérationnel conjoint (poc) de lutte contre l'immigration irrégulière et le trafic de migrants au sénégal	9.000.000	9.000.000	7.278.421	1.721.579
TOTAL SÉNÉGAL		169.644.805	168.530.960	162.780.224	5.750.737
Tchad	Securite et gestion des frontieres (secgef)	8.250.000	8.250.000	8.250.000	0
	Appui à la formation et à la sécurité publique au tchad	10.000.000	9.998.678	9.998.678	0
	Appui au déminage, à la protection sociale et au développement des personnes vulnérables	23.000.000	22.849.977	22.835.662	14.315
	Programme de developpement inclusif dans les zones d'accueil (diza)	15.000.000	14.830.290	14.030.290	800.000
	Resilience et emploi au lac tchad (reste)	25.847.058	25.788.956	25.775.614	13.342
	Projet de renforcement de la résilience et de la cohabitation pacifique au tchad (prcpt)	22.250.000	22.250.000	22.250.000	0
	Soutien a l insertion socio-professionnelle des jeunes tchadiens en situation de vulnérabilité	10.300.000	10.300.000	10.300.000	0
TOTAL TCHAD		114.647.058	114.267.901	113.440.244	827.657
Régional	Crialces - reponse a la crise alimentaire au centre sahel: support nutritionnel et relevement	20.000.000	19.900.000	19.900.000	0
	Radio jeunesse sahel - appui europeen à la phase de demarrage de la radio	2.050.000	2.000.000	1.834.367	165.633
	Contribution au financement du secrétariat de la coalition pour le sahel (scs)	510.000	500.000	495.769	4.231
	Création d'emplois équitables et développement durable de microentreprises à travers la gestion responsable et éthique de chaines de valeur spécifiques liées aux secteurs de la mode, du « lifestyle » et de l'aménagement d'intérieur	10.000.000	10.000.000	10.000.000	0
	Strengthening the management and governance of migration and the sustainable reintegration of returning migrants in ivory coast, ghana, guinea and guinea bissau	13.930.000	13.927.598	13.927.598	0
	Resilac: redressement economique et social inclusif du lac tchad	31.100.000	31.100.000	31.100.000	0
	Renforcement de la résilience des populations déplacées par l'instabilité au nord-mali et soutien à la coexistence pacifique entre communautés	20.000.000	20.000.000	20.000.000	0
	La voix des jeunes du sahel	2.200.000	2.172.174	2.172.174	0
	Appui a la cooperation regionale des pays du g5 et au college sahelien de securite	7.200.000	7.200.000	7.176.970	23.030
	Support to the strengthening of police information systems in the broader west africa region (wapis)	8.000.000	8.000.000	5.749.169	2.250.831
	Ipdev2 : soutenir les entrepreneurs et les très petites et moyennes entreprises (tpme) en afrique de l'ouest	15.800.000	15.500.000	14.069.510	1.430.490
	Appui a la lutte contre la traite des personnes dans les pays du golfe de guinee	17.400.000	17.400.000	17.400.000	0
	Appui à la protection des migrants les plus vulnérables en afrique de l'ouest	20.000.000	20.000.000	17.703.503	2.296.497

SAHEL ET LAC TCHAD					
Pays	Titre de l'action	Montant engagé (EUR)	Montant contracté (EUR)	Montant payé (EUR)	Montant à payer (EUR)
Régional	Protection and sustainable solutions for migrants and refugees along the central mediterranean route	125.000.000	125.000.000	125.000.000	0
	Modernizing and strengthening secure identity chains and documental security (gestdoc)	5.000.000	5.000.000	4.603.910	396.090
	Archipelago: an african-european tvet initiative	15.000.000	15.000.000	13.500.000	1.500.000
	Monitoring and learning system for the eutf sahel and lake chad	5.000.000	4.995.000	3.588.823	1.406.177
	Gar-si sahel (groupes d'action rapides-surveillance et intervention au sahel)	74.175.338	73.045.598	70.529.180	2.516.418
	La voix des jeunes du sahel - dialogue entre jeunes et institutions au sahel (phase ii)	5.000.000	5.000.000	5.000.000	0
	Programme d'urgence pour la stabilisation des espaces frontaliers du g5 sahel	147.479.592	145.101.500	123.375.180	21.726.320
	Contribution au financement de l'unité de coordination de l'alliance sahel (uca)	2.400.000	2.400.000	2.399.978	22
	Eu support to the united nations development programme (undp) ` regional stabilisation facility for lake chad (rsf)	5.000.000	5.000.000	4.886.197	113.803
	Appui aux forces de sécurité des pays membres du g5 sahel pour la lutte contre l'impunité et le renforcement de leurs liens avec les populations	22.400.000	22.340.040	19.329.256	3.010.784
	Programme d'appui au g5 pour la sécurité au sahel (pags) phase ii	10.000.000	9.976.523	8.301.327	1.675.196
	TOTAL RÉGIONAL		584.644.930	580.558.433	542.042.910
Multifenêtre	Research and evidence facility for the sahel and lake chad region and the north of africa (slc window)	14.650.000	14.613.236	12.673.140	1.940.096
	Technical cooperation facility (slc window + 60 % reg)	11.518.324	7.740.704	6.416.007	1.324.696
	Protection and sustainable solutions for migrants and refugees along the central mediterranean route (slc window)	88.975.000	88.975.000	88.975.000	0
	Erasmus national agencies - west africa trust fund - h4	10.000.000	10.000.000	10.000.000	0
	Erasmus national agencies - west africa trust fund - h4	5.913.710	5.913.710	5.878.710	35.000
TOTAL MULTIFENÊTRE		131.057.034	127.242.650	123.942.858	3.299.792
TOTAL		2.214.014.263	2.197.052.940	2.075.874.283	121.178.657
	Decommitted funds used for administrative activites (e.G monitoring, evaluation, audit)	0	0	0	0
TOTAL GÉNÉRAL SAHEL ET LAC TCHAD		2.214.014.263	2.197.052.940	2.075.874.283	121.178.657

*Ces chiffres comprennent les montants qui ont été dégagés ainsi que les fonds récupérés. Certains d'entre eux ont été "réengagés", contractés et payés. Un recouvrement couvre les fonds qui ont été contractés et payés à un contractant et qui sont reversés à l'autorité contractante, c'est-à-dire la Commission européenne.

**Un contrat (255 925 euros) et des paiements (185 143,75 euros) supplémentaires ont été effectués pour l'audit financier annuel du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique. Ces contrats et paiements ne figurent pas dans la présente Annexe I.

CORNE DE L'AFRIQUE					
Pays	Titre de l'action	Montant engagé (EUR)	Montant contracté (EUR)	Montant payé (EUR)	Montant à payer (EUR)
Djibouti	Professionaliser Les Jeunes Et Les Professionnels Du Secteur Dans La Filiere Transport-Logistique-Portuaire	10.000.000	10.000.000	10.000.000	0
	Solutions perennes pour les populations hotes, les refugies et les migrants les plus vulnerables (CRRF)	20.403.634	20.403.634	19.770.018	633.616
	Autonomisation et épanouissement des réfugiés via l'éducation, l'accès aux services de protection sociale et les opportunités économiques	7.890.000	7.740.000	5.485.000	2.255.000
TOTAL DJIBOUTI		38.293.634	38.143.634	35.255.018	2.888.616
Érythrée	Reconnecting Eritrea and Ethiopia through rehabilitation of the main arterial roads in Eritrea – Phase 2	15.000.000	15.000.000	15.000.000	0
	Strengthening Eritrea's National Statistics and Macro-economic Statistics Systems (SENS)	1.017.284	1.017.284	1.017.284	0
	Provision of international air services for humanitarian and development actors in Eritrea	450.000	450.000	450.000	0
	Reconnecting Eritrea and Ethiopia through rehabilitation of the main arterial roads in Eritrea	19.179.950	19.179.950	19.179.950	0
TOTAL ÉRYTHRÉE		35.647.234	35.647.234	35.647.234	0
Ethiopie	Stemming irregular migration in northern & central Ethiopia - SINCE	19.877.044	19.877.044	19.877.044	0
	Building resilience to impacts of El Niño through integrated complementary actions to the EU resilience building programme in Ethiopia (RESET plus)	27.330.349	27.180.349	24.259.387	2.920.962
	Stimulating economic opportunities and job creation for refugees and host communities in Ethiopia in support of the Comprehensive Refugee Response	14.750.000	14.614.661	12.465.912	2.148.749
	Shire alliance: energy access for host communities and refugees	3.050.000	3.050.000	2.867.097	182.903
	Leather initiative for sustainable employment creation (LISEC)	13.750.000	13.502.500	11.398.087	2.104.412
	Regional Development and Protection Programme in Ethiopia (RDPP)	28.696.259	28.696.259	28.696.259	0
	Sustainable reintegration support to Ethiopian returnees from Europe	15.150.000	15.000.000	13.500.000	1.500.000
	Resilience building and creation of economic opportunities in Ethiopia (RESET II)	45.934.542	45.639.344	45.580.236	59.108
	Ethiopia job compact sector reform and performance contract	30.000.000	30.000.000	30.000.000	0
	Decentralisation of Disaster Risk Management in Ethiopia	33.500.000	33.245.122	28.197.127	5.047.995
	Stability and socio-economic development for vulnerable and marginalised communities in the Tigray region of Ethiopia	6.000.000	5.890.000	1.813.376	4.076.624
Promoting stability and strengthening basic service delivery for host communities and displaced population in Gambella Regional State (GRS) of Ethiopia	13.000.000	12.840.000	9.954.000	2.886.000	
TOTAL ETHIOPIE		251.038.194	249.535.279	228.608.525	20.926.754
Kenya	Kenya-EU partnership for the implementation of the Kenya CVE strategy	5.500.000	5.300.000	4.753.091	546.909
	Regional Development and Protection Programme in Kenya: Support to the Kalobeyei development programme	14.777.689	14.777.689	14.777.689	0

CORNE DE L'AFRIQUE					
Pays	Titre de l'action	Montant engagé (EUR)	Montant contracté (EUR)	Montant payé (EUR)	Montant à payer (EUR)
Kenya	Piloting private sector solutions for refugees and host communities in North-West Kenya	5.000.000	4.850.000	4.850.000	0
	Conflict prevention, peace and economic opportunities for the youth	15.000.000	14.398.043	14.398.043	0
	Enhancing self-reliance for refugees and host communities in Kenya	33.270.000	32.857.202	29.573.289	3.283.913
TOTAL KENYA		73.547.689	72.182.934	68.352.113	3.830.822
Somalie	RESTORE - Building resilience in northern Somalia	13.000.000	12.476.328	10.211.926	2.288.074
	RESTORE 2 - Building resilience	10.000.000	9.900.000	9.225.603	674.397
	Enhancing security and the rule of law in Somalia	45.000.000	44.542.922	40.648.738	3.894.184
	Promoting a culture of tolerance and dialogue in Somalia	5.000.000	4.900.000	4.062.203	837.797
	Somalia operational support (air transport) services	8.073.542	8.012.435	7.844.272	168.163
	Somalia state and resilience building contract	107.400.000	106.921.065	106.359.964	561.101
	Inclusive Local Economic Development - ILED	98.200.000	97.811.179	85.564.638	12.246.542
	Enhancing Somalia's responsiveness to the management and reintegration of mixed migration flows (RE-INTEG)	55.000.000	54.308.358	51.442.818	2.865.540
TOTAL SOMALIE		341.673.542	338.872.288	315.360.161	23.512.127
Soudan du Sud	Impact South Sudan	31.662.477	31.659.701	31.659.701	0
	Rural Development: feeder roads to strengthen the livelihoods and resilience of rural communities	35.900.000	35.750.000	27.607.674	8.142.326
	Women Empowerment	4.951.982	4.821.982	3.113.138	1.708.844
	Job Creation and Trade Development for South Sudan	4.974.973	4.849.973	3.870.207	979.766
	Strengthening the livelihoods resilience of pastoral and agro-pastoral communities in South Sudan's cross-border areas with Sudan, Ethiopia, Kenya and Uganda	27.730.000	25.666.047	25.666.047	0
	Education in emergency programme in four former states in South Sudan	22.388.981	22.258.356	22.236.733	21.623
	Rural development: Strengthening smallholders resilience SORUDEV SSR	14.900.000	14.881.850	13.302.855	1.578.995
	Technical Cooperation Facility South Sudan	2.972.000	2.924.778	2.864.772	60.005
	Health Pooled Fund 2	20.000.000	20.000.000	20.000.000	0
	Building Sustainable Peace and Reconciliation in South Sudan	4.975.000	4.850.000	3.539.206	1.310.794
	Support to stabilisation through improved resource, economic, and financial management in South Sudan	715.429	715.429	715.429	0
	Support to health services in South Sudan	23.800.000	23.650.000	23.577.342	72.658
	Outreach – Support to students in hard to reach areas in South Sudan	14.999.996	14.899.996	13.232.663	1.667.333
TOTAL SOUDAN DU SUD		209.970.838	206.928.111	191.385.767	15.542.344
Soudan	EU OPM Sudan – Support to the Office of the Prime Minister	7.000.000	6.900.000	2.141.758	4.758.242
	EU support for a Social Protection System in Sudan	34.870.000	34.700.000	33.691.964	1.008.036
	Humanitarian-Development Nexus: Strengthening preparedness and response of the health system addressing the COVID-19 Pandemic in Sudan	20.200.000	20.050.000	8.574.565	11.475.435

CORNE DE L'AFRIQUE					
Pays	Titre de l'action	Montant engagé (EUR)	Montant contracté (EUR)	Montant payé (EUR)	Montant à payer (EUR)
Soudan	EU support for the Family Support Programme and for the consolidation of social protection in Sudan	65.000.000	65.000.000	65.000.000	0
	Sudan - Support to the Economic transition	31.970.000	31.850.000	3.834.210	28.015.790
	Support to sustainable peace, rule of law and human rights during Sudan's democratic transition towards transparent, inclusive and credible elections	10.000.000	9.900.000	6.693.220	3.206.780
	Education Quality Improvement Programme 2 (EQUIP 2)	19.874.875	19.751.940	8.988.581	10.763.359
	Sudan – Support to Economic Opportunities for Youth and Women	40.000.000	39.700.000	11.640.133	28.059.867
	Improving nutrition and reducing stunting in eastern Sudan through an integrated nutrition and food security approach	26.000.000	26.000.000	19.862.014	6.137.986
	Education Quality Improvement Programme in Sudan (EQUIP-Sudan)	21.063.243	21.027.398	20.853.905	173.493
	Livestock Epidemio-Surveillance Project to Support Livelihoods of Vulnerable Rural Smallholders and Pastoralists (LESP SLSP)	8.820.000	8.750.000	6.403.812	2.346.188
	Mitigate the effect of El Niño for the host and IDP population in Red Sea, White Nile and North Darfur, Sudan	7.572.549	7.572.549	7.572.549	0
	Wadi el Ku integrated catchment management project (phase 2)	10.000.000	10.000.000	9.736.920	263.080
	Technical Cooperation Facility for Sudan 2018-2020	4.800.000	4.736.650	3.827.559	909.091
	PROTECT - Protection of persons of concern and vulnerable migrants	3.820.000	3.800.000	2.232.450	1.567.550
	Integrated measures to promote rural-urban value addition and employment (IMPROVE-EU) -East Sudan	8.000.000	8.000.000	7.047.437	952.563
	Fostering smallholder capacities and access to markets in food insecure areas in Darfur	8.000.000	8.000.000	7.200.000	800.000
	Regional Development and Protection Programme in Sudan: Enhancing alternatives to first and secondary movement from Sudan (RDPP)	15.000.000	14.897.403	12.531.494	2.365.909
	Humanitarian Development Nexus: Simple, Spatial, Survey Method (S3M) for Sudan	1.000.000	1.000.000	1.000.000	0
	Youth, Employment, Skills (YES)	15.000.000	14.955.000	10.208.326	4.746.674
	Provision of air services to allow access for humanitarian and development actors in Sudan	1.460.000	1.460.000	1.460.000	0
	Strengthening resilience for refugees, IDPs, and host communities in Eastern Sudan	11.960.000	11.845.810	11.845.810	0
	Strengthening resilience for IDPs, returnees, and host communities in West Darfur	6.998.988	6.994.728	6.961.284	33.444
	Greater stability in eastern Sudan through better and more informed decision-making in food security	6.000.000	6.000.000	5.158.889	841.111
	Humanitarian Development Nexus: Building Resilient Communities in West Kordofan (BRICK)	10.000.000	10.000.000	5.631.725	4.368.275
	EU support for the Family Support Programme and for the consolidation of social protection in Sudan	15.000.000	15.000.000	15.000.000	0
Integrating refugee children into the Sudanese Education System	25.000.000	24.850.000	8.048.383	16.801.617	
HDN: Strengthening a Decentralized Health System for protracted displaced populations in North and South Darfur (HealthPro)	15.000.000	14.871.475	10.711.814	4.159.661	
TOTAL SOUDAN		449.409.655	447.612.952	313.858.800	133.754.152

CORNE DE L'AFRIQUE					
Pays	Titre de l'action	Montant engagé (EUR)	Montant contracté (EUR)	Montant payé (EUR)	Montant à payer (EUR)
Ouganda	Regional Development and Protection Programme: support programme to the refugees settlements and host communities in northern Uganda (SPRS-NU)	23.000.000	22.300.097	21.474.972	825.125
	Response to Increased Environmental Degradation and Promotion of Alternative Energy Sources in Refugee Hosting Districts	9.900.000	9.700.000	7.488.285	2.211.716
	Strengthening social cohesion and stability in slum populations	4.300.000	4.128.632	4.128.632	0
	Response to increased demand on government service and creation of economic opportunities (RISE)	20.000.000	19.935.074	19.035.074	900.000
	Security, Protection and Economic Empowerment in Uganda (SUPREME)	18.000.000	17.800.000	14.288.326	3.511.674
TOTAL OUGANDA		75.200.000	73.863.803	66.415.288	7.448.515
Régional	Towards free movement of persons and transhumance in the IGAD region	14.753.909	14.702.908	14.325.325	377.582
	Strengthening IGAD's ability to promote resilience in the Horn of Africa	4.338.288	3.961.421	3.961.421	0
	Delivering durable solutions to forced displacement in the IGAD region through the implementation of the global compact on refugees (GCR)	3.000.000	2.800.000	1.521.067	1.278.933
	Better Migration Management Programme (Khartoum Process)	40.000.000	40.000.000	40.000.000	0
	Better Migration Management Programme Phase II	30.000.000	30.000.000	30.000.000	0
	Self-reliance of South Sudanese refugees in DRC	3.000.000	3.000.000	2.700.000	300.000
	Research and Evidence Facility	6.600.000	6.517.306	4.738.855	1.778.451
	Facility on sustainable and dignified return and reintegration in support of the Khartoum Process	60.950.000	60.950.000	60.747.117	202.883
	Monitoring and Learning System for the EUTF Horn of Africa	6.900.000	6.623.993	5.272.349	1.351.643
	Disrupting criminal trafficking and smuggling networks	5.000.000	4.900.000	4.899.965	35
	CRRF: Inclusive Urban Development and Mobility	8.200.000	8.200.000	7.440.000	760.000
	CRRF DIRECT - Displacement responses through regional cooperation and technical exchange	13.000.000	12.800.000	10.644.158	2.155.842
	Collaboration in cross-border areas	67.015.000	66.106.844	64.037.382	2.069.462
	IGAD Promoting peace and stability in the Horn of Africa	33.000.000	32.848.924	32.329.191	519.733
	Enhancing protection, lifesaving assistance and sustainable solutions for evacuees from Libya through the Emergency Transit Mechanism in Rwanda	12.500.000	12.500.000	12.500.000	0
Regional Operational Centre in support of Khartoum Process and AU-Horn of Africa initiative (ROCK))	4.930.785	4.930.785	4.930.785	0	
TOTAL RÉGIONAL		313.187.981	310.842.179	300.047.615	10.794.564
Multifenêtre	Technical Cooperation Facility (TCF)	5.475.656	4.623.521	3.173.567	1.449.953
	Protection and sustainable solutions for migrants and refugees along the Central Mediterranean route	25.000.000	25.000.000	25.000.000	0
	Erasmus+ in West Africa and the Horn of Africa	3.900.100	3.900.100	3.900.100	0
TOTAL MULTIFENÊTRE		34.375.756	33.523.621	32.073.667	1.449.954
TOTAL		1.822.344.523	1.807.152.035	1.587.004.186	220.147.848
	De-committed funds used for administrative activities (e.g monitoring, evaluation, audit)	53.400	53.400	34.400	19.000
TOTAL GÉNÉRAL CORNE DE L'AFRIQUE		1.822.397.923	1.807.205.435	1.587.038.586	220.166.848

*Ces chiffres comprennent les montants qui ont été dérogés ainsi que les fonds récupérés. Certains d'entre eux ont été "réengagés", contractés et payés. Un recouvrement couvre les fonds qui ont été contractés et payés à un contractant et qui sont reversés à l'autorité contractante, c'est-à-dire la Commission européenne.

**Un contrat (255 925 euros) et des paiements (185 143,75 euros) supplémentaires ont été effectués pour l'audit financier annuel du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique. Ces contrats et paiements ne figurent pas dans la présente Annexe I.

AFRIQUE DU NORD					
Pays	Titre de l'action	Montant engagé (EUR)	Montant contracté (EUR)	Montant payé (EUR)	Montant à payer (EUR)
Libye	Strengthening protection and resilience of displaced populations in Libya	6.900.000	6.814.794	6.814.794	-
	Managing mixed migration flows in Libya through expanding protection space and supporting local socio-economic development	90.000.000	89.083.271	88.887.075	196.196
	Supporting protection and humanitarian repatriation and reintegration of vulnerable migrants in Libya	19.800.000	19.792.993	19.792.993	-
	Support to integrated border and migration management in Libya - Phase 1	42.223.927	42.223.927	27.279.629	14.944.298
	Recovery, Stability and socio-economic development in Libya	50.000.000	50.000.000	50.000.000	-
	TOP UP: Integrated approach to protection and emergency assistance to vulnerable and stranded migrants in Libya	29.000.000	29.000.000	29.000.000	-
	Support to integrated border and migration management in Libya - Phase 2	16.800.000	16.800.000	15.632.089	1.167.911
	TOP UP: Managing mixed migration flows: Enhancing protection and assistance for those in need in Libya	23.000.000	22.991.483	22.991.483	-
	TOP UP: Strengthening Local Capacities for Resilience and Recovery	18.000.000	18.000.000	18.000.000	-
	Managing mixed migration flows in Libya: Local governance and socio-economic development pillar	17.000.000	17.000.000	17.000.000	-
	Managing mixed migration flows in Libya: Protection, health assistance, resilience and community engagement	30.200.000	30.200.000	30.200.000	-
	Protecting most vulnerable populations from the COVID 19 pandemic in Libya	23.100.000	23.100.000	23.071.485	28.515
	Recovery, Stability and Socio-Economic Development in Libya – Phase 2 (RSSD 2)	26.120.000	26.120.000	24.794.949	1.325.051
TOTAL LIBYE		392.143.927	391.126.468	373.464.497	17.661.971
Maroc	Vivre ensemble sans discrimination: une approche basée sur les Droits de l'Homme et la dimension de genre	5.500.000	5.500.000	4.823.162	676.838
	Empowerment juridique des personnes migrantes	4.580.000	4.580.000	4.580.000	-
	Assistance aux personnes migrantes en situation de vulnérabilité	6.459.771	6.459.771	5.661.850	797.921
	Déploiement des Politiques Migratoires au Niveau Régional	8.000.000	8.000.000	4.719.440	3.280.560
	Soutien à la gestion intégrée des frontières et de la migration au Maroc	44.000.000	44.000.000	43.599.933	400.067
	Coopération Sud-Sud en matière de migration	8.613.500	8.613.500	8.109.392	504.108
	Appui aux actions des autorités marocaines sur la gestion des flux migratoires, y inclus le renforcement de la gestion intégrée des frontières, la lutte contre les réseaux facilitant les flux migratoires irréguliers pour améliorer la protection des migrants et la sensibilisation des jeunes aux risques de la migration irrégulière	99.393.564	99.393.564	98.718.599	674.965
TOTAL MAROC		176.546.835	176.546.835	170.212.377	6.334.459
Tunisie	Favoriser la mise en œuvre de la stratégie nationale migratoire de la Tunisie	12.800.000	12.800.000	12.382.415	417.585
	Programme Gouvernance Stratégie Migration Tunisien (ProGreS Migration)	5.700.000	5.700.000	2.830.158	2.869.842
	Action pour la protection des personnes migrantes en situation de vulnérabilité	4.320.000	4.320.000	2.907.714	1.412.286
TOTAL TUNISIE		22.820.000	22.820.000	18.120.287	4.699.713
Egypte	Enhancing the response to migration challenges in Egypt (ERMCE)	60.000.000	60.000.000	47.570.246	12.429.754
TOTAL EGYPTTE		60.000.000	60.000.000	47.570.246	12.429.754

AFRIQUE DU NORD					
Pays	Titre de l'action	Montant engagé (EUR)	Montant contracté (EUR)	Montant payé (EUR)	Montant à payer (EUR)
Régional	Regional Development and Protection Programme in the North of Africa - Development Pillar - Phase 2	9.724.666	9.724.666	9.724.666	-
	Mediterranean CITY-TO-CITY Migration (MC2CM) - Phase II	6.660.000	6.660.000	6.446.030	213.970
	Technical Cooperation Facility (TCF): Formulation of programmes, Implementation of the Monitoring and Evaluation Framework, and Communication activities	4.429.142	4.259.238	4.259.238	-
	Dismantling the criminal networks operating in North Africa and involved in migrant smuggling and human trafficking	15.000.000	15.000.000	15.000.000	-
	Towards a Holistic Approach to Labour Migration Governance and Labour Mobility in North Africa	20.000.000	20.000.000	19.581.630	418.370
	Border Management Programme for the Maghreb region (BMP-Maghreb)	65.000.000	65.000.000	60.395.999	4.604.001
	Regional Development and Protection Programme in the North of Africa - Development Pillar - Phase 3	12.000.000	11.999.986	10.876.702	1.123.284
	Enhancing self-reliance and access to rights for refugees and asylum-seekers in North Africa	11.500.000	11.500.000	11.500.000	0
	Technical Cooperation Facility (TCF): Formulation of programmes, Implementation of the Monitoring and Evaluation Framework, Communication and Research activities	4.200.000	4.068.606	3.697.742	370.864
	MEETAfrica Mobilisation européenne pour l'entrepreneuriat en Afrique - Phase 2	5.000.000	5.000.000	1.655.687	3.344.313
	EU-IOM Joint Initiative in North Africa - Top up to Voluntary Humanitarian Return and Reintegration Assistance	24.000.000	24.000.000	24.000.000	0
	Durable solutions for Refugee Unaccompanied and Separated Children (Libya and Egypt) and Family Reunification	3.700.000	3.700.000	3.700.000	0
	Technical Cooperation Facility (TCF): Formulation of programmes, Implementation of the Monitoring and Evaluation Framework and Research activities	7.800.000	7.662.624	5.602.700	2.059.924
	Fast track emergency response to COVID-19 in NoA countries for the most vulnerable populations	10.000.000	10.000.000	10.000.000	0
	Pour une approche holistique de la gouvernance de la migration de main d'œuvre et la mobilité en Afrique du Nord – THAMM Phase II	6.000.000	6.000.000	2.029.080	3.970.920
Facility for Migrant Protection and Reintegration in North Africa	10.000.000	10.000.000	10.000.000	0	
TOTAL RÉGIONAL		215.013.808	214.575.119	198.469.472	16.105.647
Multifenêtre	Protection and sustainable solutions for migrants and refugees along the Central Mediterranean route	32.000.000	32.000.000	32.000.000	0
	Research and Evidence Facility for the Sahel and Lake Chad Region and the North of Africa	5.500.000	5.298.222	4.799.990	498.232
	TECHNICAL COOPERATION FACILITY plus REG re-allocation	1.000.000	842.330	541.856	300.474
TOTAL MULTIFENÊTRE		38.500.000	38.140.552	37.341.846	798.706
TOTAL		905.024.570	903.208.974	845.178.725	58.030.249
	De-committed funds used for administrative activities (e.g. monitoring, evaluation, audit)	2.174.069	2.174.069	300.000	1.874.069
TOTAL GÉNÉRAL AFRIQUE DU NORD		907.198.639	905.383.044	845.478.725	59.904.318

*Ces chiffres comprennent les montants qui ont été dégagés ainsi que les fonds récupérés. Certains d'entre eux ont été "réengagés", contractés et payés. Un recouvrement couvre les fonds qui ont été contractés et payés à un contractant et qui sont reversés à l'autorité contractante, c'est-à-dire la Commission européenne.

**Un contrat (255 925 euros) et des paiements (185 143,75 euros) supplémentaires ont été effectués pour l'audit financier annuel du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique. Ces contrats et paiements ne figurent pas dans la présente annexe I.

Annexe II – Montants totaux des contrats signés avec les États membres et d'autre donateurs

Autriche	48.020.000,00 €
Belgique	134.361.000,00 €
Croatie	50.000,00 €
République Tchèque	210.000,00 €
Danemark	10.681.140,00 €
France	397.016.770,82 €
Allemagne	379.855.500,00 €
Grèce	298.000,00 €
Hongrie	245.000,00 €
Irlande	110.000,00 €
Italie	203.514.652,36 €
Luxembourg	57.009.406,00 €
Norvège	210.000,00 €
Portugal	5.810.000,00 €
Roumanie	660.000,00 €
Slovaquie	1.900.000,00 €
Espagne	206.155.338,00 €
Suède	418.110,00 €
Pays-Bas	49.335.000,00 €
Royaume-Uni	68.396.300,00 €
TOTAL	1.564.256.217,18 €

Annexe III - Montant totaux des contrats signés avec des organismes des Nations unies

FIDA	9.750.000,00 €
OIT	33.850.551,10 €
OIM	541.823.394,11 €
CCI	44.325.000,00 €
FAO	72.513.272,83 €
UNCDF	9.940.000,00 €
UNICEF	114.590.990,84 €
PNUD	159.952.508,16 €
PNUE	10.000.000,00 €
HCDH	9.630.000,00 €
HCR	235.701.359,95 €
UN-HABITAT	9.453.391,54 €
ONUDI	11.193.200,00 €
NU Genève	4.950.000,00 €
UNOPS	77.760.000,00 €
ONU DC	15.105.930,00 €
Autres organismes des NU	29.500.000,00 €
FNUAP	11.000.000,00 €
PAM	118.802.016,63 €
OMS	37.450.000,00 €
TOTAL	1.557.291.615,16 €



Numéro de catalogue: MN-BE-24-001-FR-N

ISBN: 978-92-68-13607-2

doi: 10.2841/039434

ISSN: 2599-6193